

MEMOIRE EN REPONSE
ENQUETE PUBLIQUE DU 4 MARS AU 3 AVRIL 2019

Projet éolien des Terrages

Commune de Plaisance



Société ENERTRAG Poitou-Charentes IV SCS
Remis au commissaire enquêteur le 25 avril 2019

Table des matières

I.	Preambule	5
II.	Gouvernance du projet.....	5
A.	Le choix de l'énergie éolienne	5
1.	Politique énergétique française.....	6
2.	Mix énergétique	8
3.	Intermittence.....	8
4.	Rentabilité.....	11
5.	Le CO2.....	14
6.	Et l'emploi ?	16
B.	Choix du site	17
1.	Planification territoriale	18
2.	Cohérence du choix du site.....	20
3.	Concentration des projets.....	21
4.	Ressource en vent et production	22
5.	Documents d'urbanisme	23
C.	Concertation	23
D.	Porteur de projet.....	25
E.	Critiques du dossier d'autorisation	26
F.	Enquête publique	27
III.	Eolien et milieux naturels	28
A.	Faune et Flore.....	30
1.	Zones naturels protégées et d'inventaires	30
2.	Zones humides	30
3.	Faune terrestre	30
B.	Avifaune.....	31
1.	Aires d'études	31
2.	Effet barrière	32
3.	Migration des grues cendrées.....	33
4.	Rapaces	33
5.	Oedicnème criard et Vanneau huppé.....	34
6.	Pie-grièche et Alouette lulu.....	34
7.	Prise en compte de l'avis de la LPO.....	34
8.	Effets cumulés	35
C.	Chiroptères.....	35
1.	Bridage	36
2.	Préconisations Eurobats	36
D.	Suivi exploitation.....	37
E.	Mesures ERC.....	37
IV.	Eolien et agriculture.....	38

V.	Eolien, patrimoine et paysage	38
A.	Méthodologie de l'étude paysagère	39
1.	Aires d'étude	39
2.	Prise en compte des sites historiques	40
B.	Vallée de la Gartempe et de la Petite Blourde	41
C.	Eléments patrimoniaux	42
D.	Commune de Saulgé.....	43
E.	Tourisme.....	43
F.	Effets cumulés	45
G.	Immobilier.....	46
VI.	Eolien et santé publique	47
A.	Le bruit.....	48
B.	Les infrasons et la distance aux habitations	49
C.	Le balisage	50
D.	L'effet stroboscopique	51
E.	Le sous-sol	51
F.	Elevage	51
G.	Effets cumulés	52
VII.	Volet technique	52
A.	Raccordement.....	52
B.	Démantèlement	53
C.	Composants.....	55
VIII.	Retombées économiques.....	56
IX.	Recours.....	57
X.	Annexes	57

I. Preambule

En raison de la redondance des observations, il est choisi d'aborder le mémoire en réponse par thématique. Au début de chacune d'entre elles sont rappelées les observations qui présentent un argumentaire plus ou moins détaillé sur le sujet. Celles apparaissant comme les plus représentatives sont données comme exemple.

Les observations émises ont fait l'objet de 2 catégories d'enregistrement, réalisées au fur et à mesure de leur réception : RM, pour les observations émises en mairie, et RD pour les observations saisies sur le registre dématérialisé.

L'ensemble du procès-verbal est disponible en annexe.

II. Gouvernance du projet

A. Le choix de l'énergie éolienne

Observations : RM01 RM02 RM06 RM12 RM13 RM16 RM19 RM20 RM21 RD1 RD2 RD11 RD12 RD18 RD19 RD24 RD26 RD32 RD33 RD38 RD44 RD47 RD49 RD50 RD51 RD52 RD54 RD55 RD63 RD67 RD71 RD73 RD75 RD78

Exemples :

RM01 13/03/2019 Yves du Chalard La Meunière 86500 Plaisance et 2, rue du pont du souci, 86500 Montmorillon.
La pertinence de l'éolien est très douteuse, estime M. du Chalard, quant à son efficacité et à son cout.

RM12 01/04/2019 Tabuteau Aurélien, Maire de Plaisance 86500 Plaisance
M. Tabuteau, Maire de Plaisance, expose ses arguments en faveur de l'éolien et du projet : caractère écologique, impacts bien moindre que les moyens de déplacements, autoroutiers ou ferroviaires, impact favorable à l'emploi (cf formation maintenance de l'éolien au Lycée Professionnel de Montmorillon).

RD26 27/03/2019 14:14 Genet Paul ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA Gartempe 16, route d'Haims 86500 Montmorillon
Au nom de l'association pour la sauvegarde de la Gartempe, M. Genet se prononce contre le projet des Terrages.
Conteste la pertinence technique et économique de la production électrique par l'éolien, conteste le caractère écologique de celle-ci et la politique de développement des énergies renouvelable de notre pays.

RD47 29/03/2019 10:23 MATHIAU Pierrette 27 rue des Fleurs 87160 Arnac la Poste
 Mme Mathiau manifeste son opposition déterminée à l'installation d'aérogénérateurs à Plaisance :
 Ils ne produisent quasiment pas d'électricité
 Ils nécessitent le recours à des centrales thermiques, augmentant ainsi la production de CO2
 Mme Mathiau dénonce l'impudence de l'écologie-business éolien.

RD78 De la Borderie Antoine 87330 Saint Barbant
 M. de la Borderie conteste la pertinence de l'éolien, et expose son point de vue en une douzaine de points traitant des gaz à effet de serre, de la sécurité d'approvisionnement en électricité, du coût de celle-ci, de sa production de proximité, des effets de l'éolien sur la balance des paiements, de l'environnement, de l'emploi, des paysages et du patrimoine, de l'immobilier, de la santé, du tourisme, tous points sur lesquels l'éolien est d'un effet néfaste.
 M. de la Borderie conclut en affirmant que « l'opinion publique découvre que les gouvernements successifs ont jeté leur dévolu sur l'éolien sans avoir pris le temps d'en peser préalablement ni les contraintes d'exploitation, ni les vrais impacts sur l'environnement. »

1. Politique énergétique française

Comme le détaille l'étude d'impact sur l'environnement en page 14, « la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français et va permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique. L'énergie éolienne doit contribuer fortement à l'accomplissement des objectifs de cette loi qui sont résumés sur la figure ci-dessous. L'objectif est que la part des énergies renouvelables représente au moins 23% de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et au moins 30% de la consommation énergétique finale et 40% de la production d'électricité en 2030. »



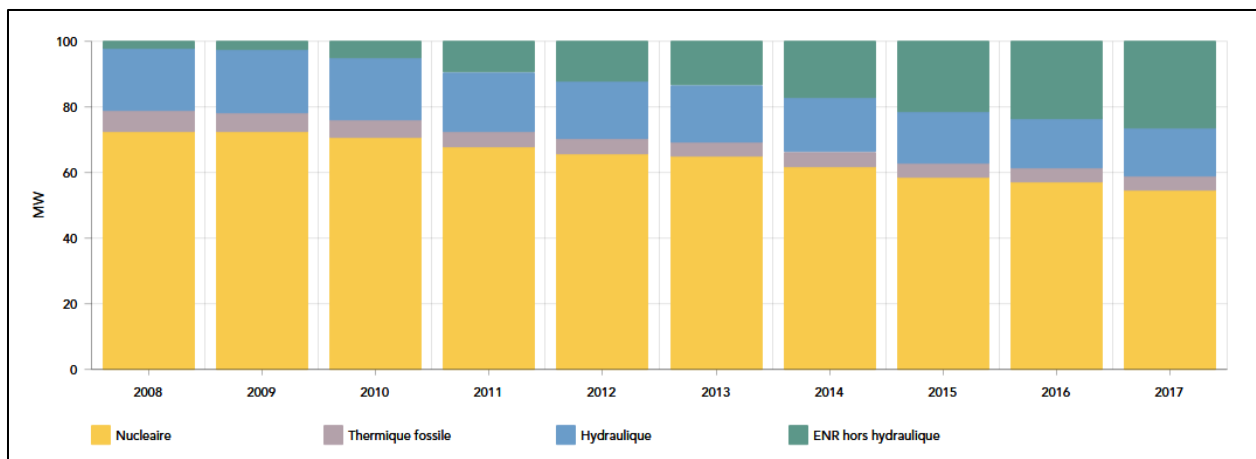
Principaux objectifs de la loi de transition énergétique
 (Source : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie)

« Ces objectifs sont traduits pour les principales filières renouvelables électriques par les seuils de puissances suivants :

- 15 000 MW d'éolien terrestre au 31 décembre 2018 et entre 21 800 et 26 000 MW au 31 décembre 2023,
- 10 200 MW de solaire au 31 décembre 2018 et entre 18 200 et 20 200 MW au 31 décembre 2023,
- 25 300 MW d'hydroélectricité au 31 décembre 2018 et entre 25 800 et 26 050 MW au 31 décembre 2023,
- 500 MW d'éolien en mer posé au 31 décembre 2018 et 3 000 MW au 31 décembre 2023, avec entre 500 et 6 000 MW de plus en fonction des concentrations sur les zones propices, du retour d'expérience de la mise en œuvre des premiers projets et sous condition de prix,
- 100 MW d'énergies marines (éolien flottant, hydrolien, etc.) au 31 décembre 2023, avec entre 200 et 2 000 MW de plus, en fonction du retour d'expérience des fermes pilotes et sous condition de prix,
- 8 MW de géothermie électrique au 31 décembre 2018 et 53 MW au 31 décembre 2023,
- 540 MW de bois-énergie au 31 décembre 2018 et entre 790 et 1 040 MW au 31 décembre 2023,
- 137 MW de méthanisation électrique au 31 décembre 2018 et entre 237 et 300 MW au 31 décembre 2023. »

Comme le détaille le bilan électrique national de 2018 de RTE¹, en France métropolitaine, « le parc des installations de production d'électricité atteint 133 GW, en progression de 2 GW (+1,6%) par rapport à 2017. Ce sont les filières éolienne et solaire qui comptent pour l'essentiel de cette augmentation. »

La baisse importante du parc thermique fossile classique avec la fermeture des quatre groupes de Porcheville et d'un groupe de Cordemais a été compensée par la progression notable du parc des énergies renouvelables (+2 431 MW).



Composition du parc régional des installations d'électricité pour 100 MW.
(Source : RTE 2017)

Le dernier bilan électrique de Nouvelle Aquitaine en date de 2017² (les bilans régionaux 2018 ne sont pas encore disponibles) illustre clairement cette tendance la hausse des ENR sur le territoire.

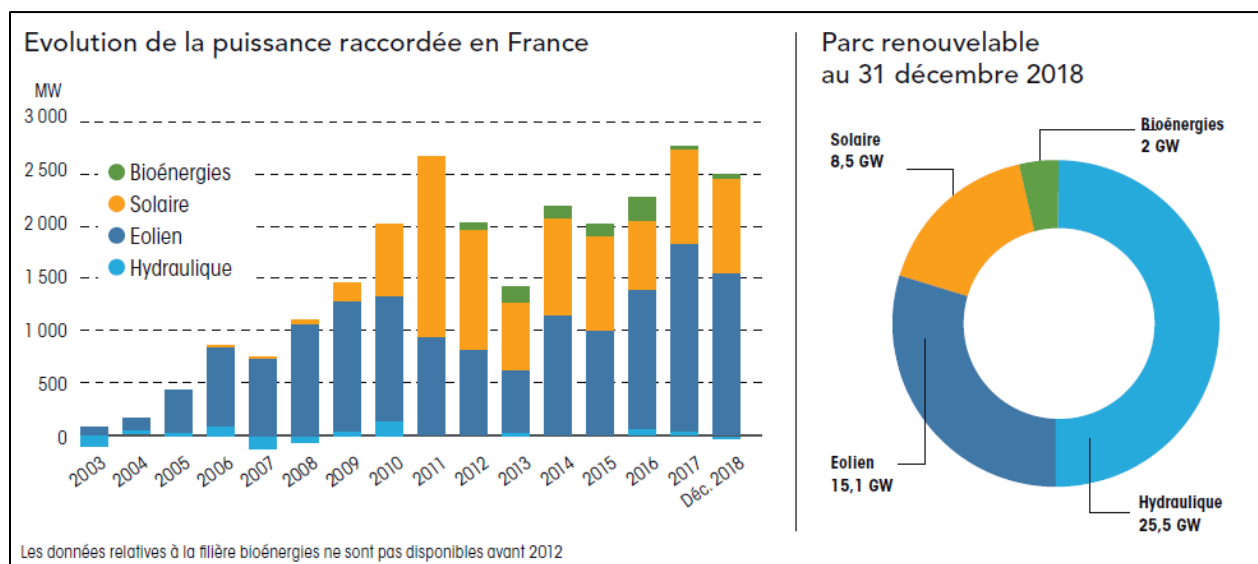
¹ <http://bilan-electrique-2018.rte-france.com/production-totale/#>

² <https://bilans-electriques-regionaux-2017.rte-france.com/naq/production/le-parc-de-production/#>

2. Mix énergétique

L'éolien terrestre fait partie d'un mix de production électrique que la France souhaite mettre en place dans les prochaines décennies. Les centrales solaires au sol et en toiture, les installations hydroélectriques, l'éolien offshore en font partie également. La France a une production électrique basée historiquement sur le nucléaire. Avec le deuxième gisement de vent au niveau européen, il apparaît donc légitime que des efforts importants soient mis en place pour le déploiement de cette énergie. Le 27 novembre 2018, le gouvernement en place a d'ailleurs rappelé cette ambition pour le territoire français lors de la présentation de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie afin de garantir une fourniture d'énergie verte.

Les données ci-dessous montrent bien l'importance de l'éolien dans le mix énergétique français. L'éolien représente presque 30% de l'énergie renouvelable installée en France derrière l'hydraulique (53%) et loin devant le solaire (16%). Il est également aisé de constater qu'il n'y a plus ou peu de nouvelles installations hydrauliques en France. C'est bien l'éolien qui permet aujourd'hui aux énergies renouvelables de prendre une part plus conséquente dans le mix énergétique français.



Evolution de la puissance raccordée en France.
(Source : RTE : Panorama des Energies Renouvelables 2018)

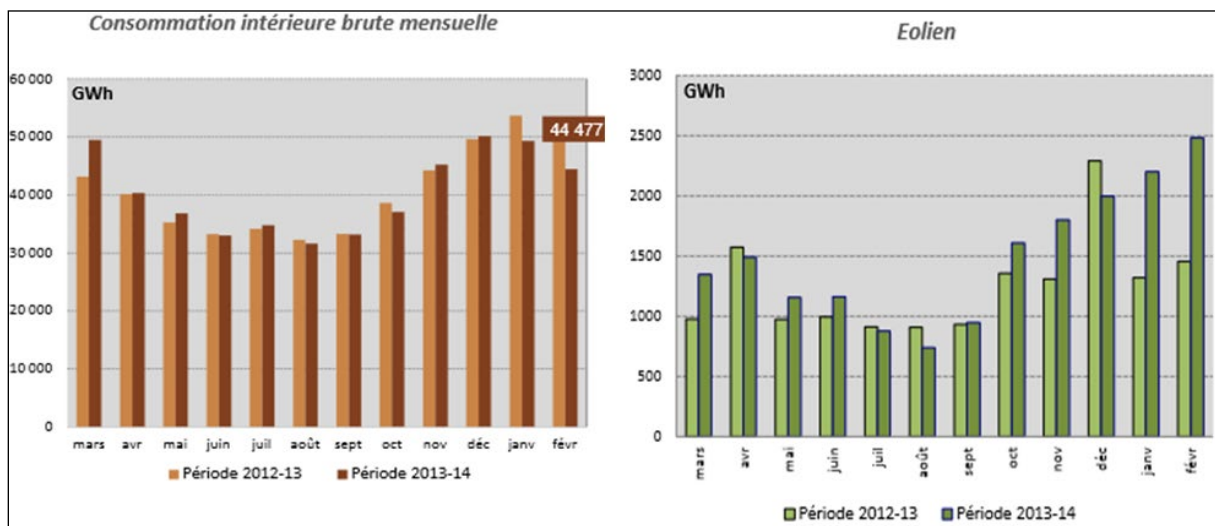
3. Intermittence

L'intermittence de chaque parc éolien est dans une large partie compensée par la présence de nombreux parcs installés en France, tous raccordés à l'unique réseau électrique national. Cette interconnexion permet de lisser l'intermittence de la production : par exemple, lorsque le vent ne souffle pas en Nouvelle Aquitaine, il peut néanmoins souffler en Champagne-Ardenne ou en Bretagne et la production éolienne sera toujours présente au niveau national. La France a en effet la chance d'être dotée de 3 bassins de vent (la Mer du Nord, l'Atlantique et la Méditerranée), représentant le second meilleur gisement éolien d'Europe, derrière l'Angleterre.

Par ailleurs, les prévisions météorologiques sont aujourd'hui très précises et les gestionnaires de réseau sont capables de prévoir avec précision la production d'électricité « intermittente », telle que celle issue des centrales éoliennes et photovoltaïques.

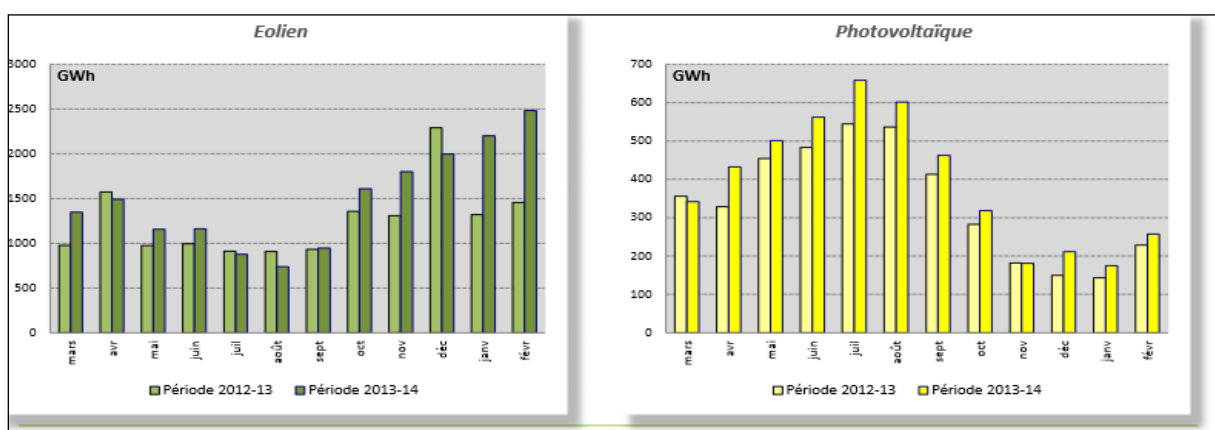
Le logiciel spécialisé IPES (Insertion de la Production Eolienne et photovoltaïque sur le Système) est utilisé depuis 2009 par RTE pour prévoir heure par heure la production à l’horizon d’une journée, sur la base des prévisions météorologiques fournies par Météo France. Cette prévision est consultable par le public sur internet sur le site internet de RTE : http://clients.rte-france.com/lang/fr/visiteurs/vie/previsions_eoliennes.jsp.

Par ailleurs, les périodes de production d’électricité éolienne correspondent relativement bien aux périodes où les demandes en électricité sont fortes, à savoir le soir et l’hiver, comme l’illustrent les graphiques pages suivantes :



Consommation d’électricité en France et production d’électricité d’origine éolienne (Source : RTE)

Enfin, même à l’échelle d’une journée, les différences de températures entre le lever et le coucher du soleil génèrent des mouvements d’air qui favorise une production plus importante de l’éolien en fin de journée, soit l’horaire correspondant aux pics de consommation journalier. Rappelons enfin que l’éolien et le solaire, deux principales sources dépendantes de flux, sont complémentaires puisque l’éolien produit plus le soir et l’hiver alors que le solaire produit plus l’été et le jour.



Production d’électricité d’origine éolienne et solaire (Source : RTE)

Le stockage comme solution alternative :

A ce jour, le stockage de l'énergie en grande quantité reste un défi industriel. Les recherches en cours sur ce sujet sont importantes.

A ce titre, ENERTRAG a développé une centrale hybride qui s'inscrit dans la politique globale de développement des énergies renouvelables, de fourniture d'énergie décarbonée, et de meilleure intégration des énergies renouvelables intermittentes dans le système électrique. Le système de stockage sous forme d'hydrogène permet de répondre à plusieurs problématiques de gestion des réseaux électriques et en premier lieu à la problématique de l'équilibre entre la production et la consommation. Avec la possibilité de stocker une partie de l'énergie sous forme d'hydrogène, puis de réinjecter cette énergie sur le réseau au moment opportun, il est possible de développer plusieurs modes d'exploitation du couple production-stockage, afin de répondre à des contraintes du réseau, et ainsi fournir différents services de régulation.

Le 25 octobre 2011, ENERTRAG a mis en service en Allemagne la première centrale hybride combinant l'énergie du vent, le biogaz et l'hydrogène.

Trois éoliennes de 2 MW chacune sont directement reliées à l'installation d'électrolyse par un câble moyenne tension. L'électrolyseur produit de l'oxygène et de l'hydrogène par électrolyse de l'eau.

La centrale électrique hybride est intégrée au réseau électrique d'ENERTRAG, afin que, dans les périodes de capacité limitée d'intégration au réseau électrique, de l'hydrogène puisse être produit à l'aide du courant non consommé. De cette façon, la puissance d'alimentation diminue et se rapproche du niveau de la consommation.

En cas de forte demande d'électricité, l'hydrogène est mélangé à du biogaz et transformé en électricité dans deux centrales de cogénération qui vient ensuite alimenter le réseau. En outre, à partir de ce mélange hydrogène-biogaz, les centrales de cogénération produisent de la chaleur qui peut être elle aussi utilisée localement.

L'hydrogène peut être utilisé dans le secteur du transport comme combustible ne dégageant pas de CO₂. Selon un avis des ministères allemands de l'environnement et des transports, de la construction et de l'urbanisme, des produits consommant de l'hydrogène sont prêts pour la fabrication en série et arriveront sur le marché, ce qui fera considérablement augmenter le besoin en hydrogène.

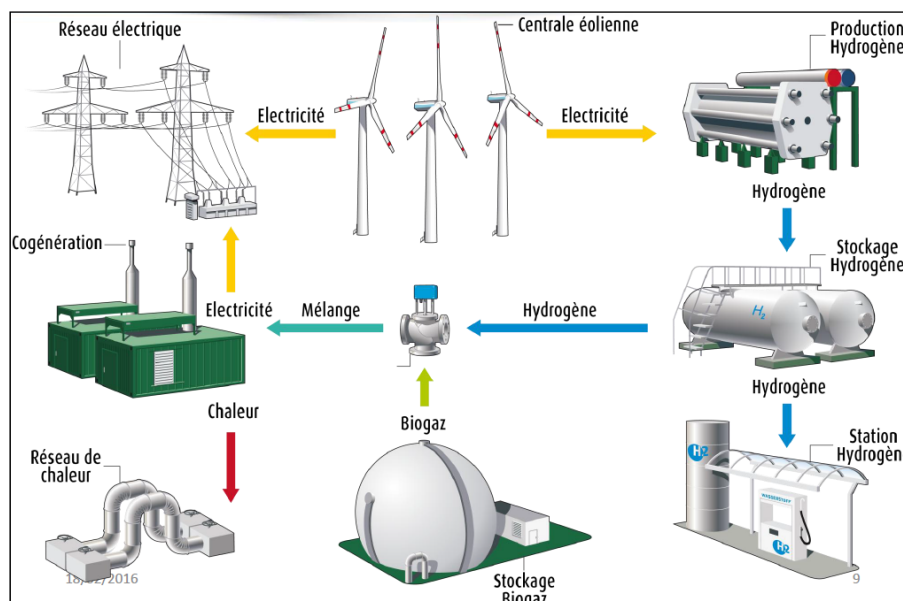


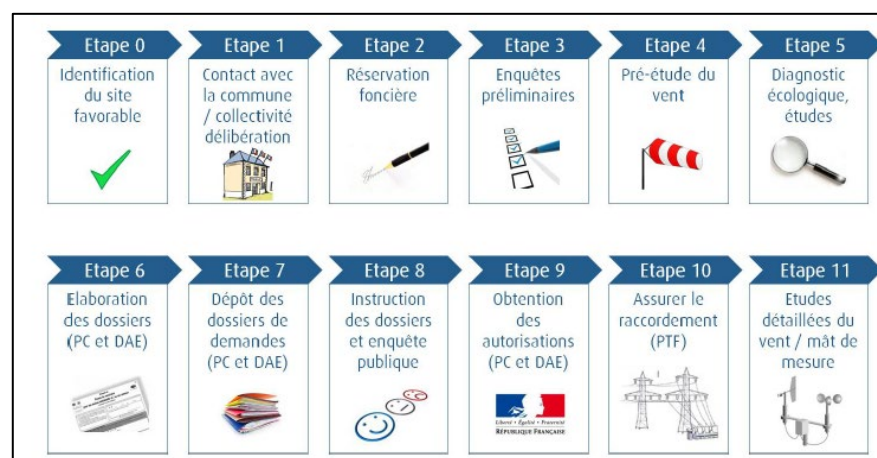
Schéma de principe de la centrale hybride
(Source : ENERTRAG)

L'hydrogène offre une solution innovante et économique pour la mobilité, la gestion du stockage et la production d'électricité d'origine éolienne. De nombreux projet sont en cours de développement en France.

4. Rentabilité

Gisement de vent :

Le gisement est un facteur primordial dans le développement d'un projet éolien car c'est ce gisement qui permettra de fournir de l'électricité et ainsi permettre la rentabilité du projet. L'analyse fine de cet aspect est donc primordiale pour tout projet éolien. C'est ainsi que l'étude préliminaire de vent basée notamment sur l'analyse de données géo-satellitaires est prévue à l'étape 4 du développement éolien :



Les 11 étapes clés d'un projet
(Source : Enertrag)

Lors de la prospection d'un nouveau site éolien, une première étude du site est réalisée, basée sur la cartographie du potentiel éolien régional, afin d'avoir une première idée du potentiel d'une zone. Par la suite une campagne de vent est lancée sur une durée minimale d'un an (pose d'un mât de mesure) afin de déterminer très finement le gisement éolien. Pour rappel la France représente le second meilleur gisement éolien d'Europe, derrière l'Angleterre.

Coût de l'éolien et économie du projet

Rappel sur la situation en France :

En prime abord, il nous semble intéressant de rappeler que les prix de l'électricité en France sont parmi les plus bas d'Europe. Selon EUROSTAT en 2012 le prix de l'électricité :

- pour les industriels dans l'Union Européenne est supérieur de 21.5% au prix français,
- pour les industriels dans la Zone Euro est supérieur de 28% au prix français,
- pour les industriels en Allemagne est supérieur de 32% au prix français,
- pour les particuliers dans l'Union Européenne est supérieur de 32% au prix français
- pour les particuliers dans la Zone Euro est supérieur de 38% au prix français
- pour les particuliers en Allemagne est supérieur de 84% au prix français

Selon le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, le prix de l'électricité pour un ménage en France se décompose de la façon suivante :

- 1 tiers pour la production de l'électricité,
- 1 tiers pour le transport et la distribution de cette électricité,
- 1 tiers pour les taxes.

Il convient de dissocier le prix de l'électricité au kWh et la facture de la consommation électrique :

La consommation dépend du comportement des ménages et peut varier en raison notamment des nombreux usages ou du recours au chauffage électrique.

Le système du tarif d'achat éolien :

Jusqu'en 2015, en France, les prix des énergies renouvelables étaient définis par l'Etat soit sous la forme d'un tarif d'achat (éolien terrestre photovoltaïque sur le bâti, méthanisation, etc.) soit d'un appel d'offre (éolien en mer, photovoltaïque au sol, etc.).

Le tarif d'achat éolien a été récemment supprimé, en effet, ce système permet à l'Etat de soutenir l'émergence de nouvelles filières industrielles, technologiques et économiques jusqu'à ce qu'elles atteignent un stade de maturité. Dans son rapport de 2013³, l'ADEME rappelle que le soutien au développement de l'éolien « est indispensable, dans un premier temps pour porter une filière à maturité économique. Le tarif d'achat de l'électricité d'origine éolienne pour l'éolien terrestre est de 82 €/MWh pendant 10 ans, puis varie entre 28 et 82 €/MWh pendant 5 ans selon les sites. »

Selon le rapport de la Commission d'enquête « sur le coût réel de l'électricité afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques» du 18/07/2012, « l'éolien terrestre apparaît d'ores et déjà comme une filière mature, compétitive par rapport à la plupart des filières non renouvelables, et dont les coûts n'excèdent pas ceux des réacteurs nucléaires EPR actuellement en construction en Europe»⁴.

Le tableau ci-dessous récapitule les différents tarifs d'achat de l'électricité renouvelable en France :

³ ADEME -la production éolienne d'électricité - 2013

⁴ Commission d'enquête sur le coût réel de l'électricité afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques- Sénat 18/07/2012

Filière	Arrêtés régissant l'achat de l'électricité	Durée des contrats	Exemple de tarifs pour les installations mise en service à la date de parution des arrêtés
Hydraulique	1^{er} mars 2007	20 ans	- 6,07 c€/kWh + prime comprise entre 0,5 et 2,5 pour les petites installations + prime comprise entre 0 et 1,68 c€/kWh en hiver selon la régularité de la production - 15 c€/kWh pour énergie hydraulique des mers (houlomotrice, marémotrice ou hydrocinétique)
Géothermie	Arrêté du 23 juillet 2010	15 ans	- Métropole : 20 c€/kWh , + prime à l'efficacité énergétique comprise entre 0 et 8 c€/kWh - DOM : 13 c€/kWh , + prime à l'efficacité énergétique comprise entre 0 et 3 c€/kWh
Energie éolienne	1er juillet 2014	15 ans	- éolien terrestre : 8,2 c€/kWh pendant 10 ans, puis entre 2,8 et 8,2 c€/kWh pendant 5 ans selon les sites.
Photovoltaïque	4 mars 2011	20 ans	Tarif applicables aux projets dont la demande de raccordement est envoyée entre le 1er juillet et le 30 septembre 2011 : - installations intégrées au bâti : 42,55 c€/kWh, 37,23, 36,74 ou 31,85 selon l'usage du bâtiment et la puissance de l'installation - installations intégrée simplifiée au bâti : 26,09 ou 27,46 c€/kWh - autres installations : 11,688 c€/kWh »
Cogénération	31 juillet 2001	12 ans	6,1 à 9,15 c€/kWh (40 et 60 cF/kWh) environ en fonction du prix du gaz, de la durée de fonctionnement et de la puissance
Combustion de matières non fossiles végétales	27 janvier 2011	20 ans	4,34 c€/kWh auquel s'ajoute une prime comprise entre 7,71 et 12,53 c€/kWh attribuée selon des critères de puissance, de ressources utilisées et d'efficacité énergétique. Le niveau de la prime est calculé en fonction de cette dernière

Système de tarifs de rachat de l'électricité renouvelable
(Source : Sénat.fr)

Ainsi, le tarif de l'électricité éolienne est le plus compétitif parmi les autres sources d'électricité renouvelable hormis l'hydraulique.

En plus du coût de production de l'électricité et contrairement aux autres sources de production classiques, le tarif éolien intègre également le coût du démantèlement.

Le Syndicat des Energies Renouvelables conclue : « Dans quelques années le prix de l'électricité éolienne pourrait être en France inférieur au prix de l'électricité sur le marché. L'éolien constitue un moyen de production compétitif et contribue à diminuer la dépendance des consommateurs aux combustibles fossiles dont le prix est très volatile ».

À partir de 2016 : le complément de rémunération

À compter du 1er janvier 2016, le dispositif de soutien à l'éolien terrestre évolue vers le dispositif de complément de rémunération mis en place par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Dans le cadre de ces contrats, l'électricité produite par les installations est vendue directement par le producteur sur le marché de l'électricité, la différence entre un tarif de référence fixé par arrêté et le prix moyen du marché constaté chaque mois est versée au producteur par EDF. Le surcoût occasionné pour EDF lui est compensé au titre des charges de service public de l'électricité (CSPE).

L'année 2016 constitue pour la filière éolienne une année de transition. L'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016 fixe les modalités du complément de rémunération pour l'année 2016. Il prévoit des contrats de 15 ans et un niveau de tarif à 8,2 c€/kWh pendant 10 ans, puis entre 2,8 et 8,2 c€/kWh pendant 5 ans selon les sites, dans la continuité du niveau de soutien apporté par l'arrêté de 2014.

Les appels d'offres :

À partir de 2017, un nouveau dispositif de soutien a été mis en place sous la forme d'un complément de rémunération révisé pour les installations de moins de 6 éoliennes. La durée des contrats sera allongée à 20 ans afin de tenir compte des durées de vie des éoliennes. Le niveau de tarif sera fixé afin d'assurer une rentabilité normale des projets sur leur durée de vie. L'arrêté fixant les conditions et les modalités de ces contrats a été notifié à la Commission européenne.

Un appel d'offres pluriannuel est également lancé pour soutenir le développement des parcs de plus grande taille.

L'économie du projet éolien des Terrages est liée étroitement à ces changements réglementaires et doit être étudiée à chaque changement réglementaire. Néanmoins, le gisement de vent et les baisses constatées ces dernières années sur le prix des turbines et des matériaux permettent d'envisager sereinement l'avenir robuste de ce parc éolien.

5. Le CO₂

Ce sujet est traité en pages 237, 255 et 269 de l'Etude d'Impact.

Pour être complet sur les impacts liés à la diminution de CO₂ proposées par les éoliennes, il est nécessaire de calculer le bilan énergétique de ces dernières (y compris le câblage). Sur ce point, nous pouvons nous appuyer sur plusieurs études menées, dont celle réalisée par une revue de la littérature (Kubiszewski et al, 2011⁵) portant sur 119 turbines analysées. Les quelques 50 études ont mis en évidence un EROI (*Energy Return On Investment*, soit le rapport entre l'énergie cumulée totale produite par l'éolienne et l'énergie primaire cumulée nécessaire pour son installation et son entretien). L'éolienne produit en 20 ans 25,2 fois plus d'énergie qu'il n'en a fallu pour la construire, l'entretenir puis la démanteler. La dette énergétique est donc remboursée en un peu moins de 10 mois.

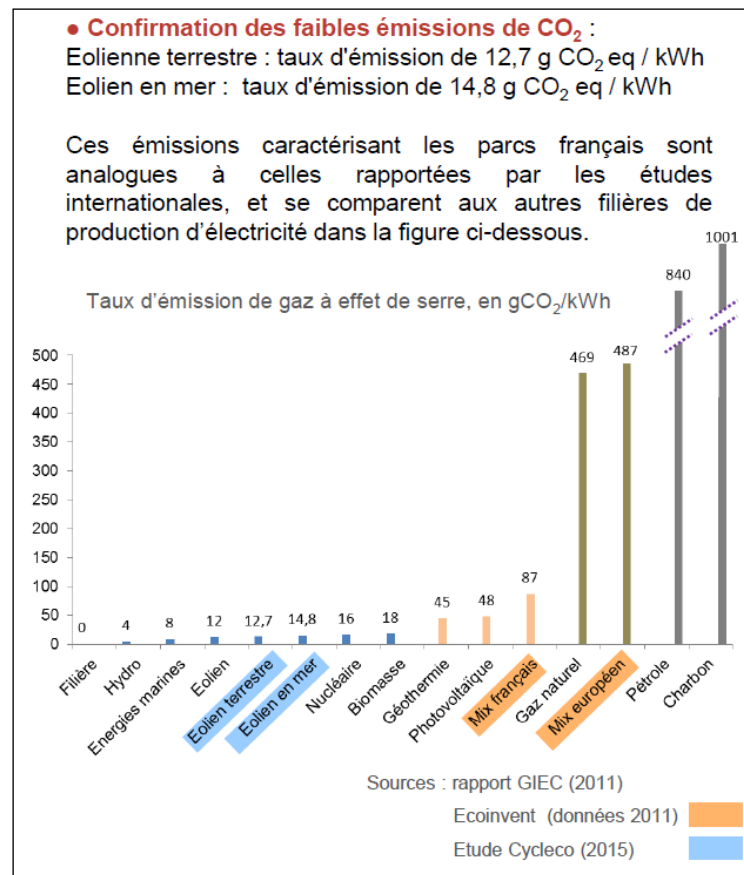
Même constat fait dans l'étude comparative de différentes études sur l'analyse du cycle de vie des éoliennes, présentée par Thierry de Larochelambert, qui conclut que « Toutes les analyses de cycle de vie rigoureuses et indépendantes menées par les plus grands laboratoires universitaires dans le monde montrent que l'énergie éolienne est de loin celle qui offre le plus faible temps de retour énergétique parmi tous les systèmes de production électrique, renouvelables ou non. L'investissement éolien est donc, avec les investissements dans l'économie et l'efficacité énergétique, l'investissement productif électrique le plus efficace à réaliser en urgence pour le remplacement progressif des centrales nucléaires ».

En tenant compte du contenu énergétique de tous les composants d'une éolienne, ainsi que du contenu énergétique global de l'ensemble des maillons de la chaîne de production, une éolienne produit en moins d'un an, dans des conditions climatiques normales, l'équivalent de l'énergie qui a été consommée pour sa fabrication, son installation, sa maintenance et son démantèlement.

⁵ <http://www.eoearth.org/view/article/152560/>

L'ADEME a réalisé en 2015 une étude sur l'analyse du cycle de vie d'une éolienne et ses impacts⁶ qui tirent cette conclusion :

« Le taux d'émission du parc français est de 12.7g de CO₂ eq/kWh (valeur similaire avec celles données par le GIEC ou les autres études académiques). Le taux d'émission est faible par rapport à celui du mix français, estimé à 79g de CO₂ eq/kWh. L'éolien terrestre est particulièrement efficient : la demande cumulée en énergie correspond à 12 mois de production (temps de retour énergétique), soit de l'ordre de 5 fois moins que le mix électrique français en 2011. »



Taux d'émission de gaz à effet de serre selon les filières
 (Source : GIEC)

Une seconde étude de l'ADEME, publiée en septembre 2017 sur les bénéfices économiques et environnementaux⁷ estime que :

« sur la période 2002-2015 l'éolien a permis d'éviter l'émission de 63 millions de tonnes d'émissions de CO₂-eq et d'environ 250 000 tonnes d'émissions de SO₂, NO_x et particules fines. Ces bénéfices sanitaires et environnementaux, une fois monétarisés, représentent un gain estimé pour la collectivité de l'ordre de 3,1 à 8,8 Mds€, ce qui dépasse largement le coût du dispositif de soutien à l'éolien (3,2 Mds€ de 2002 à 2013) ».

Enfin, la société ENERTRAG n'a pas d'autres activités (polluantes ou non) que le développement et l'exploitation d'énergies renouvelables, principalement éolienne.

⁶ « Impacts environnementaux de l'éolien français » – Données 2015

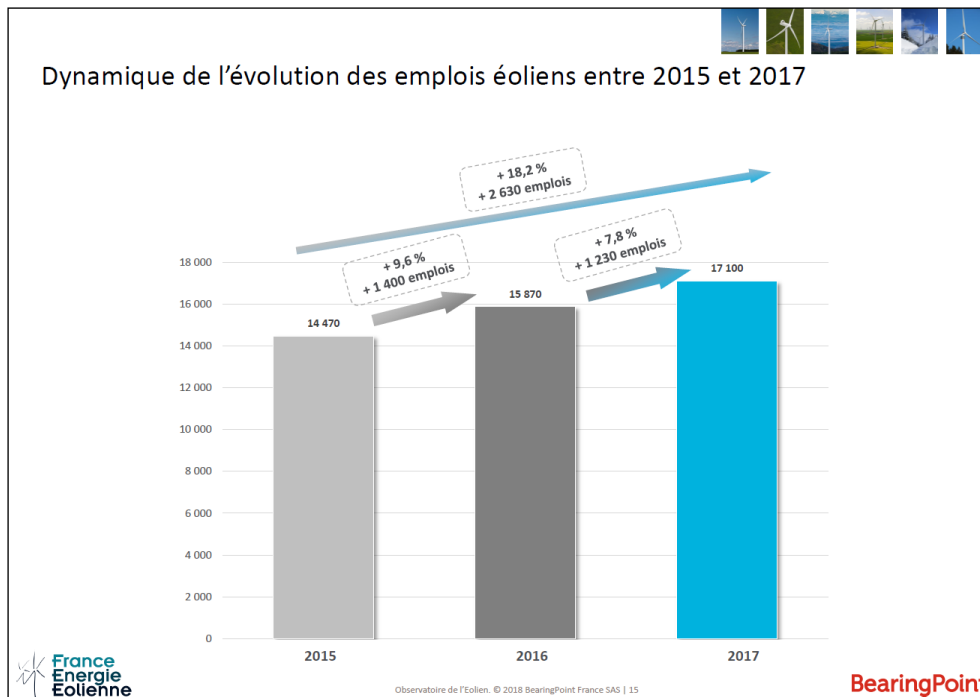
<http://www.ademe.fr/impacts-environnementaux-leolien-francais>

⁷ « Etude sur la filière éolienne française – Bilan, Prospective, Stratégie » - Rapport final

<http://www.ademe.fr/etude-filiere-eolienne-francaise-bilan-prospective-strategie>

6. Et l'emploi ?

Les éoliennes sont qualifiées de véritables projets de territoire avec une production totalement décentralisée. La France compte actuellement 17 100 personnes travaillant directement dans le domaine de l'éolien au travers de plus de 1000 sociétés.



Evolution des emplois dans la filière de l'éolien
(Source : Observatoire de l'éolien 2018 – Bearing Point)

Les emplois se multiplient dans les domaines du développement, de la R&D, de la construction et de l'exploitation des parcs éoliens. Le chiffre de 60.000 emplois pourrait être atteint d'ici à 2020 avec une filière industrielle française d'ores et déjà en train de se structurer. Les établissements scolaires sont sans cesse plus nombreux à proposer des cursus pour former notamment les techniciens de demain, dont la disponibilité doit être assurée 24 heures sur 24, qui pourront intervenir sur les éoliennes.

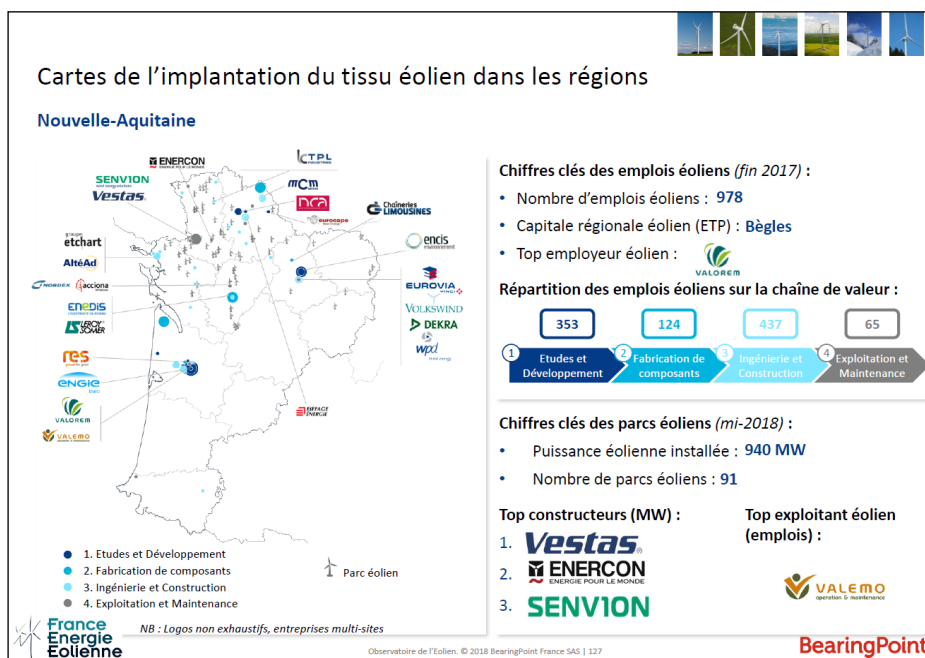
Les métiers de l'éolien sont répartis de la manière suivante :

- Etudes et Développement: bureaux d'études, mesures de vent, mesures géotechniques, expertise technique, bureaux de contrôle, développeurs, financeurs...
- Fabrication de composants : pièces de fonderie, pièces mécaniques, pales, nacelles, mâts, brides et couronnes d'orientation, freins, équipements électriques pour éoliennes et réseau
- Ingénierie et Construction : assemblage, logistique, génie civil, génie électrique parc et réseau, montage, raccordement réseau
- Exploitation et Maintenance : mise en service, exploitation, maintenance, réparations, traitement des sites

Les emplois dans le domaine de l'énergie éolienne en Nouvelle Aquitaine sont nombreux. Pour le projet de Plaisance, les entreprises locales pourraient être en particulier être chargées des travaux suivants :

- relevés géométriques;
- étude de sols;

- contrôle technique et mission SPS (Sécurité et Protection de la Santé) ;
- terrassements;
- fondations des éoliennes: fouille, fourniture des ferrillages et du béton, ...
- travaux de raccordement électrique: fourniture, pose et raccordement des câbles, ...
- gardiennage



Implantation du tissu éolien en Nouvelle Aquitaine
(Source : Observatoire de l'éolien 2018 – Bearing Point)

B. Choix du site

Observations RM08 RM16 RM18 RM20 RM21 RD2 RD3 RD4 RD10 RD14 RD16 RD24 RD26 RD38 RD45 RD53 RD49 RD56 RD79

RD10 07/03/2019 09:27 Association selt Boisgrenier Liglet 86290
 Cette association de 117 adhérents, qui s'est donné pour vocation de défendre l'environnement sur l'ensemble du département de la Vienne, exprime son opposition au projet, dans un argumentaire de 5 pages, que j'invite la société Enertrag à lire dans son détail. L'association SELT y dénonce le mitage du territoire et la densification importante des projets éoliens, et souligne que ces projets sont menés sans régulation, sans cohérence et sans concertation réelles avec la population.

RD79 Castel Jean Claude ADEPV86 Lieu-dit TAMPENOUX CHAMPAGNE SAINT HILAIRE 86160
Cette observation est formulée au nom de l'Association de défense de l'environnement et des paysages de la Vienne (ADEPV86). Elle estime que « l'implantation anarchique et excessive d'aérogénérateurs industriels dans les villages du Sud-Vienne est telle que la plupart des élus, à l'origine favorables par principe au développement de l'énergie éolienne, se dressent maintenant contre ce mitage catastrophique en train de détruire l'attractivité du territoire et son avenir économique, et joint une carte pour montrer le développement de l'éolien en Nouvelle Aquitaine et sa concentration en Sud Vienne et Nord Charente. La région produit 137 % de l'électricité qu'elle consomme, précise cette association.

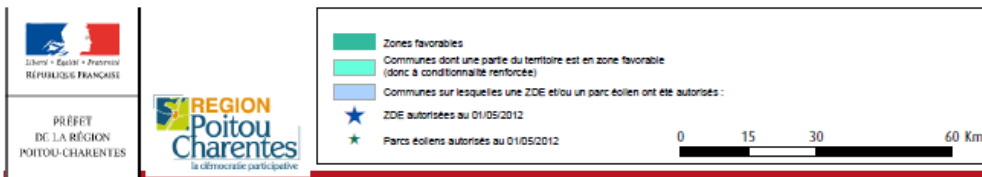
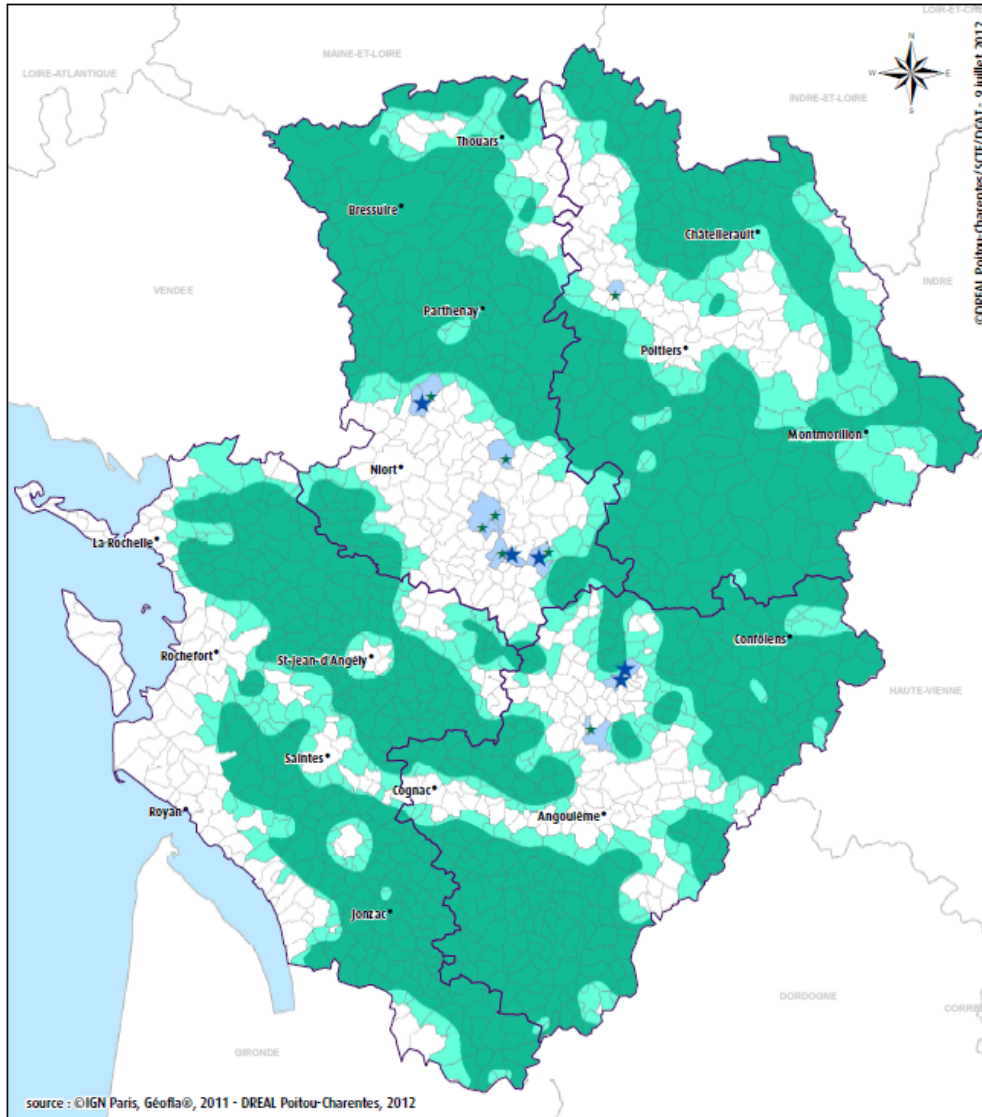
1. Planification territoriale

Le cadre politique de la planification territoriale est décrit page 170 de l'étude d'impact.

Les objectifs de la région mis en avant dans le Schéma Régional Eolien de l'ex région Poitou-Charentes créé en 2012 avec une détermination géographique des zones en faveur du développement de l'éolien terrestre (cf. carte suivante). Bien qu'annulé depuis 2012, ce document reste une référence dans l'identification des zones favorables au développement éolien.

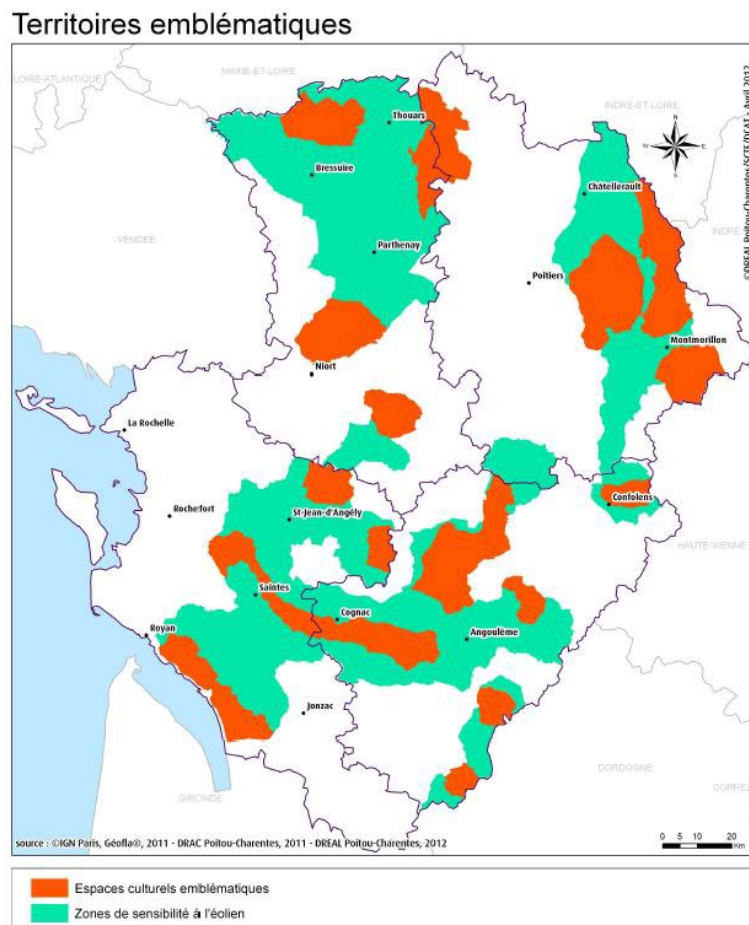


Délimitation territoriale du SRE



SRE Poitou-Charentes 2012
(Source : DREAL Poitou-Charentes)

2. Cohérence du choix du site



Territoires emblématiques en Poitou-Charentes
(Source : CREN, 2011)

Cette carte, présenté page 171 de l'étude d'impact, démontre que le territoire de Plaisance se situe hors des zonages « espaces culturels emblématique » et « zones de sensibilités à l'éolien ».

De plus, les choix du site ont été exposés page 172 à 198 de l'étude d'impact :

- « La ressource en vent : La disponibilité en vent d'un site est un élément majeur de l'étude de faisabilité d'un projet éolien. A l'échelle du projet des Terrages la vitesse de vent est estimée à 6.8m/s à 100m.
- Les distances aux habitations : La zone de prospection initiale présente plusieurs zones suffisamment éloignées des habitations pour y permettre l'implantation d'une ferme éolienne au-delà même des 500 mètres réglementaires.
- Les infrastructures et servitudes réglementaires : Il est important de les connaître car elles peuvent contraindre l'implantation d'éoliennes selon certaines règles voire être rédhibitoires : périmètre de protection d'un captage d'eau, plafond aérien, zone d'entraînement militaire, passage de gazoducs... Aucune servitude rédhibitoire ou limitant la zone d'étude n'a été détectée.
- L'acceptabilité locale de l'éolien : Les communes de Plaisance et Saulgé ont été contactées par ENERTRAG suite à la découverte d'une zone d'étude favorable à l'éolien. Le soutien des communes d'implantation étant considéré comme indispensable au

développement d'un projet éolien intégré à son territoire, l'obtention de l'avis favorable des deux Conseils Municipaux en 2013 a été le déclencheur de la réservation du foncier et donc du développement du projet. La commune de Saulgé a par la suite décidé de se retirer du projet (en 2016) qui s'est donc recentré sur la commune de Plaisance. Cette dernière a reconduit son soutien au porteur de projet en 2017. Des permanences publiques ont été conduites cette même année.

- *Les éléments protégés du patrimoine bâti : Les éoliennes étant des éléments qui, de par leur taille, sont visibles dans le paysage, l'identification du patrimoine historique présent sur le territoire est nécessaire dès la phase de prospection. Le projet des Terrages se situe suffisamment éloigné des principaux sites patrimoniaux de la région, néanmoins certains éléments à proximité ont nécessité une étude plus approfondie (site inscrit des rives de la Gartempe et sa vallée classée, Eglise Notre-Dame et croix hosannière du cimetière de Plaisance).*
- *Les zones naturelles règlementées : Un inventaire des milieux naturels protégés a été effectué sur le territoire de prospection initial. Le périmètre d'étude ne comprend aucun zonage de protection ou d'inventaire ni de conservation. Les zones les plus proches sont situées à environ 2 km de l'aire d'étude immédiate (site Natura 2000 de la Haute vallée de la Gartempe)*
- *La compatibilité avec les schémas existants : Ce territoire a été prospecté par ENERTRAG en raison de sa compatibilité avec le Schéma Régional Eolien en vigueur à cette époque. Il en ressort que la zone a été définie comme favorable à l'éolien après recensement des principales sensibilités et contraintes à l'échelle de la région : zones naturelles, paysages emblématiques, servitudes de l'aviation civile, contraintes techniques. »*

« Pour définir un parc éolien en adéquation avec les sensibilités environnementales du territoire qui l'accueille, plusieurs variantes de projet d'implantation sont envisagées. Elles tiennent compte des paramètres environnementaux, humains et paysagers mis à jour par les experts. Trois variantes de projet ont été étudiées au cours du développement (cf. cartes et tableaux suivants). » Et la plus adaptée a été choisie.

3. Concentration des projets

La concentration des projets est liée à plusieurs facteurs :

- Les objectifs de la région mis en avant dans le Schéma Régional Eolien de l'ex région Poitou-Charentes créé en 2012 avec une détermination géographique des zones en faveur du développement de l'éolien terrestre (cf carte précédente). Bien qu'annulé depuis 2012, ce document reste une référence dans l'identification des zones favorables au développement éolien.
- Les différentes contraintes techniques (Radars, Zones d'entraînement militaire, Aviation civile, Raccordement)
- Les contraintes environnementales (littoral, marais)
- Le mitage du territoire. Le Sud-Vienne Nord-Charente est en effet favorable pour l'éolien avec un habitat plus concentré que dans le Nord Deux-Sèvres par exemple.
- Le gisement de vent important et régulier.

4. Ressource en vent et production

Observations RD51 RD68 RD73 RD60 RD61 RD63 RD75

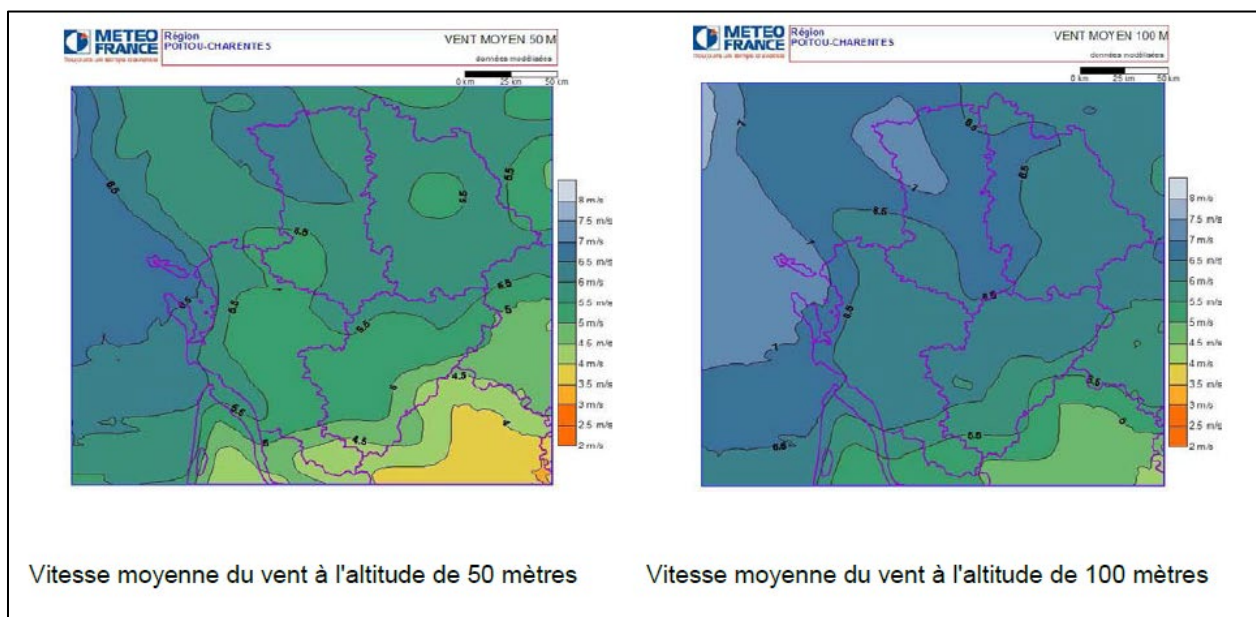
RD51 29/03/2019 18:47 BAILLARGEAT max La Gorce à Vallaud CHAILLAC 36310
Il conteste le chiffre de 40679 MWh annoncé dans le RNT et estime celui-ci à 22075 MWh compte tenu d'un taux de charge de 21 %.

RD75 SOULIE Anne ST CHRISTOPHE 16420
Pour elle, le faible rendement des éoliennes dans cette région peu ventée devrait interdire d'en implanter.

Cf partie Rentabilité qui expose le fait que la France représente le deuxième gisement européen et la situation favorable au développement de l'énergie éolienne. L'ex-région Poitou-Charentes en vertu de sa position sur la façade atlantique bénéficie d'un vent fort et régulier ce qui en fait une région très favorable au développement éolien.

Extrait du SRE de la région Poitou Charentes - page 25

« Les cartes de vent ci-après fournies en février 2011 par Météo France indiquent sur toute la région des vitesses de vent supérieures à 4,5 m/s à 50 mètres et à 100 mètres d'altitude. Le potentiel éolien est donc, au regard de ce critère, important notamment dans les départements nord du Poitou-Charentes : les Deux-Sèvres et la Vienne. »



Vitesse de vent moyenne en ex région Poitou-Charentes
(Source : Météo France)

La partie 3.1.1.2 Le régime des vents, page 64, résume le potentiel éolien de la zone d'étude. A 50m, le niveau de vent est estimé entre 5,5 et 6m/s. Enertrag Poitou Charentes IV projette d'installer des éoliennes avec un mat de 118 m afin de capter un vent encore plus puissant permettant de maximiser la production du parc éolien.

La production minimale attendue est de 40 679 MWh/an, cf page 12 de la Description de la Demande.

Cela correspond à un facteur de charge de 38,7%, supérieur à la moyenne nationale.

En effet, cette moyenne nationale de 25% a été calculée pour l'ensemble du pays (incluant donc des régions plus ou moins ventées) et pour toutes les installations construites depuis les années 2000. Or la technologie a très largement évolué ces dernières années permettant d'augmenter la production d'électricité (élévation des mâts, augmentation de la taille des rotors et de la capacité nominale de l'éolienne, modernisation des moteurs...). En 10 ans les capacités de production d'une éolienne ont été augmentées par 2.

5. Documents d'urbanisme

RD26 27/03/2019 14:14 Genet Paul ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA Gartempe
16, route d'Haims Montmorillon 86500

Estime que « le pétitionnaire ne prend pas en compte les règlements d'urbanisme qui s'appliquent et surtout qui s'appliqueront sur le territoire de la commune de PLAISANCE. » et considère « qu'il est nécessaire d'attendre que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de communes Vienne et Gartempe, et le SCoT Sud Vienne, dont la commune de PLAISANCE est membre, soient élaborés et approuvés, afin de vérifier s'ils sont compatibles avec la construction de cette centrale d'éoliennes industrielles. »

RD49 29/03/2019 13:09 KAWALA Patrick 1, les Hermitières SAINT PIERRE DE MAILLE 86260

Dans son septième et dernier point, M. Kawala émet l'avis qu'il y a lieu de surseoir à statuer sur l'autorisation du projet, au titre du code de l'urbanisme et en raison de la procédure en cours d'élaboration du PLUi ; en effet, le PADD a été adopté et ses dispositions condamnent l'implantation d'un parc éolien comme celui des Terrages à Plaisance.

La loi « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003 est venue clarifier le contenu du PLU, pour préciser notamment que les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) n'étaient pas opposables aux demandes d'autorisations d'urbanisme.

D'après le Centre Presse (article du 2 octobre 2017), la communauté de communes Vienne et Gartempe refusera tout projet n'ayant pas reçu d'avis favorable du conseil municipal concerné ce qui n'est pas le cas du projet des Terrages. Elle souhaite également prendre en compte les anciennes ZDE (zones de développement éolien). Or celles-ci ont été supprimées en 2013 par la loi Brotte et remplacées par les SRE. Cela ne laisse donc pas la place aux nouveaux projets comme celui des Terrages débuté en 2013.

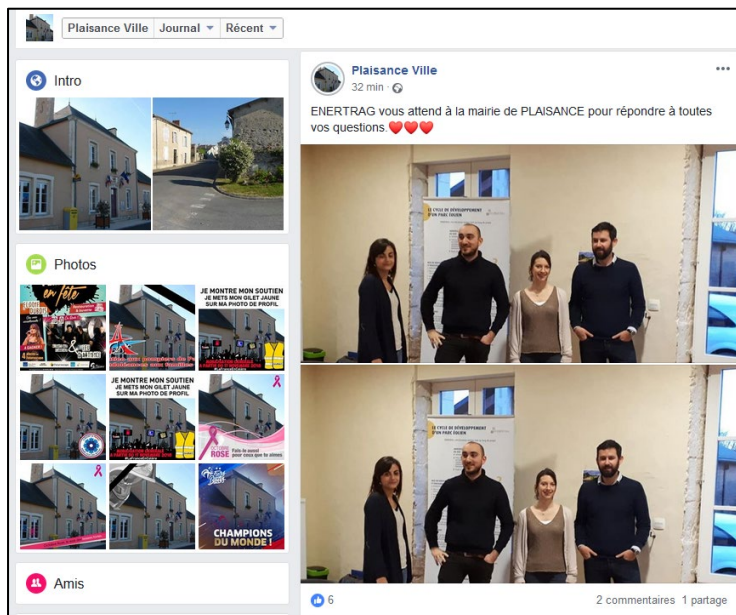
C. Concertation

RD73 03/04/2019 Lathus Vent Debout 4, Chez Tabuteau Lathus-Saint-Rémy 86390
Lathus Vent Debout conteste la présentation faite au dossier concernant l'information des riverains.

Ce sujet est traité page 199 de l'étude d'impact.

La commune de Plaisance soutient le projet depuis 2013. Deux permanences publiques ont été organisées en 2017 et en 2019. Dans une nouvelle démarche d'accompagnement des projets, des bulletins d'information sont distribués semestriellement à tous les habitants de la commune depuis 2018. En effet, malgré des annonces anticipées et relayées (diffusion

dans les boîtes aux lettres, sur les réseaux sociaux de la Mairie...) peu de riverains se déplacent lors des réunions.



Publication sur le réseau social Facebook Plaisance Ville le 8 février 2019 et exemple de bulletin distribué dans les boîtes aux lettres des riverains.

Éoliennes : enquête publique à Plaisance

Une enquête publique sera ouverte du 4 mars au 3 avril prochain dans le village de Plaisance (1), concernant la construction d'un parc de quatre éoliennes (180 m, 3 MW), au sud du bourg.

Quatre représentants de la société Enertrag étaient présents à la mairie, vendredi soir et hier matin, pour présenter leur projet aux habitants. « Les premières études ont été lancées en 2013, indique Perrine Lecoq, chef de projet éolien. Le dossier a été déposé en décembre 2017 à la préfecture et nous attendons maintenant l'enquête publique. Si tout se déroule normalement, nous pourrions commencer le chantier d'installation en 2022. » Enertrag assure avoir pris toutes les précautions possibles vis-à-vis des habitants (700 mètres



Perrine Lecoq, chef de projet éolien de la société Enertrag, à Plaisance, vendredi soir.

des habitations au lieu des 500 réglementaires, études acoustiques) et de l'environnement (éloignement d'un étang

fréquenté par les oiseaux). Le projet de la société Enertrag est le deuxième à Plaisance : la société Volkswind a déjà obtenu

l'autorisation de construire cinq éoliennes en bordure de la route nationale 147 (entre le bourg de Moulismes et le hameau de la Grande-Ferrière). « Nous attendons une décision du tribunal, un recours ayant été déposé par une habitante, indique le maire Aurélien Tabuteau, qui soutient les deux projets : le parc de cinq éoliennes devrait générer 36.000 € de recettes fiscales par an à la commune et celui d'Enertrag environ 28.000 €. Nous avons peu ou pas de contestation parmi les habitants. Des personnes se sont même installées récemment, alors qu'on leur parle des projets de parcs. Cela n'empêche pas la vente des maisons. »

Sébastien Kerouanton

(1) Et sur le site www.registre-dematerialise.fr/1114

Article de la Nouvelle République – 10 février 2019

D. Porteur de projet

Observations RM17 RD52 RD49

RD49 29/03/2019 13:09 KAWALA Patrick 1, les Hermitières SAINT PIERRE DE MAILLE 86260

Le second point porte sur le défaut de maîtrise foncière. M. Kawala développe un raisonnement selon lequel la société Enertrag Poitou-Charentes IV, pétitionnaire, ne détient pas la maîtrise foncière.

Le troisième point porte sur la structure adoptée de société en commandite simple et le montage qui en découle. M ; Kawala affirme que « sa complexité rendra insoluble toute recherche de responsabilité, notamment environnementale. »

« Rien n'est prévu » ajoute-t-il, « par le code de l'environnement ou ailleurs pour instituer une responsabilité de la société mère en cas de préjudice sur la santé humaine et animale.

Les citoyens se trouveront alors confrontés à une société avec un faible capital social et une police d'assurance dont les conditions et le plafond des garanties n'ont pas été communiquées par le pétitionnaire.

L'identité et les capacités techniques et financières du porteur de projet sont présentées dans la Description de la demande.

La société de projet a été constituée le 18 janvier 2017 avec un capital social de 1.000 € par ses associés ENERTRAG AG, détenteur d'un titre et par ENERTRAG Energie SAS détenteur des 999 titres restants.

L'objectif de cette structure est la mise en place d'un financement de projet sans-recours dès le début de la phase d'exploitation. Le porteur de projet supporte le risque jusqu'à la mise en service industrielle du parc et sa réception.

Dans le cadre du dépôt de la demande d'autorisation du projet des Terrages par la société Enertrag Poitou-Charentes IV une lettre d'intention a été émise par la société ENERTRAG AG en qualité d'associé qui s'y engage à fournir un soutien financier à sa filiale jusqu'à la date de mise en service du parc (Annexe 1). Cet engagement fait partie intégrante d'une procédure interne à ENERTRAG AG qui vise à garantir les capacités financières de chacune de ses filiales.

Concernant le défaut de maîtrise foncière énoncé par Monsieur Kawala, l'article L221-3 du Code de commerce (applicable aux Sociétés en commandite simple en vertu de l'article L222-2 du Code de commerce) offre la possibilité de désigner un gérant personne morale de société en commandite simple.

En l'espèce, la société ENERTRAG ENERGIE a été nommée gérant de la société ENERTRAG POITOU CHARENTES IV, comme en atteste le K BIS de la société.

L'attestation de maîtrise foncière a donc été établie au nom de la société ENERTRAG ENERGIE en tant que gérant personne morale et donc représentant légal de la société pétitionnaire.

Au terme de ce même article L221-3 du Code de commerce : « *Si une personne morale est gérante, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.* »

Ainsi donc, KAI SINNER et Vincent MASUREEL, respectivement Président et Directeur Général de la société ENERTRAG ENERGIE, encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient gérants en leur nom propre de la société ENERTRAG POITOU CHARENTES IV.

E. Critiques du dossier d'autorisation

Observations RD13, RD16, RD49, RD68, RD70, RD73

RD13 12/03/2019 13:24 AQVA creuse ANZEME 23000
L'association AQVA, Agir pour la Qualité de Vie à Anzême, dans la Creuse, proteste contre la présentation du business plan, car il n'est pas sur un modèle français. Il est donc difficile à comprendre. Le dossier est donc incomplet, ne comportant pas une présentation accessible du montage financier.

RD16 20/03/2019 19:30 Association selt Boisgrenier Liglet 86290
Le plan d'affaire est en langue étrangère, ce qui est prohibé, la langue officielle étant la langue française.

RD68 02/04/2019 18:42 association Brisevent 4, lieu dit Bachellerie 16420 Saulgond
Cette association est défavorable au projet.
Elle émet quelques critiques sur la qualité et l'exactitude du dossier et relève que le plan d'affaires est en anglais, ce qui n'est pas juridiquement régulier

Le tableau financier présenté représente un business plan classique. Il s'agit en l'espèce d'informations supplémentaires spontanément fournies par le pétitionnaire en toute transparence et en dehors de toute obligation légale puisque l'article L181-17 du Code de l'environnement impose en effet au pétitionnaire de procéder à une démonstration de ses capacités financières, et non à une démonstration de la rentabilité du projet.

RD73 03/04/2019 Lathus Vent Debout 4, Chez Tabuteau Lathus-Saint-Rémy 86390
Lathus Vent Debout estime que les études figurant au dossier font preuve de désinvolture et de parti-pris. Nulle part dans le résumé non technique n'est fournie une localisation claire et précise des éoliennes, une information aussi basique devrait être immédiatement accessible au public.

Différentes cartes du Résumé non technique reprennent l'implantation finale (page 39, 40, 41, 42).

RD73 03/04/2019 Lathus Vent Debout 4, Chez Tabuteau Lathus-Saint-Rémy 86390
Le comptage des grues cendrées indiqué dans l'étude d'impact est fortement contesté : on ne peut compter que 5 grues alors qu'il en passe des dizaines ou des centaines. Lathus Vent Debout fournit des photos de ces passages en février 2019

RD70 03/04/2019 Brugier Arnaud. 4 place de la mairie THIAT 87320
Titulaire d'un BTS gestion et protection de la nature et d'un master en aménagement rural, M. Brugier s'interroge, à la lecture de l'étude d'impact, sur la compétence de l'investisseur du projet et celle de ses prestataires. Il relève en effet des incohérences, des invraisemblances et des erreurs, ou des citations tronquées, qu'il détaille dans son courrier. Il souligne notamment le comptage de grues, qu'il qualifie d'impossible.
Pour M. Brugier, les multiples erreurs qui émaillent le document sont liées à un manque de rigueur scientifique manifeste.

Les bureaux d'études ayant travaillé sur le dossier des Terrages résultent d'un choix minutieux et réfléchi en raison de leur grande expérience sur ce type de dossier. Les références du

bureau d'études EXEN sont disponibles page 152 à 155 du Volet Avifaune et 139 à 143 du Volet Chiroptères.

Le porteur de projet est présenté dans le détail dans la Description de la demande, notamment ses capacités techniques.

Les éléments relevés et interprétés par Monsieur Brugier relèvent plus de la forme que du fond.

Concernant le comptage des Grues cendrées :

Pour rappel (Chapitre 2.8 de l'étude d'impact Limites méthodologiques et difficultés rencontrées page 58) « les prestations fournies ne prétendent pas permettre une vision exhaustive de l'état initial en termes de faune sauvage. Il s'agit d'être en mesure d'apprécier les modalités de fréquentation du site par les oiseaux, et de quantifier autant que possible un risque d'impact quand ce dernier est supposé. En ce qui concerne le suivi des migrations, notre prestation ne prend en compte que le suivi des migrateurs diurnes, sur la base d'un échantillon qui cherche à représenter la diversité des conditions climatiques locales. » Cependant, cela n'empêche pas de prendre en considération les espèces observées (se référer à la partie « Migration des grues cendrées » du mémoire).

F. Enquête publique

RD35 28/03/2019 10:32 Magne Georges

RD36 28/03/2019 10:41 Magne Georges L'Age Arnac la Poste 87160

Les deux observations enregistrées sur le registre dématérialisé constituent en fait une seule et même observation. M. Magne, dans un courrier de quatre pages, émet des doutes quant à la valeur de l'enquête publique et à la pertinence des avis des commissaires enquêteurs et au rôle des élus.

RM21 03/04/2019 Lhopitalier Jean-Yves 2, allée des charmilles
Abenoux 86390 Lathus-St Rémy

Il dénonce le mépris avec lequel sont traités les habitants des alentours de Plaisance, soulignant que de nombreux habitants sont découragés et ne s'expriment plus lors des enquêtes publiques.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, et de recueillir l'avis du public sur des aménagements, des ouvrages ou des travaux, qui, en raison de leur nature, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement. Les modalités de l'enquête publique sont règlementées (articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 du code de l'environnement).

Au terme de l'enquête publique, le commissaire enquêteur doit rendre un rapport et des conclusions motivées. Le rapport doit faire état des contre-propositions qui ont été faites au cours de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles apportées par le maître d'ouvrage. Les conclusions et le dossier sont enfin transmis à la préfecture. Une copie du rapport est communiquée aux communes sur le territoire desquelles s'est déroulée l'enquête.⁸

RD51 29/03/2019 18:47 BAILLARGEAT max La Gorce à Vallaud CHAILLAC 36310

M. Baillargeat affirme que les lobbies font pression sur le gouvernement et les députés et en donne pour illustration [...] et l'expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation sur internet, décisions prise au mépris des avis négatifs du public consulté.

L'Enquête publique du projet éolien des Terrages s'est déroulée du 4 mars au 3 avril 2019.

⁸ <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/enquetes-publiques>

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du projet éolien était consultable en Mairie de Plaisance, mais également sur le site internet de la Préfecture. De plus, un registre dématérialisé a été mis en place sur proposition de la Préfecture de la Vienne permettant d'accéder directement au dossier mais aussi de donner de déposer des observations directement sur le site ou par email, permettant ainsi aux personnes ne pouvant se déplacer en mairie de donner leur avis.

Cette information a été relayée à travers les affichages réglementaires en mairies, sur le terrain et dans les journaux et également par l'envoi de bulletin d'information chez les habitants de la commune de Plaisance.

Des permanences se sont également tenues en Mairie :

- lundi 4 mars 2019 de 9h à 12h
- mercredi 13 mars 2019 de 14h à 17h
- jeudi 21 mars 2019 de 9h à 12h
- mercredi 27 mars 2019 de 9h à 12h
- mercredi 3 avril 2019 de 14h30 à 17h30

Nous pouvons constater que le registre dématérialisé a permis à de nombreuses personnes de s'exprimer, notamment celles n'habitant pas à proximité de Plaisance. Ainsi 23 observations ont été formulées en Mairie, 80 sur le registre dématérialisé.

L'expérimentation dont Monsieur Baillargeat fait état a lieu en Bretagne et dans les Hauts de France et concerne pour 3 ans tous les projets soumis à la procédure de délivrance de l'autorisation environnementale qui ont été précédés "en amont" d'une concertation préalable avec un tiers garant en application des articles L.121-16 et L.121-16-1 du code de l'environnement.⁹

III. Eolien et milieux naturels

Observations RM04 RM05 RM09 RM15 RM20 RM22 RD20 RD22 RD23 RD24 RD26 RD28 RD34 RD49 RD52 RD55 RD57 RD60 RD61 RD63 RD64 RD66 RD67 RD68 RD71 RD73 RD74 RD76

RD23 26/03/2019 22:42 Association selt Boisgrenier Liglet 86290
Dans cette troisième contribution (après les RD10 et 16), l'association SELT dénonce, sur quatre sujets principalement, le caractère flou, imprécis et insuffisant de l'étude naturaliste (intitulée dans le dossier étude sur les milieux naturels). Le courrier de cette association détaille et argumente son point de vue de façon précise, il t a lieu de s'y reporter pour l'appréhender pleinement.
Site d'implantation inadapté au regard des enjeux avifaunistiques, ainsi que l'a signalé la LPO dans un courrier au cabinet d'expertise Exen.
Axe migratoire de la grue cendrée : SELT dénonce le manque de sérieux de l'étude et l'in vraisemblance des affirmations de l'étude ; l'insuffisance de celle-ci est criante, estime SELT, qui souligne qu'aucune mesure d'évitement, de compensation n'est proposée.
L'œdicnème criard, espèce en danger, comme d'autres espèces patrimoniales, est présent dans l'aire d'étude immédiate, notamment dans la ZPS bois de l'Hospice et étang de Beaufour ; la patrimonialité et la rareté de l'œdicnème criard, sa conservation très défavorable, sa grande sensibilité à l'éolien, aurait dû faire l'objet d'une demande de dérogation au titre de l'article 411-2

⁹ <https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/remplacement-enquetes-publiques-participation-numerique-experimentation-deux-regions.html>

du code de l'environnement portant sur le dérangement d'une espèce protégée.
 Aucune mesure de protection ou d'évitement n'est proposée.
 Les rapaces : plusieurs espèces patrimoniales sont présentes sur le site de Plaisance. La caractérisation comme faible des incidences du projet est irrecevable.
 La biodiversité doit être protégée, or le site des Terrages est extrêmement contraint, ainsi que l'a indiqué la LPO, el projet doit donc être abandonné.

RD6402/04/2019 15:25 LPO Poitou-Charentes 25 rue Victor Grignard
 Poitiers 86000

La LPO estime que le projet ne peut obtenir un avis favorable. Après avoir présenté le contexte général du développement durable et de la préservation de la diversité, la LPO décrit le contexte local caractérisé par la migration des grues. La LPO souligne que « les 4 machines prévues pour ce projet ne sont pas regroupées sur une zone restreinte mais sont placées perpendiculairement à l'axe de migration. » cite le SRE Poitou-Charentes et indique que ses préconisations ne sont pas prises en compte par le projet.

« Il y a au moins 29 éoliennes fonctionnelles ou en projet dans un rayon de 10 kilomètres autour de ce parc » écrit la LPO, « il est donc nécessaire de prendre en compte cette situation afin d'éviter tout effet cumulé pouvant influencer la trajectoire des oiseaux. »

La LPO estime que « La construction d'un parc éolien dans ce secteur engendrera donc des conséquences négatives directes et indirectes sur ces espèces, par effarouchement, collision ou destruction/modification d'habitats. »

Elle analyse l'étude d'impact et souligne que « les mesures d'évitement ou de réduction des impacts proposées en amont des mesures de compensation restent peu développées et minimisent les réels enjeux de la construction d'un parc éolien dans ce secteur. ». En deux pages très denses, elle liste les insuffisances de l'étude d'impact et détaille les espèces peu ou mal prises en compte.

En conclusion, la LPO résume ses observations de la manière suivante :

« Cette étude d'impact :

- Fait apparaître un projet où les réalités du terrain en matière de biodiversité sont mal exploitées ou sous-estimées ;
- Que les mesures d'évitement ou de réduction sont insatisfaisantes, notamment durant la phase d'exploitation (bridage si mauvaises conditions météo etc.) ;
- Ne prend pas ou peu en compte certaines espèces à haute valeur patrimoniale dans le département (comme la Pie-grièche écorcheur, le Vanneau huppé, l'Œdicnème criard, le Busard Saint-Martin, le Milan noir...) dans l'évaluation de l'impact ;
- Indique peu les conséquences possibles de l'effet barrière, de l'effet cumulé avec les autres éoliennes et de la destruction/dégradation d'habitats.

Comme le rappelle l'étude d'impact sur l'environnement dans le chapitre 1.4.2 « Contexte réglementaire » (pages 15 à 19), les projets éoliens soumis à une évaluation environnementale (articles L.122-1 et suivants et articles R.122-1 et suivants)

Pour le projet des Terrages, l'étude écologique préalable à l'implantation d'un parc éolien a porté, d'une part, sur les populations d'espèces d'oiseaux et de chauve-souris présentes ou utilisant le site, et d'autre part, sur le comportement de ces animaux et en particulier leurs voies de déplacement et leurs hauteurs de vol.

Les études se sont également appuyées sur les suivis réalisés sur les parcs éoliens les plus proches (Adriers et les Terres froides) page 326 de l'étude d'impact

A. Faune et Flore

1. Zones naturels protégées et d'inventaires

L'inventaire des espaces naturels protégés et d'inventaires est présenté dans le chapitre 3.5.1 de l'étude d'impact (page 143) et 2.2 de l'étude avifaune (page 14). La zone de protection spéciale (Directive Oiseaux) la plus proche, « Bois de l'hospice, étang de Beaufour et environs » est située à 3.7 km au nord-ouest du site.

Une évaluation d'incidences au titre de Natura 2000 a été réalisée par le bureau d'études EXEN (obligation réglementaire) page 128 du Volet Avifaune et qui conclue à l'absence d'incidences significatives sur enjeux de conservation des zones Natura 2000 notamment au vu de l'éloignement de celles-ci.

La Vallée de la Gartempe située à 1,4km de la zone d'étude (et 2.5km de l'éolienne la plus proche) est quant à elle protégée au titre de Natura 2000 en tant que zone spéciale de conservation qui vise à assurer la conservation des habitats (Directive Habitats), Chapitre 2.2 du volet Chiroptères. L'évaluation au titre de Natura 2000 est présentée page 136 du volet Chiroptères. Les enjeux de protection du site sont axés sur la préservation des habitats qui sont en bon état de conservation ainsi que sur la réintroduction du Saumon Atlantique (page 139). L'étude conclue à une absence d'incidence significative du projet sur les objectifs de conservation du réseau Natura 2000 de la directive Habitat environnant. Le parc éolien ne présentera que peu de risque de mortalité pour les espèces de chiroptères concernées et la perspective de perte d'habitat ou de destruction directe de gîtes sera nulle à négligeable.

Les conclusions sont reprises page 291 de l'étude d'impact.

2. Zones humides

Un étang et une mare ont été identifiées au sein de la l'aire d'étude immédiate. Ainsi deux zones tampons ont été définies respectivement de 300 mètres et 200 mètres le risque de perte d'habitat étant jugé fort dans ces périmètres (mesure d'évitement n°9 page 348 de l'étude d'impact). Les préconisations d'implantation des éoliennes sont résumées page 97 du volet Avifaune.

Le tableau suivant permet de récapituler l'ensemble des distances entre les éoliennes de l'implantation finale et les plans d'eau (étang principal et mare au nord-est).

Tableau des distances entre les éoliennes et les plans d'eau

Distance (m)	Etang principal	Mare au nord-est
Zone tampon	300	200
PS1	1520	1505
PS2	1170	1225
PS3	874	1055
PS4	565	894

3. Faune terrestre

Les insectes ont également fait l'objet d'un suivi par le bureau d'études SYMBIOSE. Deux sorties ont été réalisées les 18 mai et 7 juillet 2015 (page 2 du Volet Faune-Flore). Parmi les lépidoptères aucune espèce patrimoniale n'a été recensée (page 29). Les quelques haies et boisements abritant le Lucane cerf-volant (espèce de l'Annexe 2 de la Directive habitats) ne

seront pas impactées par le projet. Par principe de précaution les branches coupées seront stockées sur place pour favoriser le développement des insectes saproxyliques (Mesure de réduction C17 page 354 de l'étude d'impact).

B. Avifaune

L'analyse des impacts de l'exploitation du projet sur l'avifaune est présentée Chapitre 6.3.6 de l'étude d'impact (page 291).

Extrait de l'étude d'impact page 295 :

« Il est important de rappeler qu'à l'exception des parcs éoliens denses et situés dans des zones particulièrement riches en oiseaux, la mortalité par collision est généralement faible par rapport aux autres activités humaines. Le taux de mortalité varie selon les parcs de 0 à 60 oiseaux par éolienne et par an (programme « éolien biodiversité » - parcs européens). Ces chiffres dépendent de la configuration du parc éolien, du relief, de la densité des oiseaux qui fréquentent le site, des caractéristiques topographiques et paysagères (présence de voies de passage, de haies, de zones d'ascendance thermique) et des caractéristiques des oiseaux. A titre de comparaison, le réseau routier serait responsable de la mort de 30 à 100 oiseaux par km, le réseau électrique de 40 à 120 oiseaux par km... »

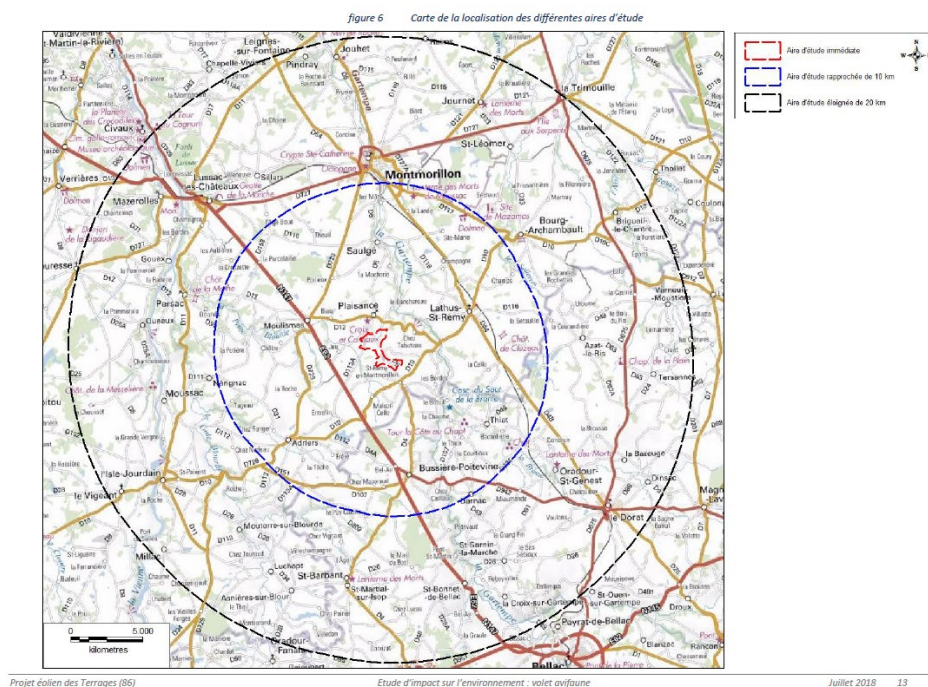
Cause de mortalité des oiseaux (source : Guide de l'étude d'impact des parcs éoliens 2010, d'après à partir de données LPO, AMBE)

Cause de mortalité	Commentaires
Ligne électrique haute tension (> 63 kV)	80 à 120 oiseaux/km/an (en zone sensible) ; réseau aérien de 100 000 km
Ligne moyenne tension (20 à 63 kV)	40 à 100 oiseaux/km/an (en zone sensible) ; réseau aérien de 460 000 km
Autoroute, route	Autoroute : 30 à 100 oiseaux/km/an ; réseau terrestre de 10 000 km
Chasse (et braconnage)	Plusieurs millions d'oiseaux chaque année
Agriculture	Evolution des pratiques agricoles, pesticides, drainage des zones humides.
Urbanisation	Collision avec les bâtiments (baies vitrées), les tours et les émetteurs.
Eoliennes	0 à 10 oiseaux / éolienne / an ; 2456 éoliennes en 2008, environ 10000 en 2020

1. Aires d'études

La localisation des différentes aires d'étude est présentée page 12 du Volet Avifaune :

- L'aire d'étude immédiate de 273 hectares dans laquelle l'essentiel des investigations de terrain a été effectué
- L'aire d'étude rapprochée de 10km autour de l'aire d'étude immédiate pour suivre notamment les espèces à grand domaine vital et prendre en compte les zonages de protection
- L'aire d'étude éloignée de 20km autour de l'aire d'étude immédiate pour les espèces les plus mobiles.

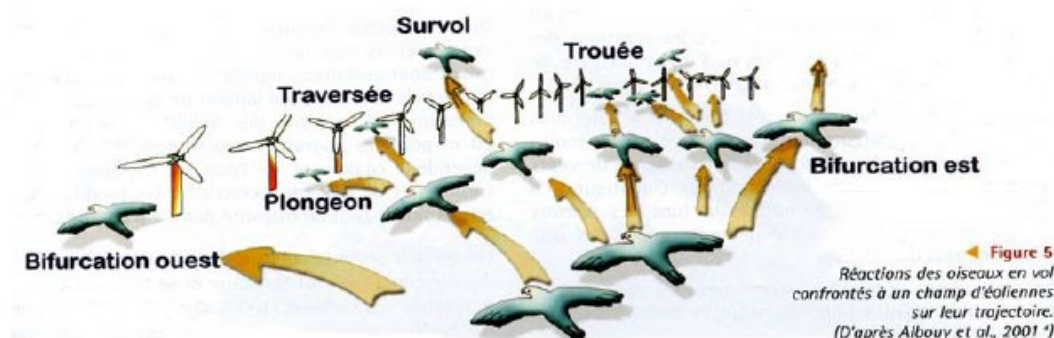


2. Effet barrière

Extrait de l'étude d'impact page 293 :

« L'effet barrière correspond à des réactions de contournement des éoliennes lors des vols des oiseaux. Les parcs éoliens peuvent représenter une barrière aussi bien pour les oiseaux en migration active que pour les oiseaux en transits quotidiens entre les zones de repos et les zones de gagnage. L'effet barrière dépend de la sensibilité des espèces, de la configuration du parc éolien, de celle du site, et des conditions climatiques.

La réaction d'évitement a l'avantage de réduire les risques de collisions pour les espèces sensibles lorsque les conditions de visibilité sont favorables. La littérature suggère que les parcs éoliens auraient peu d'impacts sur les voies migratoires. En revanche, elle peut générer une dépense énergétique supplémentaire notable pour les migrateurs lorsque le contournement prend des proportions importantes (effet cumulatif de plusieurs obstacles successifs) ou quand, pour diverses raisons (mauvaises conditions météorologiques, masques topographiques, etc.), la réaction est tardive à l'approche des éoliennes (mouvements de panique, demi-tours, éclatement des groupes, etc.). »



Dans la partie impact, le risque de collision en période de migration active est qualifié de faible (espèces concernées farouches) page 295. Le risque d'effet barrière est qualifié de faible à modéré : la ligne d'éolienne est orientée perpendiculairement à l'axe migratoire,

néanmoins l'effet à relativiser au vu du faible nombre d'éoliennes et donc de la facilité de passage.

3. Migration des grues cendrées

Concernant la migration de la Grue cendrée, la zone d'étude est localisée en limite de la voie principale de migration (données LPO Champagne-Ardenne pages 22-23 du Volet Avifaune). Aucun site d'hivernage n'est recensé à ce jour dans le département de la Vienne.

Cette espèce a bien été observée par le bureau d'études EXEN en périodes migratoires au printemps et à l'automne (11 sorties réalisées en période de migration page 51 de l'étude d'impact)

	oct-14	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	
Thèmes d'étude oiseaux	Période post-nuptiale			Période hivernale			Période pré-nuptiale			Période nuptiale			Période post-nuptiale	
Suivi des migrations pré-nuptiales														
Suivi de la fréquentation des rapaces nicheurs diurnes (busards, faucons, buses, milans, ...)														
Recherches des nids de rapaces arboricoles sur les aires d'études immédiates, et suivis														
Suivi des chanteurs nocturnes (rapaces nocturnes en fin d'hiver, puis oedichrèmes, caille en fin de printemps...)														
Suivi des autres nicheurs par méthode IPA / EPS														
Suivi des migrations post-nuptiales														
Suivi des hivernants (dortoirs de rapaces, transits d'oiseaux d'eau...)														

Tableau 6 : Calendrier de synthèse des investigations de terrain et confrontation avec les principales phases du cycle biologique des oiseaux (Source : EXEN)

La sensibilité et le niveau de risque d'impact de cette espèce sont traités spécifiquement page 86 du Volet Avifaune. Une analyse plus précise du projet éolien des Terrages est faite page 107. Cette espèce étant farouche, elle contournera probablement la ligne d'éoliennes du projet des Terrages (risque d'effet barrière faible à modéré avec seulement 4 éoliennes à contourner). Concernant le risque de collision, 23 cas ont été recensés en Europe depuis 1999 par T. Dürr (bilan août 2017), mais aucun ne concerne la France. Ce risque est donc faible dans des conditions météorologiques classiques au vu de leur caractère farouche. De plus, les flux observés sur le site ne sont pas marqués comme au niveau des principales voies de passages migratoires où des milliers d'individus peuvent être observés en rush.

Pour rappel des grues cendrées ont été observées par le bureau d'études EXEN (liste des observations Annexe 2 du Volet Avifaune) :

- Le 29 octobre 2014 en post-nuptial (effectif de 19) hauteur H2 (page 104)
- Le 29 octobre 2014 en post-nuptial (effectif de 20) hauteur H2 (page 104)
- Le 1^{er} avril 2015 en pré-nuptial (effectif de 5) hauteur H2 (figure 35 page 50)

4. Rapaces

La méthodologie de suivi des rapaces est explicitée pages 33-34 du Volet Avifaune. Le Busard St Martin a été constaté sur le site en début et fin de période de reproduction bien que ne semblant pas se reproduire sur le site (page 63). Le Busard cendré n'a pas été contacté par EXEN au niveau de l'aire d'étude immédiate. Néanmoins, la sensibilité de ces deux espèces est mentionnée page 89 de l'état initial. Des études constatent que ces espèces peuvent utiliser le site éolien comme zone de chasse ou de reproduction, plusieurs cas d'installation de nids sont observés à proximité d'éoliennes ainsi qu'un phénomène d'accoutumance progressive. Ainsi le risque de perte d'habitat et de collision est jugé faible avec une activité peu marquée au sein de l'aire d'étude immédiate.

Dans le cas du Milan noir aucune voie de transit n'a été localisé sur le site, le risque barrière est donc faible, de même que le risque de collision avec une activité occasionnelle au niveau de l'aire d'étude immédiate (page 89).

Le Faucon hobereau a été observé en halte au niveau de l'étang soit à plus de 50 de la première éolienne (page 54 du Volet Avifaune).

Le Milan royal a une activité ponctuelle et n'est présent qu'en période hivernale sur le site (pages 73 et 109).

5. *Oedicnème criard et Vanneau huppé*

L'Oedicnème criard est présent dans les milieux ouverts de l'aire d'étude immédiate. Les effets du projet ne peuvent être perçus comme notables (page 92 du Volet Avifaune). En effet, les zones de reproduction évoluent d'une année à l'autre ce qui exclut toute perception de risque d'abandon d'un habitat localisé dans le temps. Sans compter que la disponibilité en habitats potentiels sur l'aire d'étude et ses alentours (zones ouvertes de cultures et prairies) est importante pour permettre des éloignements des zones de reproduction sans pour autant représenter un réel abandon d'un secteur de reproduction. Le risque d'impact (perte d'habitat) apparaît donc faible à modéré pour l'Oedicnème.

Concernant le Vanneau huppé, cette espèce se reproduit dans les milieux ouverts. Les zones de nidification ont été localisées à proximité de l'étang. Par conséquent, le projet éolien est suffisamment éloigné (plus de 550 m) pour limiter le risque de perte d'habitat de reproduction à un niveau faible (page 109 du Volet Avifaune).

6. *Pie-grièche et Alouette lulu*

Vis-à-vis des passereaux nicheurs patrimoniaux (dont fait partie la Pie-grièche écorcheur), l'expérience montre que les sensibilités sont généralement faibles aussi bien en termes de risques de perte d'habitat que de risques de collision (page 92 du Volet Avifaune). Dans notre cas précis, les risques seront surtout ciblés sur les possibilités de destruction d'habitats ou de nichées que la phase de travaux c'est pourquoi les travaux de construction devront se dérouler sous contrôle d'un écologue pendant la période de nidification (mi-mars à fin juillet) (Mesure de réduction C16 page 354 de l'étude d'impact).

L'Alouette des champs et l'Alouette lulu sont considérées comme sensibles à l'éolien, mais plutôt au risque de collision, notamment au printemps, lors de vols de parades chantés. Ces espèces sont plutôt communes et contactées sur l'ensemble des milieux ouverts du site (pages 64 et 92 du Volet Avifaune).

7. *Prise en compte de l'avis de la LPO*

Lors de la phase de recherche de bibliographie, une demande a été faite auprès de la LPO Vienne en septembre 2015 afin d'obtenir des données avifaunistiques sur la zone d'étude. La LPO a répondu à ce courrier le 31 mars 2016, qu'elle ne souhaitait pas s'engager dans la réalisation d'un pré-diagnostic (page 21 du Volet Avifaune). Ce courrier a néanmoins permis de mettre en avant la présence de certains enjeux dont la présence d'espèces patrimoniales qui ont pu être pris en compte lors de l'étude du projet. Ce document fait référence aux enjeux forts du secteur. L'état initial prend en compte cette notion d'enjeux en la couplant avec la sensibilité de l'avifaune par rapport à l'éolien, ce qui permet de donner un niveau de risque d'impact pour les différentes d'espèces. C'est notamment sur ce niveau de risque d'impact qu'il est important de baser l'analyse du projet éolien. Même si les enjeux sont forts à large échelle en prenant en compte les ZPS des alentours, l'analyse doit s'effectuer à une échelle locale au niveau de l'aire d'étude immédiate du projet éolien des Terrages.

8. Effets cumulés

Deux parcs éoliens en exploitation sont présents à moins de 20 km du projet éolien des Terrages. Le parc éolien le plus proche du projet éolien des Terrages est localisé à 10,3 km au sud-ouest (Les Terres froides). Cette distance est suffisante pour éviter risques d'effets cumulatifs.

Treize projets de parcs éoliens autorisés, en instruction ou en recours sont présents à moins de 20 km du projet éolien des Terrages.

figure 85 Tableau des projets éoliens présents à moins de 20 km du projet éolien des Terrages

Etat d'avancement	Parc éolien	Nombre d'éoliennes	Distance par rapport au projet éolien des Terrages
En recours	Plaisance	5	1,2 km au sud-ouest
En instruction	Gassouillis	7	4 km au sud-est
En instruction	Tageau	10	7,9 km au sud-ouest
En instruction	Saint-Barbant	4	10,6 km au sud
Autorisé	Rivaille	5	13,6 km à l'est
Autorisé	Champs du Bos	6	14 km au sud-est
En instruction	Crois de Merotte	4	15,6 km au sud-ouest
Autorisé	Landes	6	15,9 km au sud
Autorisé	Champs Trouves	3	16 km à l'est
Autorisé	Thouiller	6	16,3 km à l'est
En instruction	Croix de Chalais	4	17,7 km au sud-ouest
Autorisé	Bel Air	1	18,8 km à l'est
En instruction	Le Vigeant	5	19,8 km au sud-ouest

Les effets cumulés sur l'avifaune sont analysés Chapitre 6.4 du Volet Avifaune (page 11) et résumés Chapitre 7.8.2 de l'étude d'impact (page 326).

« Concernant le risque d'effets barrière des espèces aquatiques en périodes de reproduction ou hivernale, les risques d'effets cumulés sont faibles, avec des phases de transit qui seront maintenu au niveau de la vallée entre le projet éolien de Plaisance et celui des Terrages. »

« Concernant les migrations, les risques d'effets cumulatifs liés à l'effet barrière pour les espèces farouches sont faibles à l'automne, étant donné que le contournement du projet éolien des Terrages prendra déjà en compte le projet éolien de Plaisance. En revanche, au printemps, le projet éolien de Plaisance n'engendre que peu de contournement vu que les lignes d'éoliennes sont orientées dans l'axe des migrations. Par conséquent, un double contournement est possible pour les espèces farouches à la rencontre des 2 parcs éoliens. Au printemps, les risques d'effets cumulés liés à l'effet barrière sont faibles à modérés.

Le risque de collision est faible pour les migrateurs au niveau du projet éolien des Terrages (faible à modéré pour la Mouette rieuse). Les risques d'effets cumulés restent donc limités et faibles avec la présence du projet éolien de Plaisance. »

C. Chiroptères

L'étude chiroptérologique repose principalement sur l'utilisation de détecteurs à ultrasons ainsi que sur la recherche de gîtes favorables aux chauves-souris (méthodologie page 52 à 57 de l'étude d'impact). Un enregistreur en continu a été installé en canopée du 27 mars au

27 octobre 2015. L'ensemble du site a été quadrillé, ce qui a permis d'échantillonner différents milieux, et donc de recenser différents cortèges d'espèces.

1. Bridage

Des mesures de régulation de l'activité des éoliennes ont bien été prises sur le projet des Terrages afin de réduire les risques de mortalité (mesure de réduction E12 page 362 de l'étude d'impact) la première année d'exploitation. Le pattern de régulation sera mis à jour la deuxième année en fonction des retours du suivi réalisé en nacelle après la mise en service du parc (mesure E11 page 362).

2. Préconisations Eurobats

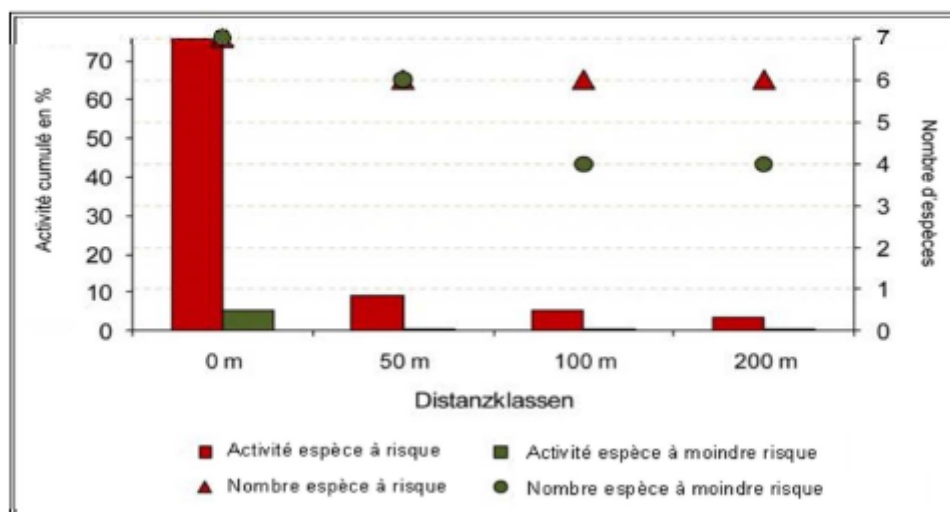
(Extrait de la réponse donnée à l'avis de la MRAe)

« En 2008, le groupe EUROBATS a publié ses travaux donnant les lignes directrices d'une meilleure en compte des chauves-souris dans les projets éoliens. L'une d'elles préconise une distance tampon de 200m entre les linéaires de haies d'intérêt et les éoliennes (page 298 de l'étude d'impact).

L'étude Chiroptères reprend les enjeux liés à la proximité aux haies de l'implantation choisie page 112 : le risque de mortalité dépend des espèces étudiées, de la taille des arbres, de celle des éoliennes ainsi que de la distance pale/lisière. L'expérience du bureau d'études Exen ainsi que des études plus récentes montrent que l'activité diminue progressivement en fonction de l'éloignement de la canopée. Les pipistrelles, qui représentent ici les espèces les plus sensibles, présentent une activité qui diminue très fortement à plus de 50m horizontalement (Barataud 2015).

Ce phénomène est également illustré via le graphique ci-dessous (V.Kelm 2013). La distance entre le bas du rotor et la lisière la plus proche, pour notre projet, est supérieure à 60 m.

Figure 61 : Histogramme de l'activité et du nombre d'espèce à risque ou non en fonction de la distance au sol à la lisière la plus proche (V. Kelm 2013, sur la base d'une analyse comparative de 5 types de lisières en Allemagne)



Le risque de mortalité pour les espèces de lisière reste donc peu marqué. Néanmoins les mesures de régulation de l'activité du parc prises permettront de limiter au maximum ce risque. L'efficacité de ce pattern de bridage sera par la suite vérifiée par la mise en place d'un suivi de la mortalité ainsi qu'un suivi d'activité en nacelle sur PS1 et PS4 (pages 130 à 133 Volet Chiroptères). Il est à rappeler que le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé par décision de la DGPR en date du 5 avril 2018 préconise un point d'écoute au minimum pour 8 éoliennes ».

D. Suivi exploitation

Des suivis d'évaluation de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris au pied des éoliennes sont prévus en mesure d'accompagnement (mesure E10 page 360 de l'étude d'impact). Les modalités de ces suivis sont encadrées par différents guides (guides relatifs à l'élaboration des études d'impact des projets éoliens).

Une comparaison des pressions d'inventaires demandées par ces différents guides et celle qui sera effectuée pour le parc des Terrages est présentée ci-dessous :

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Nombre de visites																																							
Suivi préconisé par le guide relatif à l'EEl de 2015 (4 passages espacés de 3rs)						2	0	2					4																																							
Suivi préconisé par le guide relatif à l'EEl de 2018 (minimum de 20 prospections, réparties entre les semaines 20 et 43, soit de mi-mai à octobre)					1	0	1	0	1	0	1	0	20																																							
Suivi de la mortalité sous les éoliennes ciblé sur les chauves-souris				1	0	1	0	1	0	1	0	1	46																																							
Suivi de la mortalité sous les éoliennes ciblé sur les oiseaux			1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	46																																							
Mutualisation des 2 suivis de la mortalité			1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	53																																							
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52

Tableau 86 : Suivi de la mortalité sous les éoliennes des oiseaux et des chauves-souris. (Source : EXEM)

Ce suivi est basé sur un protocole renforcé par rapport à ce qui a été validé par la Direction Général de la Prévention des Risques (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestre, 2015). Les deux suivis mutualiseront au total 53 visites entre mi-mars (semaine 11) et début novembre (semaine 45).

Un suivi en nacelle est également prévu la première année afin de suivre l'activité des chauves-souris à hauteur des éoliennes. Ce suivi sera effectué sur 2 éoliennes accompagné d'un suivi au sol de 9 visites.

E. Mesures ERC

Les mesures environnementales appelées aussi Eviter-Réduire-Compenser (ERC) sont mises en place dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale. Si l'impact ne peut être évité, il devra être réduit. Si des impacts résiduels persistent ils devront être compensés par d'autres moyens.

L'ensemble des mesures pour l'avifaune sont énumérées au Chapitre 7 du Volet Avifaune dans l'ordre de la doctrine. Idem pour le Volet Chiroptères Chapitre 7 page 122 (tableau récapitulatif ci-dessous).

Tableau 26 : Synthèse générale des enjeux chiroptérologiques, sensibilités à l'éolien, risques liés au projet et mesures retenues

Thème d'étude		Sensibilité théorique vis-à-vis de l'éolien	Niveau d'enjeu au niveau de l'aire d'étude rapprochée	Niveau de risque d'impact vis-à-vis du projet éolien retenu	E / Mesures d'Évitement d'Impacts	R / Mesures Réductions d'Impacts	Effet résiduel	C / Suivi de mesures
Especies migratrices ou à grands déplacements journaliers	Noctules (Noctule de Leisler, Noctule commune...)	Fort : risque de mortalité important pour des comportements de chasse, de transit ou de migration en hauteur, notamment en fonction de la localisation des éoliennes (cols, combes, le long des crêtes ou des cours d'eau...)	Activité : très faible à faible au niveau du site pour la N. de Leisler, modéré pour la N. commune Gîte : modéré à forte sur les boisements de feuillus concernant la potentialité de gîte arboricoles (N. commune) ; très faible pour la N. de Leisler	Mortalité : modéré en période de transit pour la N. de Leisler, modéré à fort pour la N. commune. Perte d'habitat : faible Destruction de gîte : forte	Implantation des éoliennes à l'écart des zones de plus forte activité des chiroptères (zones humides...) dans la majorité des cas Implantation des éoliennes en dehors des secteurs à potentialité de gîte pour les chiroptères (en dehors des boisements de feuillus et des arbres gîtes) Suivi au niveau des haies à défricher (présence d'arbres isolés pouvant constituer des arbres-gîtes)	Eviter l'éclairage au sein du parc éolien (hors ballage et éclairage manuel de sécurité), pour ne pas attirer des insectes et donc des nouvelles zones de chasse Éoliennes de taille importante (61,5 m minimum de distance entre le sol et le bout de pale) Limiter la formation de fonctionnalités chiroptérologiques des aménagements (revêtements neutres non favorables aux insectes, limiter l'attractivité des bâtiments) Régulation préventive par convention : - vent inférieur à 5 m/s - température supérieure à 10°C - du 25 mars au 14 mai et du 1 juillet au 14 août, - de 1h après coucher à 1h avant lever du soleil - toutes les éoliennes - uniquement sans précipitation notable ET - vent inférieur à 6 m/s - température supérieure à 10°C - du 15 mai au 30 juin et du 15 août au 30 septembre - de 1h après coucher à 1h avant lever du soleil - toutes les éoliennes - uniquement sans précipitation notable	Non significatif à partir de la 2ème année	Suivi de la mortalité au sol au cours de la première année d'exploitation. Suivi de l'activité des chiroptères au niveau de 2 nacelles (P51 et P54) en parallèle du suivi de la mortalité (en 1ère année d'exploitation). Réimplantation des haies défrichées.
	Pipistrelle de Nathusius	Fort : risque de mortalité important pour des comportements de transit ou de migration en hauteur, notamment en fonction de la localisation des éoliennes (cols, combes, le long des crêtes ou des cours d'eau...)	Activité : modéré en période de transit, faible en dehors Gîte : faible à modéré au niveau des boisements de feuillus	Mortalité : modéré à fort en période de transit, modéré en dehors Perte d'habitat : modéré Destruction de gîte : forte				
Especies résidentes	Especies de milieux ouverts à vols hauts (noctules...)	Fort selon l'esèce. Risque fort pour les noctules résidentes (miles) ou en colonies de mise bas, risque fort en migration pour la P. de Nathusius	Activité : faible à modéré selon les especies Gîte : variable selon les especies	Mortalité : modéré à modéré à fort (au maximum) Perte d'habitat : variable Destruction de gîte : forte	Suivi au niveau des haies à défricher (présence d'arbres isolés pouvant constituer des arbres-gîtes)	Régulation préventive par convention : - vent inférieur à 5 m/s - température supérieure à 10°C - du 25 mars au 14 mai et du 1 juillet au 14 août, - de 1h après coucher à 1h avant lever du soleil - toutes les éoliennes - uniquement sans précipitation notable ET - vent inférieur à 6 m/s - température supérieure à 10°C - du 15 mai au 30 juin et du 15 août au 30 septembre - de 1h après coucher à 1h avant lever du soleil - toutes les éoliennes - uniquement sans précipitation notable	Non significatif à partir de la 2ème année	Suivi de l'activité des chiroptères au niveau de 2 nacelles (P51 et P54) en parallèle du suivi de la mortalité (en 1ère année d'exploitation). Réimplantation des haies défrichées.
	Especies de lisières (pipistrelles, sérotines, ...)	Modéré à fort selon la configuration du parc éolien par rapport aux corridors de lisières mais aussi en fonction d'autres facteurs ponctuels (essaimages d'insectes, conditions climatiques...). Risque de destruction de gîte de repos très faible car especies principalement anthropophiles, ou cavernicoles	Activité : faible à modéré/modéré selon les especies, mais ponctuellement modéré/modéré à fort, largement dominée par le groupe des pipistrelles avec des pics d'activité au niveau des lisières Gîte : Faible. Species principalement anthropophiles	Mortalité : modéré voire modéré à fort pour les especies de lisières (sauf Sérotine commune), fort ponctuellement (pics d'activité) Perte d'habitat : très variable selon les especies Destruction de gîte : Faible				
	Especies glaneuses à vols bas (petits myotis, barbastelle, rhinolophes...)	Faible à modéré : petites especies de milieux encombrés, souvent très patrimoniales, très faiblement exposées au risque de mortalité. Mais risque de destruction de gîtes arboricoles, d'habitat de chasse, ou dérangement	Activité : faible pour la majorité, modéré pour le Petit myotis et pour la Barbastelle d'Europe (ponctuellement) Gîte : variable selon les especies. Faible pour les especies anthropophiles/cavernicoles, modéré pour les especies arboricoles	Mortalité : Faible, especies à vol généralement bas, faible à modéré pour la Barbastelle d'Europe Perte d'habitat : Variable selon les especies Destruction de gîte : Faible pour les especies anthropophiles, modéré pour les especies arboricoles				
Approche des continuités écologiques	Corridors écologiques représentés par des milieux humides et des haies	Faible à modéré pour la trame verte (lié aux haies) et pour la trame bleue (lié aux zones humides)	Faible limité au minimum nécessaire pour le défrichement					
Approche des effets cumulatifs	2 parcs éoliens en exploitation à moins de 20 km			Faible : lié aux risques de mortalité avec les éoliennes environnant le projet (risque pour les especies à grand rayon d'action)				
Approche des effets cumulés	11 projets éoliens à moins de 20 km			Faible : lié aux risques de mortalité avec les éoliennes environnant le projet (risque pour les especies à rayon d'action modéré) Faible à modéré : pour les especies à grand rayon d'action				

IV. Eolien et agriculture

RD35 28/03/2019 10:32 Magne Georges

RD36 28/03/2019 10:41 Magne Georges

L'Age Arnac la Poste 87160

souhaite que ne soit pas donné un avis favorable à « ce projet qui constitue [...] une destruction des terres agricoles et des paysages. »

Il est aisé d'observer que l'implantation des éoliennes du projet des Terrages a pris soin de minimiser la surface agricole nécessaire pour le projet. Les éoliennes sont placées au plus proche de la voirie existante. Lors de l'exploitation du parc la surface occupée représentera 1,2 ha m² (0.05 de la Surface Agricole Utile de la commune) qui seront remis en état à l'arrêt de l'exploitation (page 262 de l'étude d'impact).

V. Eolien, patrimoine et paysage

Observations RM01 RM03 RM10 RM14 RM22 RM23 RD17 RD18 RD19 RD22 RD26 RD28 RD31 RD34 RD50 RD51 RD55 RD58 RD60 RD61 RD62 RD67 RD63 RD67 RD68 RD69 RD76 RD80

RD26 27/03/2019 14:14 Genet Paul ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA Gartempe
16, route d'Haims Montmorillon 86500

Il souligne l'indispensable protection de l'identité de ce pays de bocage, dans ses dimensions paysagères et patrimoniale, en en livrant une longue description et en fournissant une liste des édifices protégés de plus d'une cinquantaine de sites. Il affirme qu'aucun montage photographique n'a permis de vérifier l'impact visuel sur ces sites.

Paysages :

À la suite d'une démonstration de dix pages, M. Genet conclut que le projet « porterait grandement atteinte à la qualité paysagère des lieux ». Il estime également que « le pétitionnaire n'a pas vraiment étudié les impacts cumulés de tous les différents projets de construction d'éoliennes », et aussi que « L'étude d'impact ne fournit aucune étude des effets directs et indirects de ce projet sur le tourisme. »

RD55 31/03/2019 19:54 SARRAZIN Guy & Aline 3 bis rue de la Closerie BUXEROLLES 86180

M. et Mme Sarrazin dénoncent l'atteinte à l'environnement local, au bocage, à la biodiversité, au Montmorillonnais Pays d'art et d'histoire, que va constituer la densité de parcs éoliens, et le fort impact sur le site classé de la Haute-Vallée de la Gartempe (situé seulement à 2,5 km).

RD69 03/04/2019 Mendez-Becker Claudia 1, Bercezioux, 86500 Jouhet

Le potentiel de développement de la commune de Plaisance et du montmorillonnais est très axé sur le tourisme, sur les activités sportives et culturelles (Lathus) en lien avec le paysage ; un paysage hérissé d'éoliennes ne présente aucun attrait et fermerait résolument cette voie.

Dans le cadre du dossier d'étude d'impact environnemental, une étude paysagère est réalisée associée à un carnet de photomontages (52 au total). Cette étude est menée systématiquement et soigneusement dans le cadre de la réalisation de l'étude d'impact. Pour sa réalisation, ENERTRAG s'est associé au un bureau d'étude paysagère ENCIS Environnement.

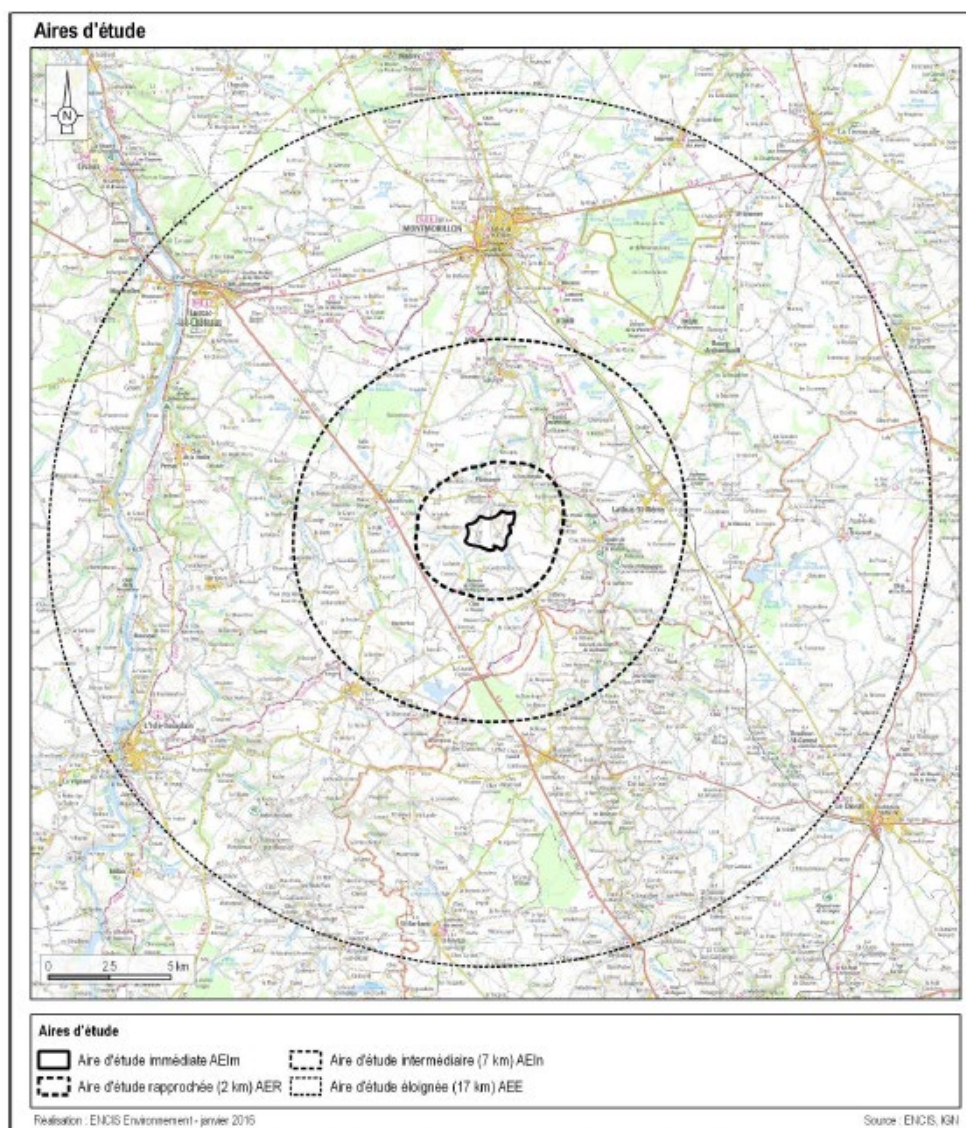
A. Méthodologie de l'étude paysagère

Celle-ci est énoncée page 42 de l'étude d'impact.

1. Aires d'étude

Le choix des aires d'étude pour l'étude paysagère est rappelé page 41 de l'étude d'impact et explicité page 17 du Volet Paysage.

« Comme cela est présenté au chapitre 5.1.1.6, la visibilité des éoliennes diminue selon une asymptote en fonction de la distance, si bien qu'au-delà de 25-30 km elles ne sont plus visibles et qu'au-delà de 15-20 km elles sont très peu perceptibles dans le paysage, n'occupant qu'une très faible part du champ de vision. La distance de visibilité est bien sûr variable selon les conditions météorologiques. »



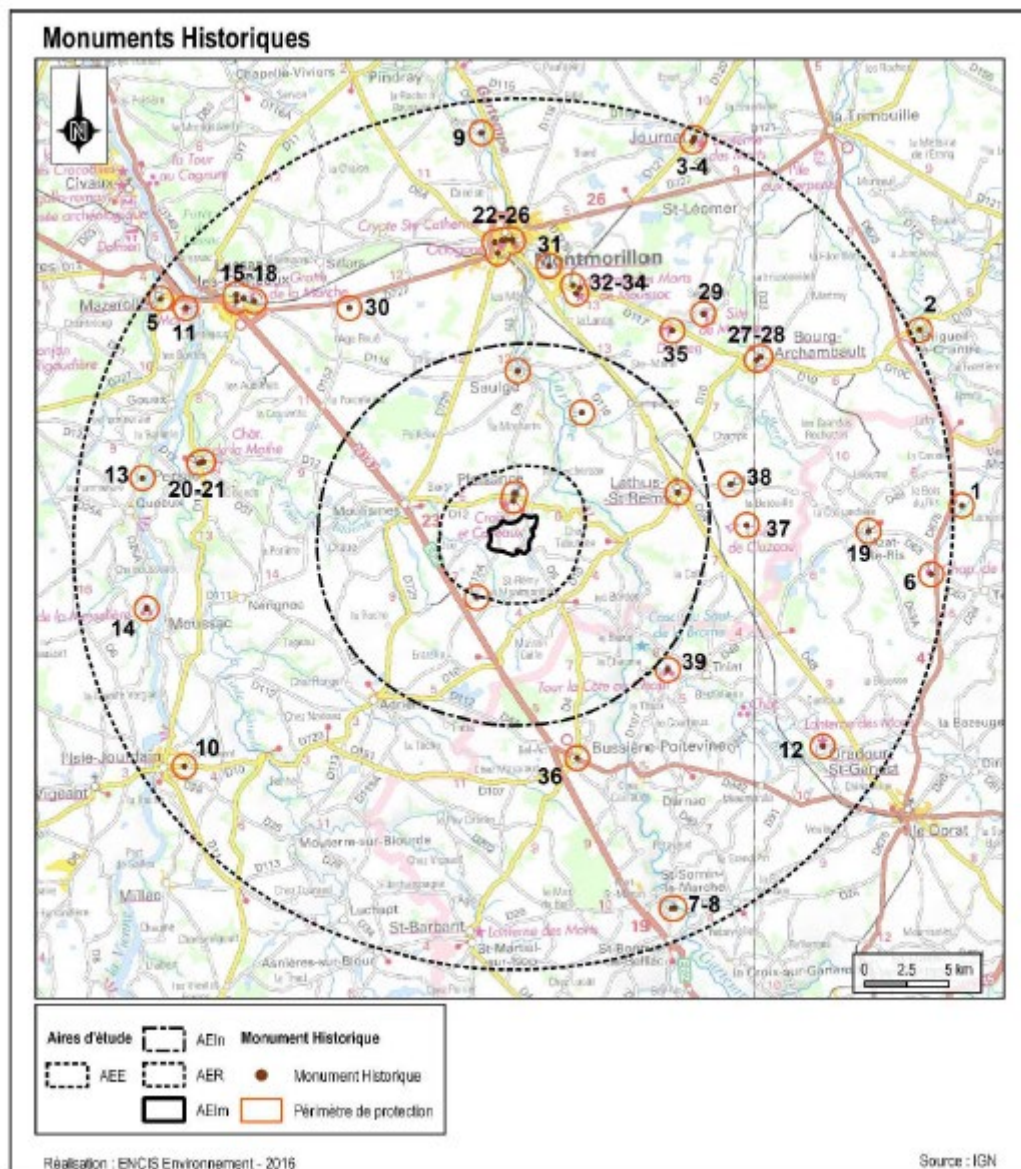
Carte 7 : Aires d'étude de l'étude paysage et patrimoine

2. Prise en compte des sites historiques

Les éléments patrimoniaux et touristiques seront inventoriés, cartographiés et classés dans un tableau en fonction de leur degré de protection et de reconnaissance afin de mettre en évidence les enjeux et les sensibilités vis-à-vis du futur parc éolien.

L'inventaire des monuments historiques est réalisé pages 50 à 54 du Volet Paysage.

Les impacts potentiels du projet sont analysés par aire d'étude pages 152-156, 169-170 et 183.



Carte 10 : Les monuments historiques.

Abbaye de Saint-Savin-sur-Gartempe (extrait page 58 du Volet Paysage) :
 « Cette abbaye est classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Elle est située à 27 km au nord de l'AEIm, en bordure directe de la Gartempe. Ce positionnement fait qu'aucune vue ne peut se développer vers l'AEIm depuis le monument ou ses abords »

B. Vallée de la Gartempe et de la Petite Blourde

Une attention particulière a été portée aux relations du projet avec la vallée de la Gartempe suite à l'état initial réalisé pages 41, 57 et 92 vu Volet paysage.

Dans ses préconisations, le bureau d'étude propose de zone d'exclusion (à l'est de la D5) afin d'éviter un effet de dominance sur la vallée ainsi qu'une implantation homogène dans un axe sud-est/nord-ouest (même axe que la vallée) page 103.

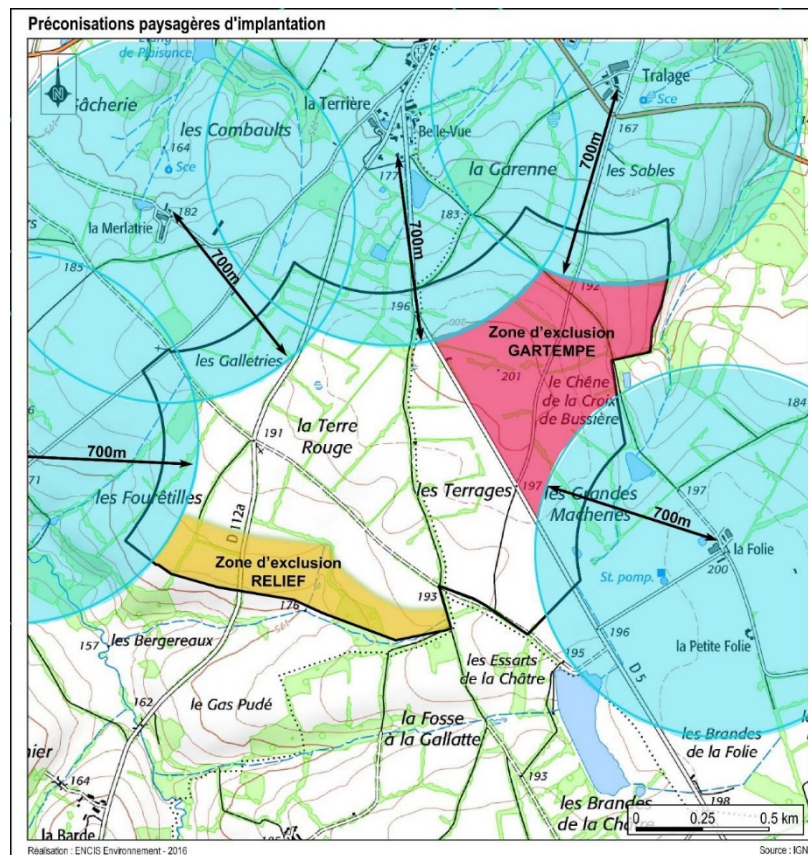
Les points de vue réalisés depuis les bords de la Gartempe ont donc été utilisés dans l'analyse des variantes afin de déterminer l'implantation finale la plus adaptée (pages 110). C'est donc la variante numéro 3 qui respecte ces préconisations qui a été choisie.

Cette précaution permet d'éviter un effet de surplomb du projet sur le site classé de la vallée de la Gartempe et sur les habitations et lieux de vie du site inscrit des rives de la Gartempe.

Le projet sera visible depuis les abords des hameaux de Abenoux et Le Peux Pintureau, situé plus au sud, eux-mêmes situés en périmètre de site inscrit mais très peu perceptible du creux de la vallée. La régularité de l'implantation des éoliennes, la rationalisation de leur nombre et leur orientation suivant le relief permet une réduction de l'impact du projet sur ce site (pages 157, 171 et 207).

Les photomontages 9, 10 et 26 à 33 illustrent cette analyse.

De même une zone d'exclusion a été définie pour la vallée de la Petite Blourde et étudiée dans l'analyse des variantes page 117. Ainsi la variante 1 a été rejetée ne respectant pas suffisamment la zone d'exclusion du relief du vallon de la Petite Blourde. Cette configuration permet de préserver d'effet de surplomb (page 188).



C. Eléments patrimoniaux

Château de Beaupuy

En situation de belvédère sur un des versants d'un affluent de la Gartempe des vues en direction du projet des Terrages seront possibles depuis les abords du château de Beaupuy (3.4 km). La visibilité sur les éoliennes depuis le château sera néanmoins filtrée par les boisements qui entourent le bâti (page 173).

Montmorillon- Pays d'Art et d'Histoire

Les principaux sites touristiques ont tous été identifiés dans le centre historique de la ville et à proximité de la Gartempe. Aucune vue sur le projet n'a été recensée depuis ce périmètre. Des vues sur les éoliennes ont été localisées en périphérie de la ville avec une covisibilité très partielle sur le clocher. Ces vues restent cependant éloignées des principaux itinéraires touristiques de la ville. A cette distance, le projet reste discret dans le paysage (vue 5 du carnet de photomontages) page 159 du Volet Paysage.

D. Commune de Saulgé

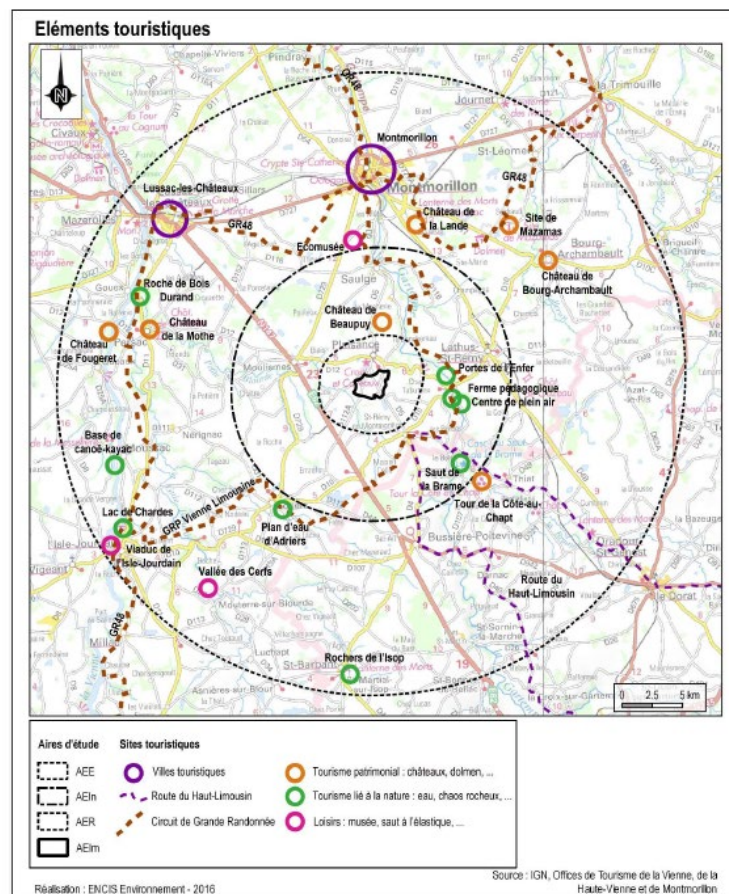
« Saulgé se situe à 5,8 km du projet en bordure de la Gartempe. C'est un village au départ groupé autour de l'église qui s'allonge en rebord de Gartempe avec les extensions pavillonnaires. Comme le montre la carte ci-contre, aucune vue n'est possible depuis le village, étant donné l'encaissement de la vallée. Seul un secteur de visibilité avait été identifié, cependant au vu de la variante d'implantation choisie aucune vue sur le projet n'est possible » (pages 70 et 165)



Photographie 36 : Secteurs de visibilité de l'AEIm depuis le bourg de Saulgé.

E. Tourisme

Un inventaire des sites touristiques a été réalisé Chapitre 3.2.3 du Volet Paysage (page 60) repris par aire d'étude pages 79-80, 94, 159-162, 173-174 et 185 et pages 243 et 261-262 de l'étude d'impact. Dans l'aire éloignée du projet des Terrages, les enjeux touristiques sont modérés, les sites touristiques sont essentiellement localisés dans la vallée de la Vienne. Dans l'aire rapprochée du projet des Terrages, les enjeux touristiques sont faibles, avec essentiellement des chemins de randonnée (cf. partie 3.2.2.3). Le porteur de projet a donc pris la décision de mettre en place des mesures telles que l'installation de panneaux d'informations (mesure E8 page 359 de l'étude d'impact).



Carte 12 : Carte des sites touristiques.

Perceptions sociales page 137

L'inquiétude vis-à-vis du tourisme local par rapport au développement de l'énergie éolienne est compréhensible, cependant des études permettent de rassurer ce type de pensée.

- Un sondage réalisé en Région Languedoc-Roussillon, sur les impacts potentiels des éoliennes sur le tourisme, a montré que l'utilisation des éoliennes est considérée comme une bonne chose par 92 % des touristes et ceux interrogés dans des sites où existent des parcs éoliens le considèrent encore davantage. On note également que 10 % des vacanciers interrogés dans un site à proximité de parcs éoliens considèrent que les éoliennes dégradent le paysage contre 18 % de ceux interrogés dans un site sans parc visible. Il semble donc que le ressenti négatif envers l'éolien est un élément subjectif et est donc propre à chaque individu. Enfin, on remarque que les touristes venus pour la beauté des paysages portent sensiblement le même jugement que la moyenne des personnes interrogées.
- Peu d'études sont disponibles pour évaluer le lien entre l'installation d'un parc éolien et la fréquentation touristique aux alentours. Néanmoins, les éoliennes sont devenues des attractions touristiques et un emblème pour les régions, participant à leur réputation « écologique ». Le développement des projets éoliens dans le département n'est donc pas une spécificité, celui-ci ne sera pas plus « rejeté » des circuits touristiques pour cette raison qu'un autre territoire.
- D'après une enquête réalisée sur quatre sites éoliens français pour le compte du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire

(MEEDDAT), un tiers estime que les éoliennes contribuent au développement touristique local, un tiers est de l'avis contraire et un tiers est sans avis.

- Un autre sondage réalisé en France à l'échelle nationale indiquait que 22% des répondants pensaient que les éoliennes avaient des répercussions néfastes sur le tourisme, le reste des sondés y était favorable ou indifférent.

F. Effets cumulés

Observations RM21 RD5 RD6 RD7 RD8 RD25 RD32 RD37 RD43 RD51 RD52 RD57 RD60 RD61 RD73 RD74 RD77

RD25 27/03/2019 09:51

Clément Jean-Michel

M. Clément, député de la circonscription, fait part de la tribune qu'il a rendu publique récemment, et qui est signée de nombreux élus. Ce texte appelle à une maîtrise du développement des énergies renouvelables notamment l'éolien. M. Clément écrit que le développement du territoire est menacé par le développement anarchique de projets éoliens, et risque de compromettre l'axe essentiel de développement qu'est le tourisme. De même le maintien de population est menacé dans la perspective d'un environnement défiguré.

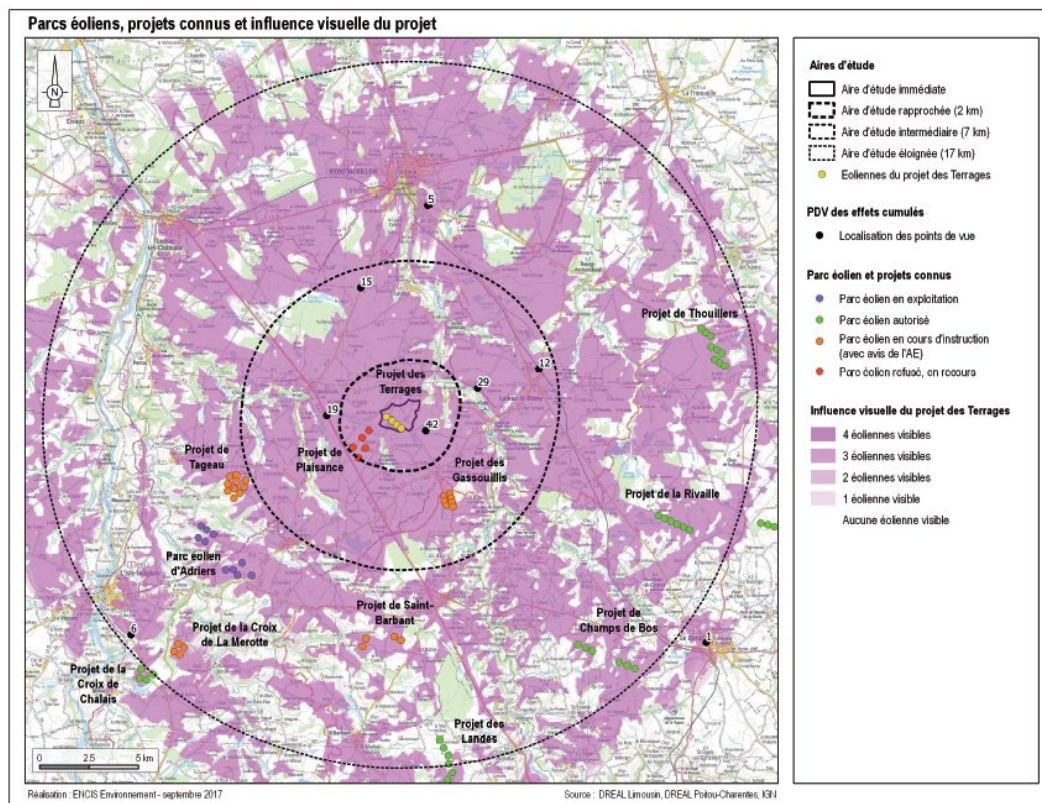
Une étude des saturations visuelles a été réalisée Chapitre 5.3.10 du Volet Paysage autour des communes d'Adriers, Moulismes, Saint-Rémy-en-Montmorillon et Plaisance (conclusion reprise page 290 de l'étude d'impact)

« Les intervisibilités avec les autres parcs éoliens sont possibles mais restent faibles. Les projets avec lesquels il y aura le plus de covisibilités sont ceux des Gassouillis et de Plaisance et qui se situent respectivement dans l'aire d'étude intermédiaire et rapprochée.

Le nombre restreint d'éoliennes du parc des Terrages limite également ces effets lorsqu'ils s'ajoutent à d'autres parcs en projet. »

Les photomontages du carnet pages 78 à 86 illustrent cette analyse.

Le développement éolien sur le territoire est analysé partie 3 « Concentration des projets ».



G. Immobilier

Observations RM08 RD24 RD58 RD67 RD68

RD24 27/03/2019 12:24 Leleu Laurent Les Gouges Bernac 16700
Les biens immobiliers perdront de la valeur, le patrimoine naturel et culturel sera affecté, de même que le tourisme.

Le thème de l'immobilier est abordé page 263-264 de l'étude d'impact. Contrairement aux idées préconçues qui associeraient l'implantation d'un parc éolien à la dégradation du cadre de vie et à une baisse des valeurs immobilières dans le périmètre environnant, les résultats de plusieurs études scientifiques européennes et américaines relativisent les effets négatifs des parcs éoliens quant à la baisse des prix de l'immobilier. Dans la plupart des cas étudiés, il n'y a aucun effet sur le marché et le reste du temps, les effets négatifs s'équilibrent avec les effets positifs.

A ce jour, aucune étude officielle en France n'a pu établir une corrélation entre la présence d'un parc éolien et l'éventuelle dépréciation immobilière consécutive à l'implantation des machines. Cependant, plusieurs initiatives sur le territoire métropolitain français ont été menées pour tenter de déterminer l'influence de la présence de parcs éoliens sur l'immobilier

:

- **Club des Collectivités Eoliennes (CLEO)** : Selon le retour d'expérience des membres de Cléo, qui compte une centaine de membres dont des élus ayant reçu l'éolien sur leur territoire, aucune dévalorisation immobilière n'a été observée à proximité des parcs éoliens. Des études plus précises sont actuellement en cours et seront examinées dans le cadre des travaux du club.
- **Association Climat Energie Environnement** : Une étude intitulée « Evaluation de l'impact de l'énergie éolienne sur les biens immobiliers - Contexte du Nord-Pas-

De-Calais 2007-2013 » a été menée par l'Association Climat Energie Environnement, avec le soutien de l'ADEME et de la Région Nord-Pas-de-Calais. Cette évaluation a eu pour objectif de rassembler des données sur 7 ans, axée sur l'année de la mise en service de parc (3 ans avant construction et 3 ans en exploitation). A la lecture des premiers résultats, considérant le contexte économique local, les chiffres relatifs au marché de l'immobilier sont non seulement encourageants mais témoignent aussi d'une hausse des transactions pour les terrains à bâtir et ce, en dépit d'une forte densité d'éoliennes, totalisant 109 machines sur un périmètre de près de 170 km. Un suivi demeure nécessaire pour bénéficier d'un meilleur recul sur les tendances dessinées et pour couvrir la période d'évaluation déterminée initialement. Cependant, force est de constater qu'à l'aube des implantations et post exploitation, les villages riverains n'ont pas connu d'exode significatif laissant présager un déclin en matière de prix sur l'immobilier.

- **Etude Turbinier :** L'étude intitulée « Etude de l'impact des parcs éoliens sur l'immobilier », en date de 2008 a été menée par un constructeur d'aérogénérateurs. La tendance générale qui se dégage de l'étude qualitative est le constat fait par 77% des professionnels interrogés (cabinets notariaux et agences immobilières), à savoir la présence d'un parc éolien n'influe pas directement sur la valeur immobilière des biens aux alentours. Ante et post construction de parc, les courbes des montants de transactions ont continué sur leur lancée, soit avec une augmentation progressive constante ou par paliers. Les données ont été récoltées sur la base notariale PERVAL qui ont permis de dégager les tendances immobilières des communes riveraines.

Pour rappel l'habitation la plus proche se situera à 726 de la première éolienne.

VI. Eolien et santé publique

Observations : RM01, RM11, RM17, RM18, RD9, RD21, RD24, RD26, RD28, RD30, RD38, RD39, RD40, RD41, RD42, RD43, RD45, RD47, RD50, RD51, RD52, RD55, RD67, RD68, RD69, RD71, RD75

RD38 28/03/2019 11:53 Asso3D - Défense du val de Dronne et de la Double 11, rue des Faux christes Saint-Aulaye-Puymangou 24410
La distance de 500 m des habitations est inadaptée, la réglementation concernant les nuisances sonores est inadaptée.

RD71 03/04/2019 Le Coz Valerie P. et Hervé Saint Pierre de Maillé 86260
Les éoliennes sont dangereuses pour la santé animale et humaine, [...] , elles polluent les sols et donc les nappes phréatiques, émettent des courants vagabonds dans les sols, des nuisances visuelles et sonores inacceptables pour la santé des riverains.

RD30 28/03/2019 08:49 LEFAVRE Robert et Marie.France Le Riadoux Bonneuil 36310
M. et Mme LEFAVRE sont opposés au projet pour les raisons suivantes : Destruction du paysage, saturation de celui-ci, devenant une zone industrielle, destruction des écosystèmes et du patrimoine, protection de la vallée de la Gartempe, destruction de la biodiversité, nuisances pour les riverains, sonores, lumineuses, liées aux infrasons

RD45 29/03/2019 17:05 Ducellier Marie José Beaupuy Saulgé 86500

Les clignotements rouges la nuit seront visibles de son domicile comme pour tous les habitants de Plaisance ayant des fenêtres au sud.

D'après l'article 19 de la Loi 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, tous les projets d'aménagement doivent faire l'objet, dans l'étude d'impact, d'une étude des effets du projet sur la santé.

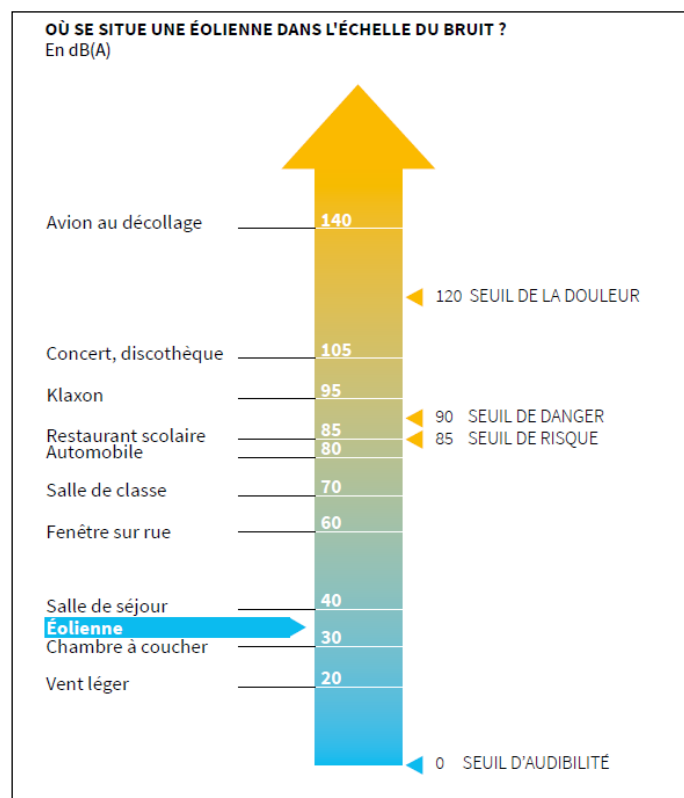
Les questions de santé publique sont traitées dans l'étude d'impact sur l'environnement, pages 204, 232, 258, 272 et 308.

L'Académie de médecine et l'ANSES ont publié en 2017 deux études sur les potentiels effets sanitaires de l'éolien sur la santé dont les principaux éléments seront repris dans les paragraphes suivants. Il en ressort l'absence de pathologies imputables aux éoliennes, néanmoins un ressenti négatif d'origine psychologique pourrait être à l'origine d'une certaine gêne chez les riverains concernés.

A. Le bruit

L'acoustique des sites éoliens est règlementée par l'arrêté ICPE du 26 août 2011, applicable, depuis le 1er janvier 2012, à l'ensemble des parcs français.

Les textes fixent un seuil de niveau ambiant à 35 décibels (dB) dans les zones à émergences règlementées, ainsi que les valeurs maximums admissibles lorsque ce seuil est dépassé. Ces valeurs sont de 5 dB le jour et de 3 dB la nuit (de 22 h à 7 h du matin). Cela signifie que lorsque le niveau de bruit ambiant dépasse 35 dB, la différence entre le bruit résiduel et le bruit ambiant ne doit pas dépasser 5 dB supplémentaires la journée et 3 dB la nuit. Si le niveau de bruit ambiant est inférieur à 35 dB, la mesure ne s'applique pas.



Source : Ademe

Le bruit provoqué par une éolienne est majoritairement dû au passage de la pale devant le mât qui provoque un soufflement d'air semblable à un bruit sourd répétitif. Ainsi plus les vents sont forts et plus ce bruit peut augmenter.

L'étude acoustique a révélé qu'aucun risque de dépassement des seuils réglementaires ne sera présent sur le parc éolien. Cependant, ces données seront vérifiées lors de la réception acoustique après la construction du parc. Dans le cadre du développement d'un parc éolien, une campagne de mesure est réalisée avant puis après la construction dudit parc afin de vérifier le respect des seuils réglementaires admissibles. Cette réception acoustique est effectuée dans la première année de mise en service du parc. Elle sera ensuite contrôlée par les services des Installations Classées de la DREAL. Dans l'étude d'impact du projet éolien des Terrages, la mesure E4, page 358, mentionne déjà cette réception acoustique.

Si nécessaire, un bridage pourra être mis en place suite aux résultats de la réception acoustique notamment en cas d'effets cumulés avec le parc de Volkswind sur la commune de Plaisance.

Le bridage consiste à freiner une éolienne voire à l'arrêter en fonction de plusieurs paramètres (vitesse de vent, température, horaires...) pour éviter un impact qui peut être acoustique (l'éolienne fait trop de bruit) ou encore écologique (passage de chauves-souris).

B. Les infrasons et la distance aux habitations

Les deux études réalisées en 2017 sur le sujet¹⁰ ne remettent plus en cause la distance minimale de 500m définies par la réglementation. Elles précisent qu'au cas par cas, cette distance peut être étendue lors de la réalisation de l'étude d'impact si les seuils réglementaires de bruit ne sont pas respectés. Pour rappel, l'habitation la plus proche du parc éolien est à 726 m.

Commentaire de l'Académie de Médecine dans son dernier rapport (page 17) :

« En tout état de cause, la nuisance sonore des éoliennes de nouvelles générations ne paraît pas suffisante pour justifier un éloignement de 1000 Mètres. »

Concernant le « syndrome éolien » l'Académie Nationale de Médecine le définit ainsi :

« Est regroupé sous ce vocable un ensemble de symptômes très divers [1,2,3,4] rapportés à la nuisance des éoliennes. On peut schématiquement les distinguer en : généraux : troubles du sommeil, fatigue, nausées, etc. ; neurologiques : céphalées, acouphènes, troubles de l'équilibre, vertiges, etc. ; psychologiques (stress, dépression, irritabilité, anxiété, difficultés de concentration, troubles de la mémoire, etc.) ; endocriniens (perturbation de la sécrétion d'hormones stéroïdes, etc.) ; cardio-vasculaires (hypertension artérielle, maladies cardiaques ischémiques, tachycardie, etc.) ; socio-comportementaux (perte d'intérêt pour autrui, agressivité, baisse des performances professionnelles, accidents et arrêts de travail, déménagement, dépréciation immobilière, etc.).

L'analyse de ces symptômes appelle les commentaires suivants : i) ils ne semblent guère spécifiques et peuvent s'inscrire dans ce qu'il est convenu d'appeler les Intolérances Environnementales Idiopathiques ; ii) certains symptômes, rares, peuvent avoir une base organique comme les troubles du sommeil ou les équivalents du mal des transports ; iii) la très grande majorité d'entre eux est plutôt de type subjectif, fonctionnel, ayant pour point commun les notions de stress, de gêne, de contrariété, de fatigue... ; iv) ils ne concernent

¹⁰ « Nuisances Sanitaires des éoliennes terrestres » par l'Académie Nationale de Médecine, mai 2017 et « Evaluation des effets sanitaires des basses fréquences sonores et infrasons dus aux parcs éoliens » par l'ANSES, mars 2017

qu'une partie des riverains, ce qui soulève le problème des susceptibilités individuelles, quelle qu'en soit l'origine (cf. infra). »¹¹

Ainsi l'Académie affirme que l'énergie éolienne n'est pas à l'origine de pathologie organique mais reprend que les facteurs psychologiques (associés aux nuisances visuelles et sonores) jouent un rôle dans le « syndrome éolien »¹². En effet, toute nouvelle technologie peut engendrer des peurs, et celle-ci peut être utilisée pour expliquer des troubles fonctionnels pré-existants. Un certain effet « nocebo » peut également être avancé dans l'explication de ce « syndrome » : la crainte d'une nuisance (notamment celle des infrasons) suffit à provoquer les symptômes qu'on attribuerait à cette nuisance. L'Académie précise que « cet effet semble bien pouvoir s'appliquer aux infrasons ».

Pour comparaison les infrasons émis par notre propre corps (battements cardiaques) sont plus intenses que ceux émis par les éoliennes (page 8). L'Académie conclue ainsi :

« Le rôle des infrasons, souvent incriminé [5], peut être raisonnablement mis hors de cause à la lumière des données physiques, expérimentales, et physiologiques mentionnées plus haut [45, 46,47, 48] sauf peut-être dans la survenue de certaines manifestations vestibulaires, toutefois très mineures en fréquence par rapport aux autres symptômes ».

« En résumé, les nuisances sanitaires semblent avant tout d'ordre visuel (défiguration du paysage et ses conséquences psycho-somatiques) et à un moindre degré sonore (caractère intermittent et aléatoire du bruit généré par les éoliennes d'anciennes générations). Au plan médical, le syndrome des éoliennes réalise une entité complexe et subjective dans l'expression clinique de laquelle interviennent plusieurs facteurs. Certains relèvent de l'éolienne, d'autres des plaignants, d'autres encore du contexte social, financier, politique, communicationnel. »¹³

C. Le balisage

Ce sujet est traité dans l'étude d'impact page 276 et fait l'objet de la mesure de réduction E5.

Les lumières mentionnées sont l'application de la réglementation en matière de balisage des obstacles à la navigation aérienne. La direction générale de l'aviation civile (DGAC) précise que le balisage des obstacles, et plus particulièrement des éoliennes, est nécessaire afin d'assurer un niveau de sécurité acceptable pour les usagers de l'espace aérien.

Toutes les éoliennes doivent être dotées d'un balisage lumineux d'obstacle. Ce balisage est nécessaire à la navigation aérienne et est réglementé par un arrêté du 13 novembre 2009. De jour, le balisage lumineux doit être assuré pour un feu à éclat blanc de 20 000 candelas, et la nuit par un feu à éclat rouge de 2000 candelas.

Pour information, le groupe ENERTRAG travaille depuis 2007 sur le développement d'un système de balisage permettant de minimiser les émissions lumineuses des parcs éoliens et éoliennes sur terre et en mer. Nommé AIRSPEX, ce système se déclenche uniquement à l'approche d'un aéronef, repéré par radar disposé sur les éoliennes situées aux extrémités du parc. Ce système de balisage intelligent est désormais commercialisé en Allemagne.



¹¹ Pages 5 et 6 de l'étude « Nuisances Sanitaires des éoliennes terrestres »

¹² Pages 9 à 12 de l'étude « Nuisances Sanitaires des éoliennes terrestres »

¹³ Pages 13 de l'étude « Nuisances Sanitaires des éoliennes terrestres »

D. L'effet stroboscopique

Ce sujet est traité page 272 à 275 de l'étude d'impact. L'étude conclut au respect des seuils de l'article 5 de l'arrêté du 26 août 2011. Le voisinage ne subira aucune gêne quant à la projection d'ombres et aux éventuels effets stroboscopiques du projet éolien des Terrages.

E. Le sous-sol

Les conséquences sur les sous-sols sont mises en avant dans le « 3.1 Etat initial du milieu physique » pages 66 à 85 et « 6.2 Impacts de la phase construction et du défrichement » pages 237 à 242 et 247 de l'Etude d'Impact. Les impacts sont globalement faibles.

Les mesures associées à cette thématique, pages 349 à 356 de l'Etude d'Impact, permettent d'indiquer que la préparation et la réalisation des travaux auront un impact nul à négligeable sur le milieu physique.

F. Elevage

Observations : RM01, RM03, RM17, RM16, RD9, RD24, RD52

RM01	13/03/2019	Yves du Chalard	La Meunière 86500 Plaisance et 2, rue du pont du souci, 86500 Montmorillon.
-------------	------------	-----------------	---

De plus, les installations éoliennes provoquent des effets sur la santé animale et humaine, dont on ne mesure pas l'importance, bien qu'ils soient observés aux alentours de parcs éoliens ; il en est ainsi de l'effet des infrasons, ou encore de l'électromagnétisme. Le cheptel de certains élevages a connu des pathologies importantes dues à ces phénomènes.

A ce jour, aucune étude scientifique n'a démontré de liens de causalité entre un parc éolien et le comportement des animaux d'élevages à proximité. Néanmoins, le cas précis du parc éolien des Quatre Seigneurs en Loire Atlantique (sur les communes d'Abbaretz, Nozay, Puceul et Saffré) mérite d'être analysé, car il met en évidence une concomitance entre la création du parc éolien et la survenance de problèmes dans deux élevages voisins. D'après l'arrêté des tests sont en cours mais les résultats ne sont pas encore disponibles donc on ne peut pas conclure prématurément que ce sont les éoliennes qui sont responsables de cet impact.

La filière est consciente de ce sujet et travaille actuellement dessus.

Il est tout de même important de signaler que ce sont des courants qui se propagent via le sol et que le sol du projet des Terrages et celui des Quatre Seigneurs sont différents : roches, structure géologique, réseau souterrain. De plus, le sujet des infrasons et des champs électromagnétiques est étudié page 276 à 278 de l'étude d'impact.

G. Effets cumulés

RD52 30/03/2019 13:32 DESPLANCHES Michel 49, rue Louis Guérin Villeurbanne 69100

Il précise au demeurant qu'il y aura lieu concernant l'acoustique à prévoir un plan de bridage pour réduire les effets cumulés.

Les impacts cumulés en ce qui concerne l'acoustique sont analysés page 28 de l'étude acoustique et exposés page 325 de l'étude d'impact. D'après l'étude, aucun dépassement n'est estimé la journée mais un dépassement peut être possible au point n°3 – La Barde en période nocturne une fois le parc de Plaisance construit. Comme exposé dans l'étude d'impact, une réception acoustique sera établie afin de déterminer les bridages nécessaires (mesure E4).

VII. Volet technique

A. Raccordement

Observations **RM10 RD16 RD49 RD65**

RM10	27/03/2019	Larrant Jacques
Maire de Saulgé	1, rue Le Toffé	86500 Saulgé

De plus, M. le Maire s'inquiète de l'impact très négatif, susceptible de dégrader les aménagements récemment effectués, qu'entraînera le raccordement au poste de Montmorillon de trois projets éoliens différents, les Gassouillis à Bussièrès Poitevine, la ferme éolienne Volkswind et les Terrages à Plaisance, dont les tracés passeront nécessairement par Saulgé.

M. le Maire pensait que cette question du raccordement n'avait pas été abordée dans le dossier de présentation. Je lui ai montré, lors de notre rencontre, les parties du dossier où cela est présenté.

M. le Maire signale une erreur à cet égard, au 5.2.7.3 de l'étude d'impact : ce n'est pas la société Enedis qui serait compétente, mais la société SRD du syndicat Energies Vienne. M. le Maire est en contact avec les services de cette société qui l'ont informé, à titre indicatif, du tracé à l'étude concernant la ferme éolienne de Plaisance (Volkswind).

M. le Maire déplore l'absence de concertation entre les entreprises concernées sur cette question du raccordement.

Il a fait part de ses préoccupations en adressant un courrier à Mme la sous-préfète de Montmorillon et un autre à Mme la Présidente de la communauté de communes Vienne et Gartempe ; il m'a remis copie de ces courriers qui sont annexés au présent PV, avec l'ensemble des observations.

RD16	20/03/2019 19:30	Association selt	Boisgrenier Liglet 86290
-------------	------------------	------------------	--------------------------

L'association SELT (cf RD10) adresse un courrier dans lequel elle expose trois sujets qui participent de son opposition au projet des Terrages :

L'étude d'impact est incomplète car elle ne traite pas la question du raccordement au réseau, en infraction à l'article L122-1 du code de l'environnement. Il y a la un vice grave du dossier.

Les travaux de génie électrique sont décrits Chapitre 5.2.7 de l'étude d'impact (page 221). Les modalités techniques du raccordement externe seront les mêmes que celles du raccordement interne (connexion électrique réalisée par l'enfouissement d'un câble électrique HTA 20 KV dans des tranchées de 1.1 m de profondeur et environ 1m de large). Ce raccordement sera effectué en accotement de voirie ce qui limite fortement les impacts sur le milieu naturel.

A ce jour le trajet de raccordement ne peut être que supposé (carte 100 page 222). En effet le gestionnaire de réseau SRD requiert comme ENEDIS une copie de l'autorisation environnementale dans la demande de raccordement qui leur est formulée, cela ne peut donc être réalisée qu'une fois l'arrêté préfectoral publié. Ainsi le gestionnaire de réseau peut choisir un poste que celui identifié par le porteur de projet, il reste maître d'œuvre du raccordement externe au projet.

Le code de l'énergie R323-25 définit les conditions de construction des ouvrages électriques par les gestionnaires de réseaux. Ainsi une note de présentation doit être transmise aux mairies des communes concernées. Les avis et réponses motivées doivent permettre d'adapter les caractéristiques du projet.

B. Démantèlement

Observations : RM17 et RD50

RM17 03/04/2019 Familles Nallet, Elie et Tulkens 5, place de l'église 86500 Plaisance

Par ailleurs, il y aurait lieu lors des démantèlements, d'enlever tout le béton des fondations.

Les dispositions relatives au démantèlement et à la remise en état du site sont explicitées page 224 à 227 de l'Etude d'Impact dans le « 5.4 Phase de démantèlement ».

Le coût du démantèlement d'une éolienne et du recyclage de ces installations est facilement estimable contrairement à d'autres moyens de production pour lesquels il demeure partiellement impossible. Les estimations du coût du démantèlement d'éoliennes devenues obsolètes montrent que ce coût est inférieur à celui rapporté par la vente des matériaux et composants. Contrairement aux idées reçues, ce coût est assumé par l'exploitant de l'éolienne et non par le propriétaire du terrain d'implantation.

Exemple du coût de démantèlement pour une éolienne de type N131 R114 :

9.4 ESTIMATION DU COUT DU DEMANTELEMENT D'UNE N131/3000

En France, la mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 553-6.

Le coût du démantèlement d'une éolienne de type N131R114 est repris dans le tableau ci-dessous et est inférieur à 50 000 € que représente le montant fixé pour les garanties financières par éolienne.

Poste	Mesures	Quantité	Prix unitaire	Prix total N131/3000 R114
Rotor et nacelle	Elimination fibre de verre	46 t	400,00 €	18 400 €
	Recyclage Acier	142,7 t	- 200,00 €	- 28 540 €
	Recyclage Cuivre	1,9 t	- 1 500,00 €	- 2 850 €
	Recyclage composant électrique	14 t	- 100,00 €	- 1 400 €
Tour	Recyclage Acier	295 t	- 200,00 €	- 59 000 €
	Recyclage Aluminium	0,5 t	- 700,00 €	- 350 €
Armoires, Transformateur	Recyclage composant électrique	13 t	- 100,00 €	- 1 300 €
Fondations	Démolition, Transport, Traitement du béton	675 m ³	50,00 €	33 750 €
	Recyclage Armature	100 t	- 100,00 €	- 10 000 €
Chemins et plateformes	Démantèlement	2 200 m ²	15,00 €	33 000 €
Câbles	Recyclage Cuivre	3,5 t	- 1 500,00 €	- 5 250 €
Frais Personnel	Démontage	4j	4 000,00 €	16 000 €
Coût Grue	Incl. Montage-Démontage	4j	12 000,00 €	48 000 €
Déchets Spéciaux	Elimination	2 800 kg	0,36 €	1 008 €
Coûts de démantèlement				41 468 €

Tableau 11 : Estimation du coût du démantèlement d'une N131-R114 (source : Nordex, 2016)

En vertu de l'arrêté ministériel du 26 Août 2011, modifié par l'arrêté ministériel du 6 Novembre 2014, l'exploitant du parc éolien a l'obligation de démonter les éoliennes du parc en question, à l'issue de son exploitation, quel qu'en soit le motif (fin normale d'exploitation ou anticipée). Aussitôt l'exploitation terminée, le démantèlement des éoliennes est réalisé, les baux emphytéotiques sont résiliés, et les terrains sont remis en état culturel conformément à l'arrêté ministériel ci-dessus cité.

Même s'il reste une partie de la fondation sous terre (1 mètre est excavé dans le cadre d'un démantèlement en zone agricole) cette dernière est inerte et ne pollue donc pas les sols.

Pour garantir ce démantèlement, l'exploitant éolien a au moment de la mise en exploitation du parc, constitué des garanties financières d'un minimum de 50 000 € par éolienne (valeur actualisée tous les 5 ans), faute de quoi le Préfet n'autorise pas l'exploitation du parc éolien.

Cette obligation de constitution de garanties financières relève de la nomenclature ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). En cas de défaut de l'exploitant au moment du démantèlement, le Préfet peut se saisir cette garantie financière pour faire procéder au démantèlement. Par ailleurs, les propriétaires de parcelles et collectivités ont été consultés avant le dépôt du dossier pour donner leur avis sur les conditions de démantèlement.

L'article R516-2 du code de l'Environnement précise que les garanties financières peuvent provenir d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une assurance, d'une société de caution mutuelle, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privée.

En France le 1^{er} démontage d'éolienne a été réalisé par la société Valorem (Parc éolien de Criel-sur-Mer) en novembre 2015.

C. Composants

RD26 27/03/2019 14:14 Genet Paul ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA Gartempe
16, route d'Haims Montmorillon 86500

Enfin M. Gilet fait une analyse de la question des terres rares présentes dans une éoliennes : néodyme et cadmium notamment ; ainsi, selon M. Gilet, « l'étude d'impact devait procéder à une évaluation des risques éco toxicologiques liés à l'ensemble des métaux présents dans les anodes sacrificielles en tenant compte de leur forme chimique et de leur potentielle bioconcentration dans la chaîne alimentaire. »

Le Cadmium est un métal dont ses propriétés se rapprochent du zinc. Ce métal est notamment utilisé dans les peintures, colorants, les piles, les cigarettes, etc. Il peut également entrer dans la composition de certains panneaux photovoltaïque (une part de seulement 10% est concernée) mais ce métal n'est pas présent au sein des éoliennes.

Le Néodyme quant à lui est notamment utilisé pour les pierres à briquet, les disques durs, les micros, les enceintes, les voitures et les éoliennes. Cependant, la quantité présente au sein des éoliennes n'est pas systématique et est globalement faible. A noter que la présence de terres rares est plus fréquente dans la filière offshore. Élément qui est argumenté par l'ADEME dans son article « L'ADEME fait la chasse aux idées reçues sur les EnR » le 10 avril 2019 où il est dit : *Le problème se posera davantage dans l'éolien offshore que dans l'éolien terrestre. Mais il faut mettre en parallèle la quantité de 70 tonnes de néodyme retrouvées dans les éoliennes françaises des 32.000 tonnes annuelles de demande mondiale, principalement pour la micro-électronique ou l'automobile.* Et il est ensuite souligné que même si ces terres rares sont faibles par rapport à d'autres filières, la R&D travaille sur le sujet pour minimiser encore plus l'utilisation de terre rare.

En effet, il existe deux types d'éoliennes : classique à bobinage (ou asynchrones) qui n'utilise ni dysprosium ni néodyme et les éoliennes à aimants (ou synchrones). Les éoliennes à aimants ne constituent que 5% des éoliennes installées dans l'article « La rareté de certains métaux peut-elle freiner le développement des énergies renouvelables ? » de Décrypter l'énergie de juillet 2016.

« À l'heure actuelle, les éoliennes à générateurs asynchrones – et donc sans terres rares – sont très largement majoritaires dans le parc mondial installé. Pour les éoliennes à générateur synchrone, plusieurs fabricants (comme Enercon, un des cinq premiers constructeurs européens) ont fait le choix de ne pas utiliser d'aimants permanents – le rotor est un bobinage de cuivre – et donc de se passer de terres rares. Les éoliennes contenant des terres rares pour leurs aimants permanents représentaient moins de 5 % du parc en 2010³. »

<https://decrypterlenergie.org/la-rarete-de-certains-metaux-peut-elle-freiner-le-developpement-des-energies-renouvelables>

VIII. Retombées économiques

Observations : RM17, RD27, RD58, RM01

RM17	03/04/2019	Familles Nallet, Elie et Tulkens	5, place
de l'église 86500	Plaisance		
Sur les plans financiers et économiques, cette personne demande que soit précisé le régime fiscal des revenus issus de la location des terrains, estime que les retombées sont inexistantes pour la commune,			

Le sujet a été traité dans le « 6.3.2. Impacts de l'exploitation du parc éolien sur le milieu humain »

Un parc éolien est soumis à la fiscalité des entreprises.

En 2016, avec un parc éolien installé de 12 065 MW, les recettes fiscales perçues par les collectivités locales s'élevaient à environ 132,7 millions d'euros à l'échelle de la France.

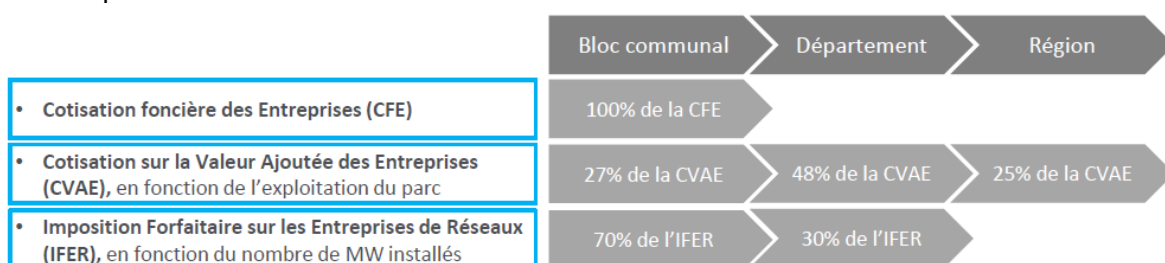
Aujourd'hui, 70 millions d'euros de recettes de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en provenance des énergies renouvelables sont directement reversés aux collectivités locales chaque année et 1,5% de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises du secteur éolien (CVAE) est directement réinvesti dans l'économie locale.

Comme toute activité économique, l'exploitation d'un parc éolien génère des retombées fiscales qui bénéficient globalement à deux entités administratives : le bloc communal (commune d'implantation de Plaisance et la communauté de communes de Montmorillon) et le département (Vienne)

Ces ressources fiscales sont essentiellement de trois ordres :

- Impôts sur le foncier bâti (environ 1 500 € par éolienne) pour la commune d'implantation.
- Cotisation Economique Territoriale, CET (environ 4 300 € par éolienne) pour le bloc communal, le département et la région.
- Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux, IFER (7570€/MW) pour le bloc communal et le département.

De façon générale, le bloc communal et le département reçoivent respectivement chacun environ 7000€ et 3000€ par MW par an. Quant à la région, cela représente moins de 1000€ par MW par an.



Trois éléments influent sur les retombées fiscales d'une commune :

- La puissance éolienne implantée sur le territoire communal (le nombre de mégawatt nominal d'une machine a donc un impact sur la fiscalité appliquée)
- La loi de finance votée par le Gouvernement, qui fixe notamment le taux de (CFE) de la commune concernée et le montant de l'IFER

- Le partage de l'IFER opéré selon la fiscalité de la Communauté de Communes sachant que d'après la loi Finance 2019, obligatoirement 20% de l'IFER est redistribué à la commune accueillant le projet

Rappelons tout de même que la fiscalité qui revient à la communauté de communes et au département bénéficie directement aux citoyens au travers des services publics rendus (aménagement de l'espace, économie et développement durable, logement et cadre de vie, transport et infrastructures, action sociale, protection et mise en valeur de l'environnement, etc.).

Pour le parc éolien des Terrages, il est estimé des retombées fiscales d'environ 120 000 € / an pour les territoires.

L'implantation d'éoliennes sur un terrain privé fait l'objet d'une location sur trente années. Une promesse de bail tripartite est signée entre le propriétaire, l'exploitant et la société développant le projet. La base de cette promesse de bail, qui fait consensus, a été établie en 2006 par le biais du Protocole National Eolien (PNE) entre l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, le Syndicat des énergies renouvelables et France Energie Eolienne. L'objectif du PNE est de mettre en place un document permettant au propriétaire et à l'exploitant de bénéficier des retombées économiques de l'éolienne. Une indemnisation est également prévue pour la mise en place d'un câble ou d'un survol de pale.

IX. Recours

RD51 29/03/2019 18:47 BAILLARGEAT max La Gorce à Vallaud CHAILLAC 36310
M. Baillargeat affirme que les lobbies font pression dur le gouvernement et les députés et en donne pour illustration les récentes décisions les mesures concernant la justice administrative pour l'éolien

Monsieur Baillargeat fait référence au décret du 26 novembre 2018 supprime la compétence du Tribunal administratif au profit de la Cour d'appel. Cette mesure est issue du Groupe de Travail de Sébastien Lecornu sur l'éolien qui a souhaité accélérer le contentieux relatif aux projets éoliens. En effet, la fonction de filtre du Tribunal administratif n'est pas efficiente puisque les recours sont quasi-systématiquement portés en appel devant la Cour administrative d'appel avec des moyens identiques. Cette mesure est déjà appliquée à d'autres équipements comme les grandes surfaces commerciales.¹⁴

X. Annexes

¹⁴ Conclusions du groupe de travail « éolien » - 18 janvier 2018

Madame le Préfet de la Vienne
Préfecture de la Vienne
Bureau de l'environnement
7 Place Aristide Briand
CS 30589
86021 POITIERS

Date

Dauerthal, 06.03.2017

Objet

Lettre d'intention

Veillez citer notre référence dans toute correspondance

contact
Alice.Fournier
Alice.Fournier@enertrag.com

Madame le Préfet,

ENERTRAG Aktiengesellschaft

Directoire
Jörg Müller (Prés.)
Matthias König
Gunar Hering

Conseil de surveillance
Burkhard Bastuck (Prés.)
Martin Altrock
Stephan Kunze
Heike Pfitzner
Martin Handschuh
Stephan Döhler

Siège social
Dauerthal (D-Schenkenberg)

Registre de commerce
Neuruppin HRB 5036

Etablissement France
Direction
Vincent Masureel

CAP Cergy, Bâtiment B
4-6 rue des Chauffours
95015 Cergy Pontoise Cedex

Tel. +33 1 30 30 60 09
Fax +33 1 30 30 52 57
contact-france@enertrag.com
www.enertrag.com

SIREN:
498124890 RCS Pontoise
n°TVA intracommunautaire:
FR54 498 124 890

Commerzbank Paris
IBAN:
FR76 1762 9000 0100 1195
0230 035
BIC: COBAFRPX

En qualité d'associé de la société ENERTRAG Poitou Charentes IV SCS, société en commandite simple au capital de 1.000 Euros, dont le siège social est situé 4-6 rue des Chauffours – Cap Cergy Bâtiment B 95015 Cergy Pontoise Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 824 982 961,

notre société ENERTRAG Aktiengesellschaft, société de droit allemand dont le siège social est situé Gut Dauerthal, D-17291 Dauerthal (Allemagne), immatriculée au registre du commerce de Neuruppin sous le numéro HRB N°5036, prise en son établissement France immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 498 124 890, représentée par Monsieur Gunar HERING et Monsieur Mathias KÖNIG en leur qualité de membres du Directoire (Mitglieder des Vorstands) dûment habilités,

s'engage à fournir un soutien financier à sa filiale et à veiller à ce que la gestion et la situation financière de sa filiale lui permettent de faire face à ses obligations financières, et plus généralement de conduire son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

La présente lettre d'intention demeurera en vigueur jusqu'à la date de mise en service du parc.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Préfet, nos salutations respectueuses.

ENERTRAG Aktiengesellschaft

Gunar HERING



Mathias KÖNIG

Enquête publique
relative au
projet de parc éolien des Terrages, commune de
Plaisance,
présenté par la société Enertrag Poitou-Charentes
IV

Lundi 4 mars 2019 – mercredi 3 avril 2019

PROCÈS-VERBAL
des observations formulées lors de l'enquête
(article R 123-18 du code de l'environnement)

À l'attention de :
Mme. Perrine Lecoq,
Représentant la société Enertrag Poitou-Charentes IV

PROCÈS-VERBAL

des observations formulées lors de l'enquête publique relative au projet de parc éolien des Terrages

Le présent procès-verbal comporte un bref rappel des conditions d'organisation de l'enquête, puis la présentation des observations émises dans le cadre de celle-ci.

La totalité des observations est annexée sous forme numérique, qu'elles aient été formulées en Mairie ou via le registre dématérialisé mis en place pour cette enquête. Tous les courriers, documents ou dossiers produits par les auteurs des observations figurent dans cette annexe numérique.

Organisation et déroulement de l'enquête

Par arrêté en date du 27 décembre 2018, Madame la Préfète de la Vienne a prescrit l'enquête publique relative au projet de parc éolien des Terrages, commune de Plaisance, présenté par la société Enertrag Poitou-Charentes IV, composé de 4 éoliennes et d'un poste de livraison, conformément au code de l'environnement et plus particulièrement au titre 1^{er} du livre V de celui-ci relatif aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et pris les dispositions d'organisation de celle-ci.

Cette enquête s'est déroulée du lundi 4 mars 2019 au mercredi 3 avril 2019.

Conformément à l'arrêté préfectoral précité, cinq permanences destinées à recevoir le public ont été tenues par le commissaire enquêteur en mairie de Plaisance, aux dates suivantes :

- lundi 4 mars 2019 de 9h à 12h
- mercredi 13 mars 2019 de 14h à 17h
- jeudi 21 mars 2019 de 9h à 12h
- mercredi 27 mars 2019 de 9h à 12h
- mercredi 3 avril 2019 de 14h30 à 17h30

Le dossier et les registres de l'enquête ont été tenus à disposition du public pendant la durée de celle-ci, aux heures d'ouverture de la mairie, le dossier étant également consultable et téléchargeable via le site du registre dématérialisé et sur le site internet de la préfecture.

Le registre dématérialisé a été disponible pendant toute la durée de l'enquête.

Le mercredi 3 avril 2019 à 17 heures 30, à l'issue de ma permanence en mairie de Plaisance, j'ai clos le registre et l'ai conservé ainsi que le dossier, afin de l'exploiter pour l'élaboration de mon rapport puis de le remettre aux services de la préfecture.

Présentation des observations émises dans le cadre de l'enquête

Les observations émises ont fait l'objet de 2 catégories d'enregistrement, réalisées au fur et à mesure de leur réception : RM n° tant, pour les observations émises en mairie,

qu'elles aient été formulées au registre ou par la remise d'un courrier, et RD n° tant pour les observations saisies sur le registre dématérialisé.

23 observations ont été formulées en mairie, 80 sur le registre dématérialisé. Ce sont donc 103 observations qui ont été émises, chiffres dont il convient de déduire les doublons (double saisie sur le registre dématérialisé, ou mention d'une venue en permanence sans observation faite, ou observation faite en plusieurs fois sur le registre dématérialisé) au nombre de 11, 2 pour les observations en mairie et 9 pour le registre dématérialisé.

Ainsi, 92 personnes ou associations ont émis leurs observations. 3 sont favorables, toutes les autres soit 89, sont défavorables au projet.

Présentation résumée des observations : chaque observation est résumée ci-dessous, j'invite cependant Enertrag à prendre connaissance des observations elle mêmes, notamment celles qui font l'objet d'un développement dans un courrier ou un dossier.

RM01 13/03/2019 Yves du Chalard La Meunière 86500 Plaisance et 2, rue du pont du souci, 86500 Montmorillon.

M. Yves du Chalard de Taveau est un éleveur ovin dont l'exploitation est installée à La Meunière, sur la commune de Plaisance.

Il est venu lors de ma permanence du mercredi 13 mars pour me confirmer oralement les observations dont il m'avait fait part, également oralement, à l'occasion de notre rencontre sur le chemin menant à La Meunière, lors de ma visite sur le terrain le lundi 4 mars.

Il est opposé au projet éolien des Terrages, situé en toute proximité de son exploitation.

Selon lui, les accords passés avec les propriétaires des parcelles ou seront installées les éoliennes, sont un leurre que ceux-ci regretteront, et que certains, selon M. du Chalard, regrettent déjà.

La pertinence de l'éolien est très douteuse, estime M. du Chalard, quant à son efficacité et à son cout.

De plus, les installations éoliennes provoquent des effets sur la santé animale et humaine, dont on ne mesure pas l'importance, bien qu'ils soient observés aux alentours de parcs éoliens ; il en est ainsi de l'effet des infrasons, ou encore de l'électromagnétisme. Le cheptel de certains élevages a connu des pathologies importantes dues à ces phénomènes.

M. du Chalard dénonce également les effets négatifs sur le paysage, en soulignant la visibilité importante qu'aura le parc depuis certains points, comme depuis les rives de la vallée de la Gartempe.

RM02 13/03/2019 M et Mme Chartier Jean-Louis et Eliane Le Chiroux
86500 Plaisance

M et Mme Chartier sont favorables au projet, qui contribue au mix des énergies renouvelables, et qui apportera des revenus à la commune, susceptibles de limiter les impôts.

RM03 14/03/2019 De Liniers Pierre

M. de Liniers n'a pas indiqué son lieu de résidence. Il est opposé au projet qui va défigurer la région, la vallée de la Gartempe, et nuire à la santé et aux animaux.

RM04 21/03/2019 Jansen Constant Le Chambon 86390 Lathus

M Jansen est opposé au projet. Il remet un courrier dans lequel il développe un argumentaire concernant les migrations des grues. Il déplore l'abandon des ZDE.

Il joint à son courrier copie d'un courrier de son épouse développant le même type d'argumentaire à l'occasion de l'enquête sur le projet de la ferme éolienne de Plaisance développé par la société Volkswind, copie d'un article de la revue *Science* (en anglais) relatif à l'importance des chauve-souris dans l'agriculture et à l'impact de l'éolien sur celles-ci, ainsi qu'une copie d'un courrier de la LPO adressé au bureau d'étude Exen pour décliner la proposition de participer à un pré diagnostic des sensibilités ornithologiques, dans lequel la LPO expose les enjeux avifaunistiques qu'elle identifie, et la question de la migration des grues cendrées.

M. Jansen me fait part oralement de sa préoccupation concernant l'atteinte à la population de chauves-souris que pourrait avoir le projet, car la régulation que ces mammifères opèrent sur les insectes pourrait être atténuée (cf. l'article de *Science*) ; ceci pourrait jouer un rôle concernant la propagation de la myiase du mouton, présente dans le sud Vienne (M. Jansen est éleveur ovin, ainsi qu'arboriculteur).

RM05 21/03/2019 Gysbregts Angela Le Chambon 86390 Lathus

Mme Gysbregts se déclare opposée au projet, et développe les arguments exposés par M. Jansen au sujet de la myiase et du rôle des chauves-souris. Elle évoque les mesures de bridage qu'il conviendrait d'envisager si le projet se réalise.

RM06 27/03/2019 Lanneau François La Font Nadeau Plaisance

M. Lanneau se déclare favorable au projet en raison du caractère écologique de cette production d'énergie et des retombées économiques pour le territoire.

RM07 27/03/2019 Ducellier Gérard Lieu-dit BEAUPUY 86500 Saulgé

Lors de sa venue à la permanence du 27 mars, M. Ducellier a étudié le dossier, avec mon aide, et a indiqué qu'il adresserait un courrier. Ce courrier a été fait sous la forme de l'observation n° 31 portée au Registre dématérialisé (voir ci-après la présentation des observations faites sur le registre dématérialisé).

RM08 27/03/2019 Ducellier philippe L'Age de Plaisance 86500 L'AGE

Opposé au projet, M. Philippe Ducellier conteste la pertinence de l'implantation d'éoliennes en sud Vienne ; il souligne le cout écologique d'un tel projet, les effets sur les grues notamment, sur la santé, humaine et animale ; il souligne l'impact négatif sur le foncier et donc la dévalorisation de sa propriété.

RM09 27/03/2019 Cendoya Maria Saulgé

Mme Cendoya s'inquiète de l'impact du projet sur les oiseaux migrateurs, le parc se situant dans le couloir de migration et étant à proximité d'une ZPS Natura 2000. Elle fait état de l'avis défavorable de la LPO Poitou-Charentes et fait référence à l'étude de la LPO, *Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune*, selon laquelle la mortalité directe due aux éoliennes est au moins deux fois plus importante dans les parcs situés à moins de 1 000 m des Zones de Protection Spéciale.

Elle s'étonne que ces avis n'aient pas été pris en compte.

RM10 27/03/2019 Larrant Jacques
Maire de Saulgé 1, rue Le Toffé 86500 Saulgé

M. le Maire fait part de l'avis défavorable de sa commune au projet des Terrages.

En effet, ce projet contrevient aux principes qu'avait défini l'ex-communauté de communes du Montmorillonnais, en impactant la vallée de la Gartempe, en étant en co-visibilité avec 3 sites classés de la commune de Saulgé et en contrariant les efforts de la commune pour le résidentiel et le tourisme, avec, entre autres, un bourg rénové, des hébergements plus nombreux.

De plus, M. le Maire s'inquiète de l'impact très négatif, susceptible de dégrader les aménagements récemment effectués, qu'entraînera le raccordement au poste de Montmorillon de trois projets éoliens différents, les Gassouillis à Bussièrès Poitevine, la ferme éolienne Volkswind et les Terrages à Plaisance, dont les tracés passeront nécessairement par Saulgé.

M. le Maire pensait que cette question du raccordement n'avait pas été abordée dans le dossier de présentation. Je lui ai montré, lors de notre rencontre, les parties du dossier où cela est présenté.

M. le Maire signale une erreur à cet égard, au 5.2.7.3 de l'étude d'impact : ce n'est pas la société Enedis qui serait compétente, mais la société SRD du syndicat Energies Vienne. M. le Maire est en contact avec les services de cette société qui l'ont informé, à titre indicatif, du tracé à l'étude concernant la ferme éolienne de Plaisance (Volkswind).

M. le Maire déplore l'absence de concertation entre les entreprises concernées sur cette question du raccordement.

Il a fait part de ses préoccupations en adressant un courrier à Mme la sous-préfète de Montmorillon et un autre à Mme la Présidente de la communauté de communes Vienne et Gartempe ; il m'a remis copie de ces courriers qui sont annexés au présent PV, avec l'ensemble des observations.

RM11 27/03/2019 Jansen Le Chambon 86390 Lathus

M. Jansen est venu en permanence pour présenter les premiers éléments du dossier qu'il prépare concernant les infrasons, issus de plusieurs études sur la question.

RM12 01/04/2019 Tabuteau Aurélien, Maire de Plaisance 86500
Plaisance

M. Tabuteau, Maire de Plaisance, expose ses arguments en faveur de l'éolien et du projet : caractère écologique, impacts bien moindre que les moyens de déplacements, autoroutiers ou ferroviaires, impact favorable à l'emploi (cf formation maintenance de l'éolien au Lycée Professionnel de Montmorillon).

RM13 01/04/2019 Lavaud JM

M. JM Lavaud ne partage pas le point de vue du Maire de Plaisance et a déposé en Mairie le 1^{er} avril, un argumentaire de 4 pages, proposé par un collectif d'associations opposées au développement du vaste programme éolien dans le Sud Vienne.

Cet argumentaire dénonce le caractère non écologique de l'éolien, sa non pertinence dans le mix énergétique, le montage économique de cette filière (le citoyen finançant celui-ci via la CSPE), les mesures concernant le démantèlement inadaptées et aux conséquences désastreuses, les conséquences en terme de santé, les dispositions relatives au « droit à polluer », et enfin l'atteinte à la paix sociale.

RM14 01/04/2019 Lavaud Alain 33, rue des Peix 86500
Montmorillon

M. Lavaud se déclare opposé au projet car il menace la santé, produira des nuisances visuelles et sonores, aura un impact sur la faune, portera atteinte à l'agriculture, à l'immobilier et au tourisme, dégradera le paysage et la qualité de vie, sans pour autant bénéficier aux habitants, si ce n'est les propriétaires des terrains concernés et les collectivités locales.

RM15 01/04/2019 Micotti JP

M. Micotti se déclare contre le projet, et pour la Nature.

RM16 03/04/2019 Guinard 86290 Coulonges

M. Guinard se déclare opposé au projet en raison du trop grand nombre de projets éoliens dans le même secteur, créant ainsi un effet d'encerclement pour les communes concernées.

Il convient de préserver le bocage, et d'éviter les nuisances pour les élevages (cf les nombreux décès d'animaux à Nozay).

M. Guinard estime qu'il convient de rechercher d'autres énergies renouvelables.

RM17 03/04/2019 Familles Nallet, Elie et Tulkens 5, place de l'église
86500 Plaisance

La personne venue en permanence s'exprime au nom des familles Nallet, Elie et Tulkens.

Opposée au projet, elle fait état des troubles qui se développent chez les animaux, les troupeaux, les grues, ainsi que pour les hommes, du fait des sons émis par les pales des éoliennes. Rien ne survit sous et autour des éoliennes. Par ailleurs, il y aurait lieu lors des démantèlements, d'enlever tout le béton des fondations.

Sur les plans financiers et économiques, cette personne demande que soit précisé le régime fiscal des revenus issus de la location des terrains, estime que les retombées sont inexistantes pour la commune, et pointe la faiblesse du capital de la société Enertrag Poitou-Charentes IV.

RM18 03/04/2019 Jansen Constant

M. Jansen remet l'étude annoncée relative aux infrasons, ainsi qu'un deuxième courrier critiquant la justification du projet.

S'appuyant sur deux études sur les infrasons, M. Jansen estime que cette question n'a pas été correctement appréhendée dans le dossier des Terrages, ni quant au dB produit par les machines, s'agissant précisément de dB et non seulement de dB (A), ni quant aux distances auxquelles ces infrasons sont perceptibles.

Citant l'ANSES selon laquelle « la caractérisation de l'exposition sonore via l'utilisation d'indices acoustiques seuls, ne permet pas d'évaluer correctement les impacts sanitaires extra-auditifs du bruit », M. Jansen demande que soit mesuré le spectre acoustique entier des éoliennes, et que soit vérifié, si le parc est autorisé et une fois celui-ci en fonctionnement, le bruit des infrasons à l'intérieur des habitations (voir son courrier pour le détail de sa demande).

Dans un second courrier, M. Jansen critique la justification du projet relativement à sa situation sur le territoire emblématique du Sud Montmorillonnais (cf SRE Poitou Charente) et au fait qu'il ne se situe pas en ex-ZDE alors que c'est ce que souhaite la communauté de communes.

RM19 03/04/2019 Charrier Mireille Chez Ragon 86390 Lathus

Mme Charrier est opposée à l'éolien qui ne constitue pas une énergie propre, est inefficace et en réalité est le produit de gros intérêts financiers. L'éolien défigure les paysages, ruine le tourisme, porte atteinte à la santé, font chuter la valeur des biens.

Mme Charrier joint à son courrier deux pages d'un argumentaire en six points, pour s'opposer au projet de 4 éoliennes à Plaisance.

Cet argumentaire pointe l'inutilité de l'éolien quant à la production d'électricité, à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'emploi. Il dénonce son caractère nuisible quant au marché de l'électricité, par son intermittence qui implique le recours à des énergies fossiles, par ses inconvénients visuels, sonores et financiers pour les habitants (dépréciation de l'immobilier).

En conclusion, un projet éolien à Plaisance, c'est probablement dégrader le paysage et la qualité de vie.

La loi de transition énergétique est une folie ; le développement de l'éolien en France est inutile et nuisible et doit être arrêté.

RM20 03/04/2019 APPEL association pour la protection des paysages et de l'environnement de Lathus 3, chez Ragon 86390 Lathus-St Rémy

Le courrier de cette association conteste la pertinence de l'éolien en tant que production d'électricité, ses effets destructeurs concernant le paysage, l'attractivité du territoire, le tourisme, l'activité économique, la santé.

Il souligne également la densification due à la multiplicité des projets éoliens sur le secteur et fournit une carte présentant cette perspective.

Il souligne aussi tout particulièrement l'atteinte à la vallée de la Gartempe, site classé et fournit une carte indiquant le périmètre de ce site classé, ainsi que celui du site Natura 2000.

En conclusion, ce courrier cite plusieurs responsables politiques qui rejettent l'éolien.

RM21 03/04/2019 Lhopitalier Jean-Yves 2, allée des charmilles Abenoux
86390 Lathus-St Rémy

M. Lhopitalier souhaite que les paysages ne soient pas sacrifiés au profit de promoteurs éoliens sans scrupules, et sans souci des populations et du cadre de vie.

Les projets, souligne-t-il, se multiplient sans aucune régulation ni cohérence.

Et même quand ils sont refusés par l'autorité préfectorale, ils sont autorisés par le tribunal administratif, comme c'est le cas pour la ferme éolienne de Plaisance (projet Volkswind).

M. Lhopitalier estime que la pertinence de l'éolien est très discutable et critique son mode de subventionnement.

Il dénonce le mépris avec lequel sont traités les habitants des alentours de Plaisance, soulignant que de nombreux habitants sont découragés et ne s'expriment plus lors des enquêtes publiques.

RM22 03/04/2019 Percheron Stephane 63 route de Saint Georges 86360
Chasseneuil du Poitou
et
4 chez Tabuteau Lathus 86390 Lathus-St Rémy

M. Percheron exprime sa désapprobation concernant le projet de quatre nouvelles éoliennes à Plaisance, à proximité des cinq éoliennes prévues par le projet Volkswind.

Il en évoque les nuisances et les dommages à la faune.

De plus, il formule des objections à caractère économique, les pertes subies quant à la dépréciation de l'immobilier, les pertes d'opportunité dans le tourisme dépassant largement les avantages financiers revenant à ceux qui hébergent ces équipements. Aucune étude sur la zone concernée n'a été faite à cet égard, souligne-t-il.

RM23 03/04/2019 Lhopitalier Moana 2, allée des charmilles Abenoux
86390 Lathus-St Rémy

Moana Lhopitalier souligne que les simulations d'insertion des éoliennes sont alarmantes ; l'effet visuel sera dramatique. La valeur de cette région vaut par son calme et ses paysages préservés.

Elle ne veut pas de la vaste zone industrielle que créeraient les différents projets en cours à Bussière-Poitevine, Plaisance et Lathus, au centre de laquelle serait sa maison familiale.

Registre dématérialisé :

RD1 04/03/2019 22:01 Carole Malvert Moulismes 86500

Mme Malvert est opposée à l'éolien pour les raisons suivantes : envahissement, simulacre de concertation, atteinte au foncier agricole, à la faune et à la flore. Les parcs éoliens devenus obsolètes pèseront sur les générations futures.

RD2 05/03/2019 11:00 Dominique Tissier 1, rue de la Touche
CHAILLAC 36310

Président de l'association Bouchures, Traditions et Héritage, dont le siège est à Chaillac, M. Tissier exprime une totale opposition au projet : manque de vent, destruction du paysage, pollution des sols, atteinte à la valeur de l'immobilier, atteinte à l'économie locale, nuisances sur la faune (migration des grues, chiroptères), sur la santé (infrasons).

L'éolien n'a pour but que de bénéficier d'une manne financière (garantie du prix d'achat de l'électricité produite) payée par le client (CSPE).

Enfin M. Tissier souligne que 31 machines vont envahir ce territoire.

RD3 06/03/2019 08:21 Guespereau Geneviève

Mme Guepereau demande l'arrêt de nouvelles constructions (d'éoliennes) et dit stop au mitage des campagnes.

RD4 06/03/2019 11:07 Mazoin Marie Lise

Des éoliennes oui, mais dans des secteurs où elles ne nuisent pas à l'environnement ni à la vie des habitants du secteur.

RD5 08/03/2019 09:41 Munroe Julia 7 Rue Principale, Maisoncelle Lathus
St Remy 86390

Non à un 4e parc éolien autour de Lathus pour éviter la destruction en marche de nos paysages, de notre nature et de notre qualité de vie.

RD6 08/03/2019 09:44 Dale Stacey 7 Rue Principale, Maisoncelle Lathus
St Remy 86390

Non à un 4e parc éolien autour de Lathus pour éviter la destruction en marche de nos paysages, de notre nature et de notre qualité de vie

RD7 09/03/2019 11:50 Pennie Nicky 8 lieu dit Chavenac Lathus St
Remy 86390

Non à un 4e parc éolien autour de Lathus pour éviter la destruction en marche de nos paysages, de notre nature et de notre qualité de vie

RD8 09/03/2019 13:15 Pennie Simon 8 lieu dit Chavenac Lathus St
Remy 86390

Non à un 4e parc éolien autour de Lathus pour éviter la destruction en marche de nos paysages, de notre nature et de notre qualité de vie

RD9 05/03/2019 10:23 Couptry Perrine

Mme Couptry exprime son opposition à ce projet de parc éolien pour les raisons suivantes : danger pour la santé des animaux des élevages avoisinants, économique pour les éleveurs locaux (baisse de la productivité des élevages), danger écologique, pour la faune sauvage, les sols seront contaminés à vie.

L'éolien a de nombreux impacts négatifs sur les êtres vivants: les promoteurs seront tenus responsables de leurs actes préjudiciables à la santé publique.

RD10 07/03/2019 09:27 Association selt Boisgrenier
Liglet 86290

Cette association de 117 adhérents, qui s'est donné pour vocation de défendre l'environnement sur l'ensemble du département de la Vienne, exprime son opposition

au projet, dans un argumentaire de 5 pages, que j'invite la société Enertrag à lire dans son détail

L'association SELT y dénonce le mitage du territoire et la densification importante des projets éoliens, et souligne que ces projets sont menés sans régulation, sans cohérence et sans concertation réelles avec la population.

Ce courrier annonce d'autres observations à venir de la part de l'association SELT : cf RD16, RD23 et RD34.

RD11 04/03/2019 22:47 Harry et Lee Adams
RD12 04/03/2019 22:34 Harry et Lee Adams 3 Allée des Charmilles
Abenoux
86390

RD11 et RD12 font doublon, chacune de ces observations adressées par mail via le registre numérique, envoient le même courrier.

Dans celui-ci, M. et Mme Adams proposent un texte en anglais qu'ils ont traduit.

M. et Mme Adams sont opposés au projet éolien des Terrages, contestant la pertinence de production électrique éolienne, dénonçant l'atteinte aux belles campagnes, proposant plutôt l'énergie photovoltaïque et soulignant le risque pour les oiseaux migrants.

RD13 12/03/2019 13:24 AQVA creuse ANZEME 23000

L'association AQVA, Agir pour la Qualité de Vie à Anzême, dans la Creuse, proteste contre la présentation du business plan, car il n'est pas sur un modèle français. Il est donc difficile à comprendre. Le dossier est donc incomplet, ne comportant pas une présentation accessible du montage financier.

RD14 12/03/2019 15:05 Gauthier Serge
Saint-Laurent-de-Céris 16450

M. Gauthier fait part de son opposition totale à ce projet démentiel, qui transforme le Sud-Vienne/Nord-Charente en un gigantesque parking éolien.

RD15 14/03/2019 12:44 charrier mireille Chez Ragon Lathus 86390

Sans objet. Mme Charrier signalait une difficulté d'utilisation du registre dématérialisé, elle s'est par ailleurs exprimé en venant en permanence déposer deux observations, l'une en son nom, l'autre pour l'association pour la protection des paysages et de l'environnement de Lathus (cf RM19 et RM20).

RD1620/03/2019 19:30 Association selt Boisgrenier
Liglet 86290

L'association SELT (cf RD10) adresse un courrier dans lequel elle expose trois sujets qui participent de son opposition au projet des Terrages :

L'étude d'impact est incomplète car elle ne traite pas la question du raccordement au réseau, en infraction à l'article L122-1 du code de l'environnement. Il y a la un vice grave du dossier.

Le plan d'affaire est en langue étrangère, ce qui est prohibé, la langue officielle étant la langue française

Le mitage du territoire par l'éolien illustré de nouveaux exemples.

RD1721/03/2019 09:28 Venitus andré le domaine de "La Trie"
LATHUS 86390

M. Venitus manifeste son opposition au projet des Terrages, car il va porter atteinte au paysage, à la vallée de la Gartempe, et provoquer des nuisances, sonores, sur la faune et porter atteinte au tourisme.

RD1821/03/2019 17:56 Alain Giraud
RD1922/03/2019 12:50 Giraud Alain Le Coudray Liglet 86290

M. Giraud a envoyé deux fois la même observation, l'une par mail, l'autre en dépôt direct sur le registre dématérialisé.

Son courrier s'intitule « Avis d'opposition ».

Il dénonce le modèle économique français de l'éolien, la pertinence de celui-ci dans le mix énergétique, le nombre d'éoliennes prévues dans le Montmorillonnais (200 à 250), l'incohérence de la politique gouvernementale de l'énergie et la gabegie quelle entraîne.

Il souligne l'atteinte grave au paysage que vont provoquer les projets éoliens, notamment sur la vallée de la Gartempe ; il critique l'étude d'impact, qu'il considère partielle, et négligeant de nombreux sujets (monuments, vallée de la Blourde, ZPS étang de Beaufour, couloir migratoire).

Concernant l'atteinte aux paysages, et citant Fernand Braudel, M. Giraud illustre son propos de plusieurs exemples pour montrer la perte de ceux-ci.

RD2022/03/2019 10:38 Marc de Rocquigny
(DE ROCQUIGNY Francois)

Le projet des Terrages est inapproprié au respect de la nature : vallée de la Gartempe, chauves-souris, insectes, papillons, oiseaux migrateurs seraient gravement perturbés.

RD2125/03/2019 15:37 Dhardemare Eudes le puycatelin saint barbant
87330

Non aux parcs éoliens dans nos paysages, ni rentables, ni écologiques ; non aux nuits clignotantes, aux stroboscopes, au bruit, aux infrasons ; non à la « finance écolo ».

M. Dhardemare a fait une seconde observation, au nom de l'Association pour la Défense et protection des Paysages de St Barbant, Saint Martial, Bussiere Poitevine ; cf RD46

RD2225/03/2019 20:00 Meillet Bernard Bercezioux Rillé
Jouhet 86500

En opposition au projet des Terrages, le parc se situant sur des passages de migration d'oiseaux. La pollution nocturne s'accroît avec la multiplication et l'agrandissement des parcs éoliens, l'écotourisme est menacé.

RD2326/03/2019 22:42 Association selt Boisgrenier
Liglet 86290

Dans cette troisième contribution (après les RD10 et 16), l'association SELT dénonce, sur quatre sujets principalement, le caractère flou, imprécis et insuffisant de l'étude naturaliste (intitulée dans le dossier étude sur les milieux naturels). Le courrier de cette association détaille et argumente son point de vue de façon précise, il t a lieu de s'y reporter pour l'appréhender pleinement.

Site d'implantation inadapté au regard des enjeux avifaunistiques, ainsi que l'a signalé la LPO dans un courrier au cabinet d'expertise Exen.

Axe migratoire de la grue cendrée : SELT dénonce le manque de sérieux de l'étude et l'in vraisemblance des affirmations de l'étude ; l'insuffisance de celle-ci est criante, estime SELT, qui souligne qu'aucune mesure d'évitement, de compensation n'est proposée.

L'œdicnème criard, espèce en danger, comme d'autres espèces patrimoniales, est présent dans l'aire d'étude immédiate, notamment dans la ZPS bois de l'Hospice et étang de Beaufour ; la patrimonialité et la rareté de l'œdicnème criard, sa conservation très défavorable, sa grande sensibilité à l'éolien, aurait dû faire l'objet d'une demande de dérogation au titre de l'article 411-2 du code de l'environnement portant sur le dérangement d'une espèce protégée.

Aucune mesure de protection ou d'évitement n'est proposée.

Les rapaces : plusieurs espèces patrimoniales sont présentes sur le site de Plaisance. La caractérisation comme faible des incidences du projet est irrecevable.

La biodiversité doit être protégée, or le site des Terrages est extrêmement contraint, ainsi que l'a indiqué la LPO, el projet doit donc être abandonné.

RD2427/03/2019 12:24 Leleu Laurent Les Gouges Bernac 16700

M. Leleu dit non au parc éolien des Terrages, pour les raisons suivantes :
Non pertinence de l'électricité éolienne, modèle économique qui coute cher à l'économie française et au contribuable

Préjudice sur l'écologie : caractère non durable, pollution des sols, environnement déformé, massacre de la biodiversité.

La qualité de vie étant altérée, touchant même la santé(syndrome éolien), le principe de précaution devrait être évoqué.

Les biens immobiliers perdront de la valeur, le patrimoine naturel et culturel sera affecté, de même que le tourisme.

Le Poitou-Charentes est à saturation d'éoliennes, conclut M. Leleu, produisant à l'appui de son courrier la carte DREAL de l'éolien en Nouvelle Aquitaine et un article de La Nouvelle République sur l'éolien en Mellois. Il joint également un article sur le parc éolien de Nozay (Loire atlantique)

RD2527/03/2019 09:51 Clément Jean-Michel

M. Clément, député de la circonscription, fait part de la tribune qu'il a rendu publique récemment, et qui est signée de nombreux élus.

Ce texte appelle à une maîtrise du développement des énergies renouvelables notamment l'éolien. M. Clément écrit que le développement du territoire est menacé par le développement anarchique de projets éoliens, et risque de compromettre l'axe essentiel de développement qu'est le tourisme. De même le maintien de population est menacé dans la perspective d'un environnement défiguré.

RD2627/03/2019 14:14 Genet Paul
ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA Gartempe 16, route d'Haims
Montmorillon 86500

Au nom de l'association pour la sauvegarde de la Gartempe, M. Genet se prononce contre le projet des Terrages.

Conteste la pertinence technique et économique de la production électrique par l'éolien, conteste le caractère écologique de celle-ci et la politique de développement des énergies renouvelable de notre pays.

Estime que « le pétitionnaire ne prend pas en compte les règlements d'urbanisme qui s'appliquent et surtout qui s'appliqueront sur le territoire de la commune de PLAISANCE. » et considère « qu'il est nécessaire d'attendre que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de communes Vienne et Gartempe, et le SCoT Sud Vienne, dont la commune de PLAISANCE est membre, soient élaborés et approuvés, afin de vérifier s'ils sont compatibles avec la construction de cette centrale d'éoliennes industrielles. »

Il estime également que « Le pétitionnaire ne peut justifier son choix d'implantation sur la base du volet éolien du Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie du Poitou-Charentes » puisque celui-ci a été annulé par la justice administrative.

La pérennité de l'éolien est incertaine du fait des changements possibles dans le soutien financier dont bénéficie cette filière.

Il souligne l'indispensable protection de l'identité de ce pays de bocage, dans ses dimensions paysagères et patrimoniale, en en livrant une longue description et en

fournissant une liste des édifices protégés de plus d'une cinquantaine de sites. Il affirme qu'aucun montage photographique n'a permis de vérifier l'impact visuel sur ces sites.

Paysages :

À la suite d'une démonstration de dix pages, M. Genet conclut que le projet « porterait grandement atteinte à la qualité paysagère des lieux ». il estime également que « le pétitionnaire n'a pas vraiment étudié les impacts cumulés de tous les différents projets de construction d'éoliennes », et aussi que « L'étude d'impact ne fournit aucune étude des effets directs et indirects de ce projet sur le tourisme. »

M. Genet estime que le projet ne peut être implanté sur le site prévu, car il comporte des zones humides

l'avifaune, les chiroptères

M. Genet estime que « l'étude d'impact est incomplète en ce qu'elle ne produit pas d'étude permettant d'évaluer les impacts des éoliennes sur l'avifaune, et qu'elle renvoie après la mise en service des éoliennes l'éventuelle mise en œuvre de simples mesures d'accompagnement ». il liste les espèces menacées par le projet, et souligne que leur protection est prioritaire.

En 7 pages, M. Genet présente un état de la question des chiroptères et des éoliennes, précise que les préconisations Eurobat ne sont pas respectées et conclut « L'étude d'impact ne présente pas la nécessaire analyse qui devrait préciser les effets négatifs du projet sur les chiroptères. »

la santé

Bruit peut générer divers troubles que liste M. Genet ; il affirme que « les émergences nocturnes non réglementaires relevées en période diurne et nocturne, confirment l'inaptitude du site pour de telles installations. »

Concernant les infrasons, M. Gilet livre cinq pages d'analyse par lesquelles il appelle à la mise en œuvre du principe de précaution, compte tenu des études existantes sur la question.

Enfin M. Gilet fait une analyse de la question des terres rares présentes dans une éoliennes : néodyme et cadmium notamment ; ainsi, selon M. Gilet, « l'étude d'impact devait procéder à une évaluation des risques éco toxicologiques liés à l'ensemble des métaux présents dans les anodes sacrificielles en tenant compte de leur forme chimique et de leur potentielle bioconcentration dans la chaîne alimentaire. »

RD2727/03/2019 16:54 Quemizet claudie
(via Poncheaux Jose) 12 commernac arnac la poste 87160

Non aux éoliennes : massacre de nos paysages, les contribuables paient, cela ne crée pas d'emploi.

RD2827/03/2019 18:00 Bontempelli Vincenzo 9 Rue du Dolmen
Marchain
Lathus Saint-Rémy 86390

M. Bontempelli est contre ce projet de quatre éoliennes de 180 mètres de haut, qui met en danger le bocage magnifique de Plaisance, s'ajoutant au trois autres parcs dans un rayon de 4 km. Il mettra en dangers les espèces protégées, produira des infrasons et des troubles de santé.

RD2927/03/2019 18:22 bontempelli Wendy Kate 9 Rue du Dolmen
Marchain
Lathus Saint-Rémy 86390

Notre magnifique vallée de la Gartempe est en danger, affirme Mme Bontempelli. « Je suis contre ce projet de 4 éoliennes de 180 m. de haut à Plaisance, qui aura forcément des effets néfastes sur les animaux, oiseaux et chauve-souris, présents dans les zones protégées au tour et les étangs à l'intérieur de la zone. Les machines abîmeront aussi nos beaux paysages. »

RD3028/03/2019 08:49 LEFAVRE Robert et Marie.France Le Riadoux
Bonneuil 36310

M. et Mme LEFAVRE sont opposés au projet pour les raisons suivantes :
Destruction du paysage, saturation de celui-ci, devenant une zone industrielle,
destruction des écosystèmes et du patrimoine, protection de la vallée de la Gartempe,
destruction de la biodiversité, nuisances pour les riverains, sonores, lumineuses, liées aux infrasons

RD3128/03/2019 10:48 DUCELLIER Gérard Lieu-dit BEAUPUY Saulgé
86500

M. Ducellier habite le Château de Beaupuy ; il exprime sa ferme opposition au projet en raison de l'atteinte au paysage et à la vallée de la Gartempe qu'il constituera. Le château de Beaupuy sera impacté, la vue de la terrasse sera détériorée, le clignotement nocturne des éoliennes donnera en effet sur les fenêtres des chambres.

M. Ducellier termine en soulignant que « Le dossier est un plaidoyer pour un projet qui est surtout de l'intérêt propre de la société Enertrag et des quelques propriétaires concernés, pas celui des habitants du secteur. »

RD3228/03/2019 11:20 Anonyme

L'intervenant se déclare totalement favorable au projet. « Le territoire n'est pas "couvert" d'éoliennes » comme cela est souvent affirmé. « Ce projet permettra d'augmenter encore la part d'ENR dans le mix énergétique français et de réduire la dépendance aux énergies fossiles et fissiles. »

RD3328/03/2019 12:22 Cattan charlotte la grande foret souffrignac 16380

Mme Cattan est opposée au projet en raison du bruit, de la pollution visuelle, du grand danger pour l'avifaune. Il n'y aurait pas d'éoliennes sans subventions.

RD3428/03/2019 10:12 Association selt Boisgrenier
Liglet 86290

SELT complète ses contributions précédentes (RD10, 16 et 23) par un rappel des protections concernant le site de la haute vallée de la Gartempe, dont les différentes mesures doivent exclure de ce secteur tout projet industriel tel le projet éolien des Terrages à plaisance.

RD3528/03/2019 10:32 Magne Georges
RD3628/03/2019 10:41 Magne Georges L'Age Arnac la Poste 87160

Les deux observations enregistrées sur le registre dématérialisé constituent en fait une seule et même observation.

M. Magne, dans un courrier de quatre pages, émet des doutes quant à la valeur de l'enquête publique et à la pertinence des avis des commissaires enquêteurs et au rôle des élus.

Il souligne la forte opposition citoyenne, la prise de conscience des enjeux sur le paysage, pour l'avifaune, pour le patrimoine historique, pour le patrimoine immobilier, l'activité agricole et le tourisme. Il met en avant les intérêts des riverains et de la nature.

Il souhaite que ne soit pas donné un avis favorable à « ce projet qui constitue un appel au meurtre de l'avifaune et une destruction des terres agricoles et des paysages. »

RD3728/03/2019 11:13 Marcel Puygrenier 4, lieu dit Bachellerie
Saulgond 16420

M. Puygrenier fait part de ses observations très défavorables, en raison de la saturation des paysages qu'entraîneraient les parcs éoliens dans le secteur, de la nécessité de protéger absolument la vallée de la Gartempe, de celle de protéger la biodiversité, et de veiller à la qualité de vie des habitants, en évitant les effets sur la santé.

Les habitants de Saint Rémy seraient encerclés par 20 éoliennes géantes souligne M. Puygrenier.

RD3828/03/2019 11:53 Asso3D - Défense du val de Dronne et de la Double
11, rue des Faux christes Saint-Aulaye-Puymangou 24410

Cette association s'oppose au projet des Terrages et partage l'avis des riverains qui signalent les inconvénients du projet :
L'éolien n'est pas une ENR adaptée à la région

L'effort contre les GES doit porter sur les activités qui les génèrent
La région risque d'être saturée par les éoliennes
La distance de 500 m des habitations est inadaptée, la réglementation concernant les nuisances sonores est inadaptée.

RD3928/03/2019 12:16 bawden claudia
RD4028/03/2019 13:01 bawden claudia

Les deux observations Mme Bawden enregistrées sur le registre dématérialisé n'en constituent en fait qu'une seule dont le sujet porte essentiellement sur les infrasons. Mme Bawden conteste la pondération A à l'unité de mesure de décibel qui est utilisée pour l'étude acoustique dans les projets éoliens. Elle produit à l'appui le texte d'une intervention d'un médecin néo-zélandais, et une étude en anglais de deux intervenants australiens à une rencontre de l'*Acoustical society of America*, en 2017.

RD4128/03/2019 12:35 De fouilloy Adèle

Mme de Fouilloy adresse un relevé acoustique montrant des mesures d'infrasons dus à des éoliennes.

RD4228/03/2019 17:50 GUIGNARD Liliane 1, Le Plan
LUSSAC LES EGLISES 87360

Mme Guignard fait état de témoignages à Lussac les églises relatif au bruit insupportable produit par un parc éolien et donne l'adresse internet de video à ce sujet.

Elle fait état d'engagements non tenus sur le fonctionnement du parc et sur la préservation de l'état du site et de la nature et la faune.

Elle indique qu'elle-même souffre de trouble de santé dus à la proximité de son domicile de six aérogénérateurs.

RD4328/03/2019 19:40 Elliston Chloe Lesterie St Maurice des lions
16500

Trop d'éoliennes dans nos paysages. Elles détruisent les bocages, les flores et faunes. Elles causent des maladies, acouphènes, insomnies et beaucoup plus.

RD4428/03/2019 19:48 Meopham Helen 12a Pershore Road Evesham
WR11 2GG

Observations d'une personne résidant en Grande Bretagne semble-t-il, et rédigée en anglais, apparemment opposée au projet et préconisant l'énergie solaire.

RD4529/03/2019 17:05 Ducellier Marie José Beaupuy Saulgé 86500

Mme Ducellier a émis son observation en deux saisies (RD 45 et RD53) sur le registre dématérialisé et en déposant en Mairie le courrier qu'elle n'avait pas réussi à enregistrer.

Celui-ci est donc pris en compte au titre de cette observation faite en deux fois sur le registre dématérialisé.

Mme Ducellier est opposée au projet. Elle réside au château de Beaupuy, sur la commune de Saulgé et dénonce l'implantation des éoliennes au détriment des paysages, contrairement à ce que préconisait le SRE.

Elle indique que 33 projets éoliens sont à l'étude autour de Plaisance et souligne « l'overdose » des riverains.

Les clignotements rouges la nuit seront visibles de son domicile comme pour tous les habitants de Plaisance ayant des fenêtres au sud.

RD4629/03/2019 07:25 D'HARDEMARE Eudes le puycatelin, saint barbant
87330

Au nom de l'Association pour la Défense et protection des Paysages de St Barbant, Saint Martial, Bussiere Poitevine, M D'hardemare exprime un avis défavorable, la vie à proximité des éoliennes devenant très désagréable, l'immobilier perdant sa valeur. Ce projet ne contribue pas à sauver le climat.

RD4729/03/2019 10:23 MATHIAU Pierrette 27 rue des Fleurs
Arnac la Poste 87160

Mme Mathiau manifeste son opposition déterminée à l'installation d'aérogénérateur s à Plaisance :

Ils ne produisent quasiment pas d'électricité

Ils nécessitent le recours à des centrales thermiques, augmentant ainsi la production de CO2

Cette énergie est coûteuse pour le consommateur et non rentable

C'est une invasion de machines sur ce territoire qui lui fait perdre ses atouts de cadre de vie et son attrait patrimonial et paysager.

Les nuisances sont surabondantes (sonores, sanitaires)

Mme Mathiau dénonce l'imposture de l'écolo-business éolien.

RD4829/03/2019 11:28 Guerraud Étienne
2 grand rue
Plaisance 86500

M. guerraud exprime son désaccord à l'installation des éoliennes du projet Terrages à Plaisance.

M. Kawala se déclare opposé au projet des Terrages et conteste le dossier présenté à l'enquête publique, sur plusieurs points qu'il développe dans un raisonnement très argumenté et précis.

Tout d'abord, il estime que l'étude d'impact est incomplète en ce qu'elle omet de traiter la question du raccordement au réseau de transport d'électricité, en infraction à l'article L122-1 du code de l'environnement.

Il complète : « La demande d'autorisation dont l'étude d'impact oublie d'examiner les conséquences de la ligne de raccordement au poste source ne saurait prospérer sans violer un principe essentiel destiné à éviter le « saucissonnage » des projets préjudiciable à l'information du public. » et présente la jurisprudence européenne en la matière.

Il écrit : « L'enfouissement d'une ligne HT de 20.000 volts a nécessairement des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine et animale (rayonnement électromagnétique, manœuvre d'engins, tranchées, servitudes...) »

Concernant le rayonnement électromagnétique, il mentionne le cas de Nozay en Loire Atlantique).

Enfin, il affirme que « le plan du tracé pressenti de la ligne enfouie montre qu'il ne peut y avoir absence d'impact environnemental. »

Sur ce sujet il conclut que « le caractère partiel et incomplet de l'étude d'impact vicie totalement la demande d'autorisation. »

Le second point porte sur le défaut de maîtrise foncière. M. Kawala développe un raisonnement selon lequel la société Enertrag Poitou-Charentes IV, pétitionnaire, ne détient pas la maîtrise foncière.

Le troisième point porte sur la structure adoptée de société en commandite simple et le montage qui en découle. M ; Kawala affirme que « sa complexité rendra insoluble toute recherche de responsabilité, notamment environnementale. »

« Rien n'est prévu » ajoute-t-il, « par le code de l'environnement ou ailleurs pour instituer une responsabilité de la société mère en cas de préjudice sur la santé humaine et animale.

Les citoyens se trouveront alors confrontés à une société avec un faible capital social et une police d'assurance dont les conditions et le plafond des garanties n'ont pas été communiquées par le pétitionnaire. »

Le quatrième point porte sur l'absence de justification financière : aucun engagement bancaire ferme, il n'est pas précisé si les coûts des travaux de raccordement sont inclus dans le plan prévisionnel, le coût de démantèlement est insuffisant, les sommes devraient être consignées à la caisse des dépôts et consignation

Dans un cinquième point, M. Kawala estime que la production électrique du parc viendrait en surplus par rapport à la production déjà prévue des autres parcs et aux besoins du secteur. Au regard de la « commodité du voisinage » (code de l'environnement), « il n'est aucun besoin local d'enlaidir les paysages, de porter

atteinte à la biodiversité ainsi qu'à la santé humaine et animale, pour implanter une installation de production d'électricité intermittente qui ne sera pas consommée localement. »

M. Kawala conteste ensuite le modèle économique et le coût prohibitif du projet. il estime que celui-ci « s'apparente à un investissement spéculatif. »

M. Kawala développe ensuite son point de vue selon lequel les mesures compensatoires et les contrôles sont insuffisants.

Dans son septième et dernier point, M. Kawala émet l'avis qu'il y a lieu de surseoir à statuer sur l'autorisation du projet, au titre du code de l'urbanisme et en raison de la procédure en cours d'élaboration du PLUi ; en effet, le PADD a été adopté et ses dispositions condamnent l'implantation d'un parc éolien comme celui des Terrages à Plaisance.

RD50 29/03/2019 14:53 PREVOST M et mme 3 Chez Tartaud
LATHUS 86390

L'implantation d'éoliennes nuira considérablement au tourisme régional, estiment M. et Mme Prévost, se demandant par ailleurs « Que devient alors l'indépendance énergétique de la France sans le nucléaire ? » et s'inquiétant des nuisances sonores, des risques pour la santé, des tonnes de béton utilisées et dénonçant le financement via la CSPE.

RD51 29/03/2019 18:47 BAILLARGEAT max La Gorce à Vallaud
CHAILLAC 36310

S'exprimant sur un mode humoristique, M. Baillargeat n'en dénonce pas moins l'encerclement démentiel et la saturation calamiteuse que créerait la quarantaine d'éoliennes sur environ 100 km² autour de Plaisance.

Il conteste le chiffre de 40679 MWh annoncé dans le RNT et estime celui-ci à 22075 MWh compte tenu d'un taux de charge de 21 %.

Il dénonce l'impudence de la présentation de l'insertion du projet dans le paysage ainsi que la sous-estimation des effets du bruit comme des infrasons.

Contestant la politique énergétique qui prévoit le développement de l'éolien, il développe une démonstration montrant que l'éolien, au sein de cette politique, contribue à augmenter les émissions de CO₂, que la production électrique annoncée pour l'éolien est surévaluée, que l'aide économique à l'éolien est disproportionnée et d'un coût exorbitant ainsi que l'a montré la cour des comptes en 2018.

M. Baillargeat affirme que les lobbies font pression sur le gouvernement et les députés et en donne pour illustration les récentes décisions les mesures concernant la justice administrative pour l'éolien, et l'expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation sur internet, décisions prise au mépris des avis négatifs du public consulté.

RD5230/03/2019 13:32 DESPLANCHES Michel 49, rue Louis Guérin
Villeurbanne 69100

M. Desplanches entend démontrer « l'inutilité et la nocivité du projet »

Du point de vue économique, l'éolien n'a pas permis de limiter les émissions de CO2 ; la cour des comptes a montré l'inefficacité du soutien aux énergies renouvelables, pour un cout prohibitif. (un article publié par l'IFRAP en janvier 2019 est joint à l'observation)

Concernant le projet des Terrages, M. Desplanches conteste les chiffres donnés par le dossier sur les économies estimées de CO2, il critique le plan d'affaires et doute de la solidité des garanties du montage ainsi que des volumes de production annoncés. Le tarif de rachat n'est pas indiqué, relève M. Desplanches, qui demande qu'ils soient précisés (72 € du MWh ?) et que soit vérifiés les chiffres du plan d'affaires.

M. Desplanches estime que le parc des Terrages n'est pas acceptable pour les riverains et les paysages, d'autant qu'il se cumule avec le parc proche Volkswind, portant ainsi le nombre d'éolienne sur Plaisance dans ce m^eme secteur à 9. Il précise au demeurant qu'il y aura lieu concernant l'acoustique à prévoir un plan de bridage pour réduire les effets cumulés.

Citant le texte d'arrêté préfectoral (dont il joint copie) de refus du parc Volkswind (annulé par le tribunal administratif), M. Desplanches estime que le projet des Terrages portera atteinte au paysage encore plus que celui de Volkswind.

Il pointe aussi la question des infrasons et des troubles de santé, citant l'ANSES et donnant comme exemple le cas de Nozay pour lequel il joint des articles de presse, ainsi que la présentation d'une étude sur les infrasons en Finlande.

Le projet est dangereux pour la faune (avifaune et chiroptères) affirme M. Desplanches, citant la LPO, et « aucune vraie mesure de réduction du risque de collision n'est proposée. » les directives Eurobats ne sont pas respectées.

RD5330/03/2019 14:39 Ducellier Marie José Beaupuy Saulgé 86500

Cf RD 45

RD5431/03/2019 18:20 Lagache Raymond 16 le gât saint Georges les
landes 87160

M. Lagache dénonce le déni de démocratie apparu dans les positions municipales.

Sans le CSPE, il n'y aurait pas d'éoliennes. On va défigurer le paysage alors « qu'il n'y aura de réduction des gaz à effet de serre tant que la pollution dans les grandes villes ne sera pas combattue avec des moyens à la hauteur des enjeux, et tant que des milliers de camions sillonneront la France jour et nuit. »

RD5531/03/2019 19:54 SARRAZIN Guy & Aline 3 bis rue de la Closerie
BUXEROLLES 86180

M. et Mme Sarrazin dénoncent l'atteinte à l'environnement local, au bocage, à la biodiversité, au Montmorillonnais Pays d'art et d'histoire, que va constituer la densité de parcs éoliens, et le fort impact sur le site classé de la Haute-Vallée de la Gartempe (situé seulement à 2,5 km).

Citant la LPO, M. et Mme Sarrazin signalent la présence de nombreuses espèces protégées, la migration des grues cendrées et les nombreuses espèces de cahauves souris. Les enjeux et les risques très fort auraient dû conduire à renoncer à ce projet.

Le principe de précaution, au regard des pathologies constatées (effets magnétiques, effets sur les troupeaux comme en Loire atlantique), devrait prévaloir.

M. et Mme Sarrazin sont opposés à ce projet qui ne présente aucun caractère d'intérêt général.

RD5631/03/2019 18:47 Robillard Monique BLE
THOLLET 86290

Ayant acheté leur maison il y a vingt ans, M. et Mme Robillard s'y sont installé définitivement il y a cinq ans. « Nous sommes menacés de projets éoliens toujours plus nombreux, qui vont finir par nous encercler » écrivent-t-ils. « Nous voici au milieu d'une zone industrielle ».

Ils citent des déclarations d'un homme politique et font une citation d'un ouvrage sur l'éolien.

RD5731/03/2019 21:50 Blanche Emmanuel

Je suis totalement contre le déploiement du parc éolien des Terrages à Plaisance. Celui-ci va non seulement défigurer le paysage, déjà saturé par d'autres éoliennes, mais aussi à détruire faune et flore, ainsi que toute la biodiversité, ceste une véritable pollution visuelle et sonore.

RD5801/04/2019 11 :18 Callow Suzi La Vergnade Lathus st Remy
St-Rémy-en-Montmorillon 86390

Mme Callow exprime son opposition au projet : pas d'avantage financiers, bruit, atteinte au paysage, migration des grues perturbée, cout de l'électricité élevé.

« Nos maisons vont devenir invendables, le tourisme va mourir et les villages et les communautés vont mourir. »

RD5901/04/2019 15:02 Anonyme

Contre de l'installation et l'exploitation d'un parc éolien sur la commune de Plaisance

RD6002/04/2019 08:39 GUINARD Philippe 2 place du Champs de Foire,
Les HEROLLES, Coulonges Les Hérolles 86290
RD6101/04/2019 20:40 Guinard Philippe

M. Guinard a déposé deux fois son observation au registre dématérialisé ; il est également venu en permanence le 3 avril et a porté une observation au registre papier.

M. Guinard décrit les atteintes au paysage, au bocage que va produire le projet des Terrages, les risques pour le label Art et Histoire, pour la démographie, le tourisme, le patrimoine, l'économie locale.

Il exprime son opposition aux éoliennes.

« Construire des aérogénérateurs dans une des régions les moins venteuses de France est un non-sens économique » affirme-t-il.

Il faut préserver la biodiversité, l'avifaune et les chiroptères, les grues cendrées. Il souligne l'encerclement de Plaisance et Lathus, avec pas moins d'une cinquantaine d'éoliennes dans un périmètre restreint.

RD6201/04/2019 21:50 Bernard Philippe L'Age Journet JOURNET 86290

Exprime son opposition au projet, motivée par l'avenir du tourisme, compromis par un parc industriel source de nuisances graves.

RD6302/04/2019 00:37 BORDERIE de la Annick Saint Barbant 87330

Exprime sa totale opposition au projet. Des intérêts privés ne doivent pas passer avant l'intérêt général. La région n'est pas ventée. L'éolien provoque le massacre d'oiseaux, de chiroptères, et nuit à l'écosystème.

L'éolien nuit au tourisme vert, affirme Mme de la Borderie, joignant à l'appui le texte d'un entretien avec Marc Desgorces-Roumilhac.

L'éolien est une énergie intermittente dont les obligations de rachat par EDF à des prix supérieurs à ceux du marché qui mettent cet énergéticien en difficulté financière (article du Figaro joint).

RD6402/04/2019 15:25 LPO Poitou-Charentes 25 rue Victor Grignard Poitiers
86000

La LPO estime que le projet ne peut obtenir un avis favorable.

Après avoir présenté le contexte général du développement durable et de la préservation de la diversité, la LPO décrit le contexte local caractérisé par la migration des grues. La LPO souligne que « les 4 machines prévues pour ce projet ne sont pas regroupées sur une zone restreinte mais sont placées perpendiculairement à l'axe de migration. » cite le SRE Poitou-Charentes et indique que ses préconisations ne sont pas prises en compte par le projet.

« Il y a au moins 29 éoliennes fonctionnelles ou en projet dans un rayon de 10 kilomètres autour de ce parc » écrit la LPO, « il est donc nécessaire de prendre en compte cette situation afin d'éviter tout effet cumulé pouvant influencer la trajectoire des oiseaux. »

La LPO estime que « La construction d'un parc éolien dans ce secteur engendrera donc des conséquences négatives directes et indirectes sur ces espèces, par effarouchement, collision ou destruction/modification d'habitats. »

Elle analyse l'étude d'impact et souligne que « les mesures d'évitement ou de réduction des impacts proposées en amont des mesures de compensation restent peu développées et minimisent les réels enjeux de la construction d'un parc éolien dans ce secteur. ». En deux pages très denses, elle liste les insuffisances de l'étude d'impact et détaille les espèces peu ou mal prises en compte.

En conclusion, la LPO résume ses observations de la manière suivante :

« Cette étude d'impact :

- Fait apparaître un projet où les réalités du terrain en matière de biodiversité sont mal exploitées ou sous-estimées ;
- Que les mesures d'évitement ou de réduction sont insatisfaisantes, notamment durant la phase d'exploitation (bridage si mauvaises conditions météo etc.) ;
- Ne prend pas ou peu en compte certaines espèces à haute valeur patrimoniale dans le département (comme la Pie-grièche écorcheur, le Vanneau huppé, l'Œdicnème criard, le Busard Saint-Martin, le Milan noir...) dans l'évaluation de l'impact ;
- Indique peu les conséquences possibles de l'effet barrière, de l'effet cumulé avec les autres éoliennes et de la destruction/dégradation d'habitats.

RD6502/04/2019 16:16 BOUTET Jean-Claude Eaux de Vienne 55, rue de Bonneuil-Matours POITIERS 86000

M. Boutet, Président du syndicat Eaux de Vienne, alerte sur la question du raccordement vers le poste source de Montmorillon et la nécessaire étude de la compatibilité du tracé avec les réseaux et futur réseaux mis en œuvre par Eaux de Vienne, notamment sur la commune de Saulgé où sont programmés des travaux pour une nouvelle station d'épuration.

RD6602/04/2019 15:22 Depre Chloe

Cette observation fait doublon avec la RD64.

RD6702/04/2019 23:07 LOMER Jean François 2 rue de la Nougerie JOURNET 86290

M. et Mme Lomer expriment le souhait que leur observation soit considérée comme formulée par deux personnes et donc décomptée comme deux observations.

Ils affirment qu'une centrale d'éoliennes industrielles porterait atteinte au patrimoine naturel et patrimonial en proximité de la vallée de la Gartempe et aurait un impact sur

le tourisme, l'immobilier, le BTP, le commerce et les services de proximité ; un sondage récent de l'association des hébergeurs touristiques de l'Indre a montré l'effet négatif des éoliennes sur le tourisme. À ce sujet, ils citent la question écrite déposée par M. Descoeur, député du Cantal.

Ils soulignent l'envahissement que vont constituer les 16 éoliennes autour de Saint Rémy, et la dévalorisation de l'immobilier qu'elles vont provoquer.

Ils émettent une série de critiques de l'éolien et du projet des Terrages, quant à l'environnement, la biodiversité, l'avifaune, les chiroptères ainsi que sur la pertinence de cette énergie ou encore les inconvénients de la technologie (matériaux tel le béton, ou le néodyme).

En conclusion, M. et Mme Lomer affirment que l'éolien industriel n'est pas une solution à l'approvisionnement en énergie renouvelable et non polluante, et que les sommes colossales engagées pour ce développement ne pourront l'être dans la recherche, les transports ou l'isolation, plus prometteurs pour la réduction du CO2 et l'emploi.

RD6802/04/2019 18:42 association Brisevent 4, lieu dit Bachellerie
16420 Saulgond

Cette association est défavorable au projet.

Elle émet quelques critiques sur la qualité et l'exactitude du dossier et relève que le plan d'affaires est en anglais, ce qui n'est pas juridiquement régulier.

Pour Brisevent, la production de 40 417 MW prévue est manifestement surévaluée car elle correspond à un facteur de charge de 38 %. Ce chiffre pour notre région est de 21,8 % en 2018.

Le courrier mentionne une liste des monuments historiques qui constituent un élément important de l'attractivité du territoire que les éoliennes mettraient en péril.

Sont également listées les espèces d'oiseaux menacées. Brisevent affirme que les éoliennes font partie des installations responsables de la disparition de ces oiseaux et de celle des chauves-souris, et mentionne que le projet ne respecte pas la distance de 200 m entre le bout des pâles et les haies ou parties boisées.

Il y a des habitations à moins de 1 km d'une éolienne, ce qui est inacceptable en raison des nuisances sonores (la réglementation ne protège pas les riverains du bruit, elle est insuffisante).

Brisevent estime que l'on peut considérer que la proximité d'éoliennes est dangereuse pour les riverains et les animaux, produisant à l'appui de cette affirmation des articles de presse sur le cas de Nozay, en Loire Atlantique.

Il fait état également de « la perte pour les riverains de leur patrimoine immobilier, l'atteinte à leur santé, ainsi qu'une ambiance délétère entre propriétaires fonciers. »

RD6903/04/2019 Mendez-Becker Claudia 1, Bercezioux, 86500 Jouhet

Mme Mendez-Becker exprime son désaccord total avec le projet d'implantation d'un parc d'éoliennes dans la commune de Plaisance (projet Parc éolien des Terrages – Plaisance).

Le site proposé est trop proche de zones protégées, les éoliennes de nouvelle génération sont hautes et bruyantes et dénaturent complètement le paysage de bocage, il y a trop d'incertitudes sur les effets réels sur la santé du bruit et des vibrations, les retombées économiques du parc d'éoliennes sont nulles pour la commune, c'est le flou concernant le démantèlement des aérogénérateurs.

Le potentiel de développement de la commune de Plaisance et du montmorillonnais est très axé sur le tourisme, sur les activités sportives et culturelles (Lathus) en lien avec le paysage ; un paysage hérissé d'éoliennes ne présente aucun attrait et fermerait résolument cette voie.

RD7003/04/2019 Brugier Arnaud.
4 place de la mairie
THIAT 87320

Titulaire d'un BTS gestion et protection de la nature et d'un master en aménagement rural, M. Brugier s'interroge, à la lecture de l'étude d'impact, sur la compétence de l'investisseur du projet et celle de ses prestataires. Il relève en effet des incohérences, des invraisemblances et des erreurs, ou des citations tronquées, qu'il détaille dans son courrier.

Il souligne notamment le comptage de grues, qu'il qualifie d'impossible.

Pour M. Brugier, les multiples erreurs qui émaillent le document sont liées à un manque de rigueur scientifique manifeste.

RD7103/04/2019 Le Coz Valerie P. et Hervé Saint Pierre de Maillé
86260

Encore un projet de trop en Vienne qui détruirait la biodiversité dont certaines espèces de chauve-souris protégées ; il ne respecte pas les zones naturelles
Les éoliennes sont dangereuses pour la santé animale et humaine, produisent une énergie intermittente totalement inefficace et extrêmement onéreuse, elles polluent les sols et donc les nappes phréatiques, émettent des courants vagabonds dans les sols, des nuisances visuelles et sonores inacceptables pour la santé des riverains.

RD7203/04/2019 Dallay Michele et Jean 1, Le Petit-Bois
MAILHAC SUR BENAIZE 87160

Pour M. et Mme Dallay, l'éolien industriel est inutile en France :

La production d'électricité est suffisante et même en excédent , l'éolien est inefficace pour limiter la production de CO2, il nécessite un réseau complexe pour le transport de l'électricité, il ne produit que très peu d'emploi, il est néfaste pour l'environnement et la biodiversité, les paysages sont dégradés, l'immobilier se déprécie, les éoliennes sont nocives pour la santé, elles nuisent au tourisme.

Le projet de Plaisance fait partie d'un ensemble dont le déploiement va dévaloriser la région.

M. et Mme Dallay préconisent le recours à d'autres énergies renouvelables. Il faut protéger les territoires ruraux, indispensables pour le climat et la sauvegarde de la biodiversité.

RD7303/04/2019 Lathus Vent Debout 4, Chez Tabuteau Lathus-Saint-Rémy
86390

Lathus Vent Debout estime que les études figurant au dossier font preuve de désinvolture et de parti-pris.

Nulle part dans le résumé non technique n'est fournie une localisation claire et précise des éoliennes, une information aussi basique devrait être immédiatement accessible au public.

La biodiversité est menacée ; Lathus Vent Debout illustre son propos par la production du courrier de la LPO en date du 31 mars 2016.

Le comptage des grues cendrées indiqué dans l'étude d'impact est fortement contesté : on ne peut compter que 5 grues alors qu'il en passe des dizaines ou des centaines. Lathus Vent Debout fournit des photos de ces passages en février 2019 ; de plus, Lathus Vent Debout souligne que l'orientation de la ligne d'éoliennes du projet est perpendiculaire à l'axe de migration des grues.

Lathus Vent Debout dénonce l'intolérable encerclement éolien à l'aide d'une carte qui le démontre.

La vallée de la Gartempe est bien mal protégée estime Lathus Vent Debout : 45 éoliennes sont en projet le long de la vallée de la Gartempe (cf carte).

Lathus Vent Debout conteste la présentation faite au dossier concernant l'information des riverains.

Enfin, Lathus Vent Debout souligne que le taux de charge annoncé au dossier est surestimé par rapport au taux moyen connu.

La transition énergétique ne doit pas se faire au détriment de la biodiversité, ni des écosystèmes conclut Lathus Vent Debout.

RD74 Maigret Yolande Les Tortues
La Bussière 86310

Le projet éolien des Terrages sur la commune de Plaisance vient s'ajouter aux nombreuses réalisations et projets sur le sud Vienne, pourtant largement envahi par ces machines au mépris de notre cadre et qualité de vie, affirme Mme Maigret.

La Haute vallée de la Gartempe, les boisements, les étangs, les zones humides, la faune, la flore...tout cela est balayé d'un revers de main.

Mme Maigret dénonce également le scandale financier qu'est l'éolien en France, s'inquiète de la gestion post éolienne, et conclut : « nous avons dépassé le seuil d'acceptabilité ».

RD75 SOULIE Anne ST CHRISTOPHE 16420

Opposition totale à ce projet éolien. Mme Soulie signale qu'elle habite à 4 km d'un parc éolien et souffre des basses fréquences émises par celui-ci. Le principe de précaution devrait être mis en œuvre.

Pour elle, le faible rendement des éoliennes dans cette région peu ventée devrait interdire d'en implanter.

Elle termine en faisant référence aux élus qui prônent un moratoire sur l'éolien.

RD76 Mounier alain 24 villeneuve, bussiere poitevine87320

M. Mounier est contre ce projet dans un paysage de bocage ; il nuirait à la faune, à la flore et causerait des nuisances aux riverains ; il nuirait également au tourisme sur la vallée de la Gartempe.

RD77 CALLOW M.D. M. La Vergnade Lathus-St-Remy 86390

M. Callow se prononce contre le projet des Terrages et déclare : « nous sommes actuellement menacés par beaucoup de parcs éolien, dont quatre seront visibles de notre maison (Plaisance, Gassouilles Bussière Poitevine, Terrages Plaisance et aussi les Bruyères N147 Chez le Maçon – mat du mesure installé février 2019). Nous serons affectés de manière préjudiciable dans nos vies et notre avenir en France. »

Il décline son opposition au projet en treize points, qui mettent en cause la pertinence de l'éolien du point de vue technique, économique et financier, écologique, en termes d'atteinte à l'économie locale (tourisme notamment), ainsi qu'en terme de nuisances (bruits).

RD78 de la Borderie Antoine
Saint Barbant 87330

M. de la Borderie conteste la pertinence de l'éolien, et expose son point de vue en une douzaine de points traitant des gaz à effet de serre, de la sécurité d'approvisionnement

en électricité, du cout de celle-ci, de sa production de proximité, des effets de l'éolien sur la balance des paiements, de l'environnement, de l'emploi, des paysage et du patrimoine, de l'immobilier, de la santé, du tourisme, tous points sur lesquels l'éolien est d'un effet néfaste.

M. de la Borderie conclut en affirmant que « l'opinion publique découvre que les gouvernements successifs ont jeté leur dévolu sur l'éolien sans avoir pris le temps d'en peser préalablement ni les contraintes d'exploitation, ni les vrais impacts sur l'environnement. »

RD79 Castel Jean Claude
ADEPV86 Lieu dit TAMPENOUX
CHAMPAGNE SAINT HILAIRE 86160

Cette observation est formulée au nom de l'Association de défense de l'environnement et des paysages de la vienne (ADEPV86). Elle estime que « l'implantation anarchique et excessive d'aérogénérateurs industriels dans les villages du Sud-Vienne est telle que la plupart des élus, à l'origine favorables par principe au développement de l'énergie éolienne, se dressent maintenant contre ce mitage catastrophique en train de détruire l'attractivité du territoire et son avenir économique, et joint une carte pour montrer le développement de l'éolien en Nouvelle Aquitaine et sa concentration en Sud Vienne et Nord Charente. La région produit 137 % de l'électricité qu'elle consomme, précise cette association.

Accepter un projet éolien en se basant sur sa conformité réglementaire serait ignorer les témoignages sur les nuisances et les effets néfaste de l'éolien, faire fi du principe de précaution, ignorer la charte de l'environnement

RD80 BROCHET Frédéric Manoir de Lavauguyot Jaunay-Marigny 86380

Propriétaire du moulin Moreau à Lathus, rénové avec le label de la Fondation du Patrimoine, M. Brochet souligne la valeur patrimoniale de cet espace rural et signale le classement de la vallée de la Gartempe.

L'ensemble de ce fragile écosystème qui a su vivre en harmonie avec l'homme depuis des siècles ne trouverait que d'importants désavantages à l'installation de générateurs éoliens, conclut-il.

Les éléments en réponse au présent procès-verbal sont à produire par la société Enertrag Poitou-Charentes IV dans un délai de quinze jours (article R 123-18 du Code de l'Environnement), et à adresser au commissaire enquêteur par voie postale ainsi que par courriel.

Le 11 avril 2019,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Bonneau', with a long horizontal flourish extending to the right.

Yves Bonneau
Commissaire enquêteur